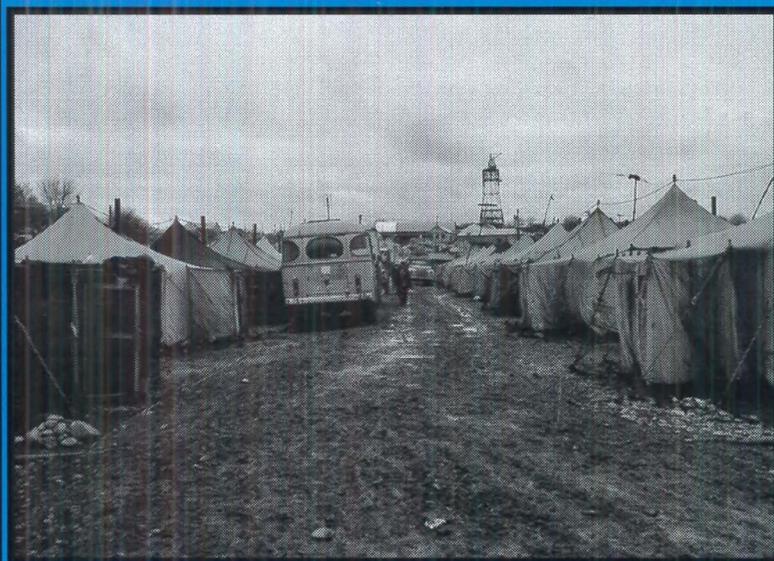
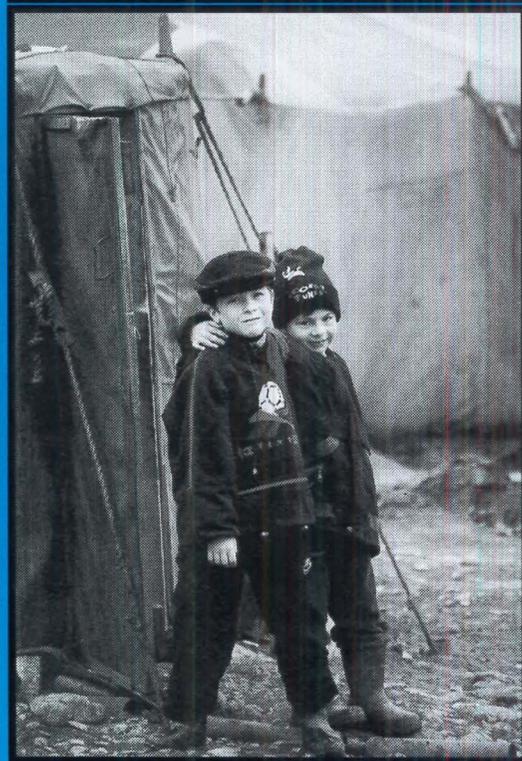


inprecor



TCHETCHENIE **Un peuple martyr** **dans l'indifférence** **générale**



- **CHINE** : Odysée 2001 ou le voyage vers l'OMC
- **VIÊT-NAM** : Ce qui a changé depuis 1986
- **BRÉSIL** : Victoire du PT rouge aux municipales
- **COLOMBIE** : Perspectives du Front Social et Politique
- **NICARAGUA** : La décomposition du FSLN vient de loin
- **FRANCE** : Réduction du temps de travail — un bilan
- **ALLEMAGNE** : Vache folle "rouge-verte"

Tchéchénie

Un peuple martyr dans l'indifférence générale

Xavier Rousselin 3

Chine

Odysée 2001

Livio Maitan 9

Violation des droits des travailleurs et résistance ouvrière

Zhang Kai 13

Viêt-nam

Retour de Viêt-nam 2000

entretien avec Tuan 15

On reparle de Georges Boudarel...

Jean-Michel Krivine 17

DOCUMENT : Boudarel, un remarquable érudit sur le Viêt-nam

Huu Ngoc 17

Film

Le Budget participatif à Porto Alegre, un documentaire de Daniel Künzi

(réd.) 18

Brésil

Victoire du PT rouge aux municipales

Heloisa Helena et Beto Bastos 19

Colombie

Les perspectives du Frente Social y Politico

Fermín González 21

Nicaragua

La conquête du pouvoir, fin ou moyen pour le FSLN

Valérie Techer 25

FSLN : la décomposition vient de loin

Wilma Nuñez Escorcia 27

France

La réduction du temps de travail façon "gauche plurielle"

Charles Paz 31

Allemagne

La vache folle "rouge-verte"

Manuel Kellner 36

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur le site de nos camarades québécois :

www.lagauche.com

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85,

75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

ATTENTION !

INPRECOR a déménagé et changé ses numéros de téléphone et de fax. Mais le E-mail reste le même !

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél : 33/0 1 49 28 52 44
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

La Librairie
La Brèche
a déménagée

Nouvelle adresse :
27, rue Taine
75012 Paris
métro : Daumesnil

tél : 33/0 1 49 28 52 44
fax : 33/0 1 49 28 52 43

Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 300 FF (6 mois) 580 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir Inprecor** (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Un peuple martyr dans l'indifférence générale

Par
Xavier Rousselin*

Dans les faubourgs de Grozny, pas un seul immeuble n'a été épargné. Mais seuls certains d'entre eux sont complètement démolis. Plus on se rapproche du centre de la ville, plus le niveau de destruction croît. Au centre même, tous les édifices ou presque sont désagrégés. Les murs sont éventrés sur un étage ou plus. Les toits sont défoncés, on ne compte pas les fenêtres dévastées, ni les portes enfoncées. Même l'hôpital n°9 a été bombardé. Pas un seul de ses bâtiments n'a été épargné. Ils ont manifestement été traités comme des objectifs militaires. Le centre de Grozny est un champ de ruine.

Avant la guerre, plus de 500 000 personnes vivaient à Grozny. Il n'y en avait plus que 80 000 au début de l'automne. Il y en a certainement moins encore pendant cet hiver. Les habitants vivent sans chauffage digne de ce nom, dans l'hiver glacial du nord du Caucase. L'eau courante n'est pas rétablie, ni le gaz. Et la majorité de la population de la ville ne reçoit pas d'aide alimentaire.

Les combats sont loin d'être terminés. Dans la ville, les militaires sont omniprésents. Ils sont sur les toits. Ils patrouillent en chars, en jeeps, mais plus rarement à pied. Ils sont à l'entrée de tous les bâtiments publics. Ils filtrent tous les mouvements de personnes et ont mis de gros calibres en batterie. On trouve, sur les principales artères, des check points tous les 500 m. Selon le maire de Grozny, pourtant nommé par les autorités russes, il y a, chaque jour, entre 15 et 20 morts dans la ville. On le voit à la tête des militaires qui ont, manifestement, peur.

Tous les témoignages confirment les exactions des militaires russes. Les camps de filtration fonctionnent encore. Et naissent d'autres institutions destinées à permettre les interrogatoires. On a mis au point le système suivant. On fait creuser des trous où l'on « entrepose » les gens arrêtés pendant 24 ou 48 heures sans leur donner ni à manger, ni à boire. Aux yeux des militaires russes la population tchéchène est suspecte. Cette



Grozny : un des nombreux immeubles (en haut) et le bâtiment de l'hôpital (en bas)



guerre n'est pas une guerre entre une armée régulière et des bandes « terroristes » comme l'indique le pouvoir. C'est une guerre qui au nom de la lutte contre le « terrorisme » s'en prend essentiellement à la population civile. C'est elle qui subit les combats. C'est elle qui est massivement déplacée. C'est elle qui est victime des agissements de l'armée russe. C'est ainsi qu'à la fin

novembre, les militaires russes ont, pour lutter contre le « terrorisme », détruit avec des bulldozers et des chars les petits étals du marché du centre de Grozny. Ce petit marché était un des signes de la reprise d'une vie moins anormale. On pouvait y acheter des chaussettes, des lampes à pétrole, du savon, des

boissons et quelques aliments.

Un conflit impérial à forte odeur de pétrole et de gaz

Cette guerre a pour toile de fond la grandeur impériale de la Russie. Mais on aurait tort de la réduire à une simple quête de puissance d'un pouvoir central en mal d'affirmation. La région est, depuis fort longtemps, stratégique pour la Russie. La partie ouest du Caucase contrôle, depuis l'indépendance de l'Ukraine, l'accès russe à la mer Noire. L'Est du Caucase concentre de formidables ressources pétrolières. Et le port de Novorossisk est désormais le principal point de sortie, par voie maritime, du pétrole russe. Ce port de la mer Noire a chargé 670 000 barils par jour en 2000, soit 60 % des embarquements maritimes de pétrole de la Russie. Le pétrole du bassin de la Caspienne y est normalement acheminé par l'oléoduc Druzhba (Amitié ...) qui traverse le Daghestan et la Tchétchénie. La compagnie russe qui gère le réseau des pipelines fait construire, avec l'aide de la banque

* Xavier Rousselin est un des animateurs du Convoi syndical pour la Tchétchénie — une initiative pluraliste soutenue notamment par divers syndicats (en particulier SUD-PTT et CGT-ONIC), par le Secours Ouvrier pour la Bosnie et par des militants du Comité Tchétchénie... Il est syndicaliste CGT à l'ONIC et revient de Tchétchénie où il a accompagné le premier convoi.

Tchéchénie



européenne, un contournement Nord de la Tchétchénie. Actuellement une bonne partie du pétrole de Bakou transite par train, du fait de la guerre.

Mais le problème du transport de l'énergie va connaître au cours des prochaines années des développements importants. La production de la mer Caspienne tant en pétrole qu'en gaz naturel est projetée, en particulier par les Etats-Unis, en forte hausse. La production de gaz naturel du Turkménistan devrait littéralement exploser. Il sera donc nécessaire de construire de nouveaux oléoducs. Par où passeront-ils ? Divers projets s'affrontent. La Turquie fait valoir que le Bosphore est déjà surencombré de navires pétroliers et que cela pose de gros problèmes écologiques. Elle cherche donc à proposer de nouveaux oléoducs passant sur son territoire. Le problème est que ce projet pourrait relancer la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Les Etats-Unis militent, de leur côté, pour une sortie asiatique. Mais le choix n'est pas non plus aisé. Les ports d'arrivée du pipeline seraient soit situés en Iran, soit au Pakistan, mais après avoir traversé l'Afghanistan.

On le voit : la guerre en Tchétchénie n'est pas sans conséquences économiques. Elle n'oppose pas des Cosaques nostalgiques de la grandeur de toutes les Russies à des bandes « terroristes » plus ou moins manipulées par les mafias. Des intérêts matériels solides et concrets président aussi aux mouvements des armées russes.

L'indépendance de la Tchétchénie

La volonté russe (et pendant 60 ans soviétique) de dominer la région s'est toujours heurtée à la résistance tchéchène. Il a fallu un siècle de guerre aux armées tsaristes pour conquérir ce territoire grand comme la moitié de la Belgique. Et tous les 50 ans les Russes ont lancé de grandes offensives visant à détruire ce petit peuple d'un million d'habitants. En 1944, Staline a déporté la

totalité des Tchétchènes vers le Kazakhstan.

Lorsque Eltsine voulait s'emparer du pouvoir central en URSS au moment de son agonie, il a encouragé tous les pouvoirs locaux à prendre autant de pouvoir qu'ils en étaient capables. La Tchétchénie a proclamé son indépendance

en 1991 à la suite de l'échec du coup d'Etat de Ianaev. L'armée rouge s'en est retirée en y laissant ses stocks d'armes (fort plantureux).

Le processus de privatisation de l'économie en Tchétchénie va avoir exactement les mêmes conséquences que partout ailleurs en ex-URSS. La corruption se développe. L'appropriation privée des moyens de production crée de gigantesques inégalités. Le niveau de vie de la majorité de la population chute de 50 %. Et les mafias en tout genre vont prospérer. Mais le pouvoir russe va médiatiser leurs agissements en Tchétchénie.

Doudaïev, le président tchéchène, est arrivé au pouvoir sur la base d'une poussée nationaliste et démocratique. Il sera élu avec 80 % des voix. C'était une sorte de « père » de la nation tchéchène : il lui a offert son indépendance. Mais, aussitôt arrivé au pouvoir, il va faire sien l'expression : « *Enrichissez vous !* ». Et il est passé aux actes en s'enrichissant au moyen de trafics sur le pétrole et les armes.

Le pouvoir russe et ses généraux n'avaient jamais accepté l'indépendance de la Tchétchénie. Eltsine va engager une première guerre contre la Tchétchénie en décembre 1994. Elle sera un échec cuisant pour les restes de l'armée soviétique. Grozny et la Tchétchénie seront très sérieusement détruits. Mais la Russie sera obligée de négocier

et de reconnaître officiellement l'indépendance de la Tchétchénie. À la suite de quoi Aslan Maskhadov sera élu président de la république tchéchène lors d'élections contrôlées par l'OSCE.

Trafics de pétrole et d'armes

Sur le plan économique l'après-première guerre sera marqué par l'absence de toute politique de reconstruction. Le seul développement économique qui interviendra sera parasitaire : trafics de pétrole et d'armes. On estime que seul 10 % de la population occupait un emploi légal. Les salaires et les pensions des fonctionnaires n'étaient plus payés.

On trafiquait sur les armes, sur le pétrole. Les prélèvements directs de pétrole sur les pipelines, initialement prévus par des accords commerciaux, s'opéraient de manière de plus en plus sauvage. L'Etat tchéchène, qui n'avait jamais eu grande consistance, s'est délité. La criminalité s'est développée et les enlèvements sont devenus monnaie courante. Il y aurait eu jusqu'à 2 000 personnes détenues illégalement en Tchétchénie. Au même moment les travailleurs des ONG devenaient des proies de choix pour les preneurs d'otages. 6 membres de la Croix-rouge seront assassinés en 1996, et 4 techniciens des télécommunications anglosaxons seront décapités en décembre 1998.

Cette période sera aussi marquée par l'apparition du courant wahhabite. Il proclame une version fondamentaliste de l'Islam. Il a été constitué au début des années quatre-vingt-dix par des pèlerins de retour de La Mecque. Cette forme d'Islam est très différente de l'Islam très tolérant (par rapport à l'alcool en particulier) qui avait cours en Tchétchénie jusqu'à cette époque. Les wahhabites connaîtront un certain succès : ils ont de l'argent. Certains les accusent d'être financés et manipulés par les services secrets russes. Mais ils bénéficient, aussi, à n'en pas douter, de pétrodollars. Et dans le chaos de

la Tchétchénie des années 95-99, l'argent est quelque chose de rare. Les wahhabites recrutent d'autant mieux qu'ils peuvent verser des salaires à ceux qui les rejoignent. Ils se lancent dans le combat politique et réussiront à imposer au gouvernement la reconnaissance légale de la *Charia*.



L'indépendance commence alors à se retourner contre le peuple tchéchène. Elle devait apporter plus de liberté et elle est en passe d'imposer des lois réactionnaires contraires aux traditions tchéchènes de tolérance.

Et Poutine arriva...

Au cours de l'été 1999, Eltsine remercie son troisième Premier ministre de l'année. Il investit Poutine et celui-ci annonce une lutte sans merci contre les bandits tchéchènes.

Fort des enseignements de la première guerre de Tchétchénie et des frappes de l'OTAN contre la Serbie, le Kremlin ordonne un déluge de bombes sur Grozny. La ville, où vivent encore 40 000 personnes, tombera après quatre mois de bombardements intenses.

La majorité de la population de Tchétchénie a fui les combats et a été accueillie en Ingouchie. On a compté jusqu'à 600 000 réfugiés. Malgré le retour de certains d'entre eux, il reste environ 160 000 réfugiés en Ingouchie et 170 000 en Tchétchénie même soit 35 % de la population tchéchène totale. La majorité d'entre eux (110 000) est hébergée par la population ou réside dans des lieux d'installation spontanés (27 300). 22 700 personnes vivent dans les camps de réfugiés " officiels " en Ingouchie.

Complicité occidentale

Depuis le début de la guerre, les grandes puissances n'ont cessé d'accorder leur soutien à la belliqueuse entreprise de Poutine. Malgré quelques condamnations verbales des excès de l'armée russe, les puissances occidentales ont laissé le gouvernement russe mener cette guerre comme il l'entendait. Le sommet UE-Russie qui s'est tenu à Paris début novembre a permis de normaliser les relations entre la France et la Russie.

Le 25 janvier 2001, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui avait suspendu, en avril 2000, le droit de vote de la délégation de Russie pour protester contre les violations des droits de l'homme en Tchétchénie, a décidé de lui rendre tous ses droits. Les pressions des gouvernements européens sur les délégations ont été très fortes. Ils considèrent que cette affaire de Tchétchénie ne doit pas troubler le cours paisible des relations nouvelles entre les grandes puissances européennes et la puissance russe.

Tout se passe comme si la division de l'Europe perdurait. La frontière entre l'Est et l'Ouest a certes changé, mais chaque

camp reste maître chez lui. Avant-hier les chars soviétiques pouvaient entrer à Budapest ou à Prague, sans que les gouvernements " démocratiques " ne s'en émeuvent outre mesure. Hier l'OTAN s'est arrogée le droit de bombardier la Serbie, sans que les protestations russes ne modifient d'une quelconque manière le déroulement des " frappes ". Aujourd'hui l'armée russe peut bombardier la Tchétchénie sans qu'aucun des gouvernements des pays de l'OTAN ne fasse de cette affaire un abcès de fixation. On imagine quelle aurait été la réaction occidentale si Milosevic avait employé de telles méthodes contre le Kosovo...

Tous les " démocrates sincères " de Blair, à Chirac, en passant par Clinton ont au contraire fait assaut de politesse vis-à-vis du nouveau président de la République russe, saluant qui sa modernité, qui son sens de l'humour, qui sa jeunesse. Le chef du MEDEF français a, lui, découvert « *un homme très direct, très sportif d'allure, qui est jeune, qui a l'air en pleine santé, plein de dynamisme et très accessible.* »

Car la Russie est aussi en train de devenir une sorte d'Eldorado pour les investisseurs internationaux. Le pouvoir affirme sa force redonnant confiance aux détenteurs de capitaux. Il prépare une réforme du code du travail qui supprimera tous la plupart des droits des travailleurs russes. En Octobre dernier, en accueillant Poutine à Paris, Chirac notait : « *Je voudrais saluer les réformes structurelles ambitieuses décidées par votre Gouvernement pour favoriser l'initiative privée et pour stimuler l'investissement.* » Ernest-Antoine Seillière, l'a souligné de la manière la plus claire : « *Avec l'arrivée du président Poutine et sa ferme volonté de remettre la stabilité dans le système russe, les affaires françaises sont aujourd'hui beaucoup plus intéressées et ont beaucoup plus d'espoir de pouvoir investir sur le long terme dans des conditions beaucoup plus stables. Il y a un changement incontestable d'atmo-*

sphère ». Et cette stabilité-là vaudrait bien une petite guerre.

Quelle solution ?

Du point de vue russe, la guerre en Tchétchénie est dans une impasse. L'armée russe s'embourbe. Elle évolue dans une situation qui lui échappe. Les méthodes de la guerre totale poussent la majorité des hommes tchéchènes vers les combats. La totalité des hommes de 14 à 65 ans est considérée, par l'armée russe, comme potentiellement combattante. La majorité d'entre eux n'a de choix pour survivre, qu'entre rejoindre les camps de réfugiés ou les combattants. Si la supériorité militaire russe est établie, elle reste incapable de stabiliser la situation, y compris à court terme.

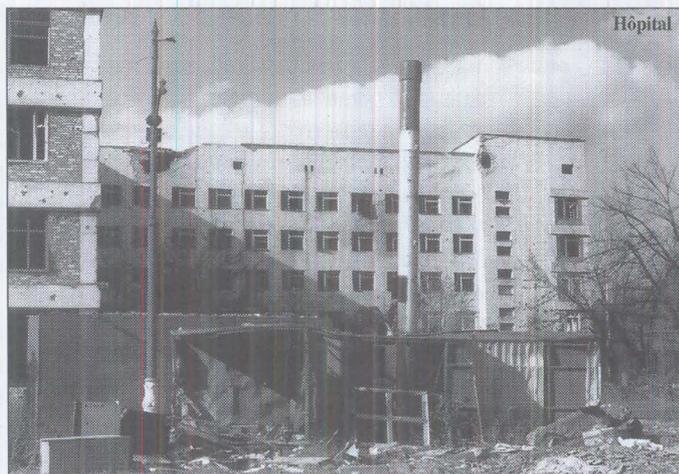
La conclusion est que seule une solution politique peut mettre fin à la guerre. Et qu'une telle solution politique ne peut émerger que dans la reconnaissance de la légitimité du président tchéchène démocratiquement élu, Aslan Maskhadov. L'ouverture de négociations avec lui est le seul moyen d'envisager un processus de paix. La paix ne peut être établie qu'en reconnaissant le droit des Tchétchènes à l'autodétermination.

Convoi syndical

C'est dans ce contexte que des syndicalistes français ont décidé de mettre en place un convoi syndical pour la Tchétchénie afin d'apporter aux réfugiés tchéchènes 22 tonnes de farine. Cette opération s'est située dans le prolongement d'opérations identiques qui avaient été menées en Bosnie et au Kosovo. Elle s'est appuyée sur deux syndicats (Sud PTT et la CGT de l'ONIC), sur une association (le Secours Ouvrier pour la Bosnie) et sur des militants du comité Tchétchénie.

La route a été longue (plus d'un mois au total), semée d'embûches (11 jours d'attente en douane par exemple), encombrée de tracasseries policières (plus de 17 000 roubles d'amendes diverses), mais la farine a pu être acheminée à destination. Elle a été distribuée en Tchétchénie, par des ONG indépendantes des autorités russes, à des réfugiés qui n'avaient reçu aucune aide alimentaire depuis trois mois.

Ce convoi n'avait pas pour seul objectif d'apporter de l'aide syndicale aux





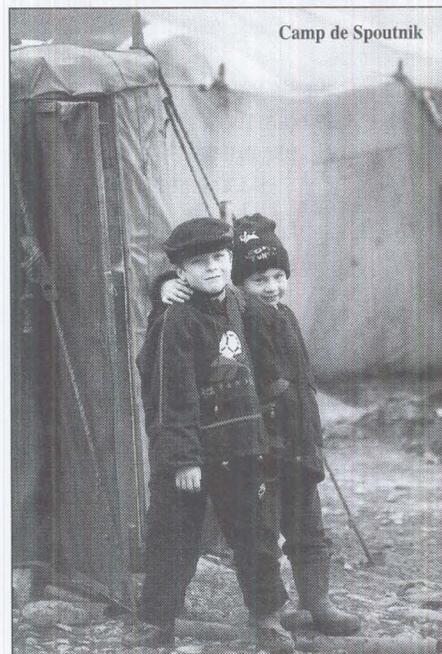
réfugiés. Il avait aussi pour ambition de nouer des contacts avec les syndicats de la fédération de Russie qui s'opposent à la guerre. Et de témoigner de la situation d'abandon des réfugiés.

Syndicats russes contre la guerre

Au moment du passage du convoi à Moscou, nous avons pu avoir une discussion de plusieurs heures avec des syndicalistes de petits syndicats radicaux (*Zachtchita*, *Sotsprof*, *Soviet* ouvrier). Les échanges ont porté tant sur la situation syndicale en Russie que sur leur position vis-à-vis de la guerre.

Pour eux, en Russie, le mouvement ouvrier n'est pas d'un seul bloc. Il y a, certes, beaucoup de chauvinisme. Mais les syndicats les plus radicaux et indépendants sont clairement contre la guerre en Tchéchénie, bien que, malheureusement, les ouvriers russes n'aient aucun moyen de communiquer avec les travailleurs tchéchènes.

Les syndicalistes radicaux analysent la



Camp de Spoutnik

problèmes quotidiens. Le pouvoir s'est ainsi créé une nouvelle virginité. Ce n'est pas la guerre des peuples, c'est la guerre du Capital, en l'occurrence, du pétrole.

Ils expliquent qu'il y a 10 ou 15 ans, à Moscou, on vantait l'hospitalité caucasienne. Maintenant, on parle des gens du Caucase comme s'ils étaient des criminels, des bandits. Mais le regard des simples gens est en train de changer. Le peuple en a assez de cette guerre. Les mères ne veulent plus que leurs fils soient utilisés comme chair à canon. Désormais l'opinion publique demande que les troupes russes soient rapatriées et qu'on laisse les Tchéchènes régler leurs comptes entre eux. Les troupes fédérales actuelles ne sont pas seulement composées de mercenaires. Elles comprennent aussi des appelés qui vivent dans des conditions très dures, pour des salaires minimes.

Malgré leur opposition à la guerre, ces syndicalistes radicaux pensent que l'indépendance de la Tchéchénie n'apportera rien de bon au peuple tchéchène. La Tchéchénie, estiment-ils, n'a pas de ressources suffisantes pour survivre. Elle ne sera qu'une marionnette aux mains des grandes puissances. Mais ils pensent aussi que la Tchéchénie est profitable à la politique impérialiste de la Russie, sinon elle aurait été abandonnée depuis fort longtemps.

La réforme du code du travail

En Russie, les syndicats sont menacés dans leurs garanties et droits légaux par une attaque en règle contre le code du travail. Le code actuellement en vigueur est hérité de l'époque soviétique. Le projet gouvernemental fait passer la journée de travail de 8 à 12 heures. Il encourage la flexibilité, le travail sur plusieurs postes. Il légalise le non-paiement des salaires, enlève toute garantie d'emploi pour les syndicalistes et réduit le licenciement à une simple formalité. Les différentes fédérations syndicales sont partagées sur le type de bataille à mener à cette

guerre comme un conflit d'intérêts entre les nouveaux riches russes et les barons de Tchéchénie. Ils estiment que les guerres intercommunautaires (nombreuses en Russie) sont organisées par l'État. On dit aux gens de se préoccuper du problème tchéchène et non de leurs problèmes

quotidiens. La FNPR (ex-syndicats officiels) a mis au point un projet alternatif qui risque de servir de tremplin à l'adoption des propositions gouvernementales légèrement remaniées.

Les syndicats alternatifs sont tous engagés, à des degrés divers, dans un combat contre la détérioration de la législation du travail. Certains soutiennent un troisième projet alternatif renforçant les droits et garanties des travailleurs, le projet dit "*Avaliani-Shein*".

Les syndicats alternatifs ont mené de nombreuses actions de protestation, dont deux mobilisations nationales (le 17 mai et le 1er décembre). Mais, peu sensibilisés aux aspects juridiques, les salariés se mobilisent faiblement, car, dans la plupart des entreprises, la FNPR leur enjoint d'attendre patiemment que le conflit se règle par des pourparlers au sommet.

Mais quel que soit le syndicat, ils ont tous beaucoup de difficulté à sortir des tenailles qui les emprisonnent entre les tentacles du pouvoir et la méfiance des salariés. Certains syndicalistes y parviennent néanmoins, par un travail de sensibilisation, d'information et d'édification patiente de solidarités collectives. Ils déploient leurs efforts dans l'obscurité des murs de l'entreprise et parfois parviennent à créer une dynamique de rassemblement régional. Des cas de ce genre ont été signalés par exemple à Astrakhan, autour de *Zachtchita* (la Défense), à Nijni-Novgorod, autour du Comité des ouvriers de Russie, ou à Togliatti, autour du syndicat "*Edinstvo*" (Unité, affilié à *Sotsprof*) et de l'usine automobile GAZ (Lada), ou encore dans les mines sibériennes, autour de la Confédération du Travail de Sibérie.

Situation des réfugiés

Un des autres objectifs du convoi syndical était de témoigner de la situation des réfugiés en Ingouchie. Nous avons pu visiter plusieurs camps.

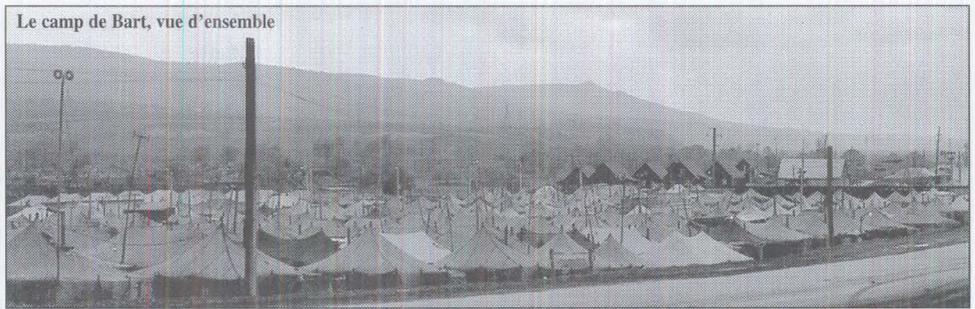
À la sortie de Sleptovska, se dresse, en rase campagne, le camp de Spoutnik. Il est proche de la frontière avec la Tchéchénie. 8 954 personnes vivent là, sous des tentes militaires en très mauvais état. Une école a été construite dans 4 tentes. Une garderie, animée par PHO (l'ONG polonaise) fonctionne très convenablement.

Deux nuits avant notre passage, 4 tentes avaient flambé suite à une fuite de gaz. Il y avait eu quelques blessés. Les familles ont dû se séparer pour trouver de la place dans les tentes aux alentours. Le point d'eau se trouve à l'entrée du camp, les toilettes autour. Il

a été construit un système de conduites de gaz pour chauffer les tentes, et au milieu de chacune d'elles, un poêle permet la cuisson de quelques denrées.

Nous sommes accueillis par plusieurs femmes du camp et le cercle s'élargit très rapidement. Ces femmes nous crient leur désespoir face au silence des occidentaux. Et pourtant, dès qu'elles apprennent que nous sommes français, elles nous remercient chaleureusement d'être ici avec elles. Merci aux personnes qui manifestent devant l'ambassade de Russie à Paris, et qui soutiennent le peuple tchéchène, nous disent-elles.

Certaines pleurent la perte de leur famille, de leurs fils et maris, emmenés de force par l'armée fédérale. Elles ont vu leurs filles être violées. Leurs enfants sont traumatisés. « *Seuls les Russes peuvent tuer ou torturer des enfants* » nous disent-elles. Quelques hommes arrivent. Ils nous disent qu'ils sont prêts à retourner en Tchéchénie pour se battre, pour se venger. L'un d'entre eux nous dit : « *Regardez dans quelles conditions nous vivons. Je suis sûr qu'en France, les chiens sont mieux traités que nous !* » Tout près



PHO (l'ONG polonaise), pour le jardin d'enfants et Médecins de Monde, qui a ouvert un petit centre médical.

Les denrées suivantes sont distribuées (ration pour quatre personnes et pour 10 jours) : lait en canettes, 2 kg de farine, 2 kg de sucre, 2 kg de pâtes, 1 bouteille d'huile, 2 kg de riz, 1 kg de sel, 1 boîte d'allumettes, 2 bougies. Le pain est distribué de temps en temps. Elles ajoutent « *on ne jette rien* »... On veut bien les croire...

Une des deux femmes qui a 8 enfants à charge nous racontera en sanglotant qu'elle a déjà dû avoir des relations sexuelles avec un homme pour pouvoir nourrir ses enfants.

Au sortir de la tente, nous entendons de la musique dans une tente voisine. Des jeunes adolescentes écoutent des chansons et dansent. À côté, des petits garçons jouent avec des morceaux de bois ou se balancent... La vie continue malgré tout.

Le camp de Bart

Le camp de Bart est plus proche de Nazran et est situé en contrebas d'une route. Dans chaque tente vivent une trentaine de réfugiés, femmes, hommes et enfants mêlés. Dans les tentes plus grandes, on peut dénombrer jusqu'à cinquante personnes.

● **Éducation** : Une école a été construite ; les enfants de 7 à 12 ans et demi y sont reçus, soit environ 600 enfants. Une nouvelle école devait être construite pour les adolescents avant le 1er janvier 2001. L'organisation *Hilfswerk Austria* (1) est responsable de la construction et a obtenu des financements par ECHO (2).

Globalement la situation scolaire des réfugiés est la suivante. 32 000 enfants réfugiés ont entre 7 et 12 ans. Seuls 12 000 peuvent aller à l'école. Les autres ne reçoivent aucune instruction du fait de la faiblesse des aides internationales. Le taux de scolarisation des enfants de plus de 12 ans est plus faible encore. La situation des enfants d'âge préscolaires est également redoutable. Sur les 20 jardins d'enfants existant en Ingouchie avant la guerre, 14 sont partiellement ou totalement occupés par des réfu-

giés.

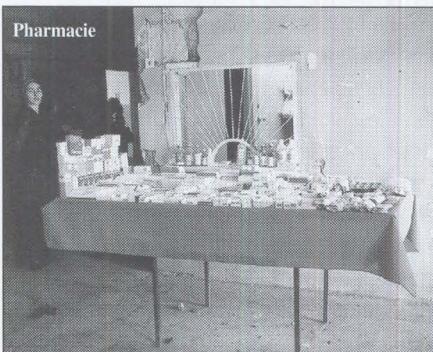
● **Aide alimentaire** : Seuls deux ONG — le Danish Refugees Council (3) et Hifswerk — travaillent dans le camp de Bart. Elles distribuent 3,5 kg de riz, 4,5 kg de sucre, 1 litre d'huile et 13,5 kg de farine, par mois et par personne. Il n'y a ni viande, ni lait. Les légumes et les fruits ne sont distribués qu'aux enfants de 1 à 7 ans et, qui plus est, irrégulièrement. Les 1370 enfants de moins de 6 ans reçoivent aussi de la nourriture en petits pots. La Croix-rouge distribue du pain (260 grammes par jour et par personne). Les cuisines collectives ne fonctionnent plus, mais Emercom considère qu'elles sont en état de marche et refuse de les réparer. Les habitants du camp sont excédés de cette situation.

● **Chauffage** : Les tentes sont chauffées par des poêles plus ou moins efficaces. Les couvertures et les matelas manquent. L'association autrichienne a promis de construire un système de chauffage au gaz de ville.

● **L'eau** : La situation hygiénique est désastreuse. La Croix-rouge apporte de l'eau potable chaque jour et Emercom a construit une ligne d'eau à travers le camp avec plusieurs robinets. Pendant les mois d'été, les réfugiés ont manqué d'eau potable. L'autre problème semble être le lavage des vêtements.

● **Les sanitaires** : Il y a 2 cabines comptant chacune 12 douches, soit 24 douches pour 6318 personnes. Les toilettes pour femmes sont fermées parce que pleines. Et l'état des toilettes pour hommes est épouvantable. Le problème vient de ce qu'il n'y a pas assez de toilettes compte tenu de la population du camp. Ironiquement, on nous répond que comme les cuisines ne marchent pas, ils n'ont pas besoin de toilettes. Ils se plaignent également du manque de poubelles.

● **Santé** : L'état de santé des réfugiés, aussi bien physique que psychique, est alarmant. Il



d'ici, nous entendons les bombes tomber à intervalles réguliers. Les femmes nous disent : « *Ils veulent que l'on retourne chez nous, mais comment voulez-vous ? Les Russes n'arrêtent pas de bombarder ce qui reste de notre pays* ».

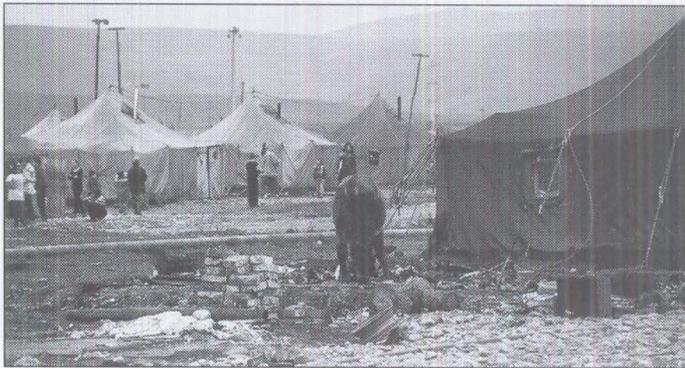
Khazan Timiyeva et Zaina Idigova nous invitent sous leur tente. 17 personnes y vivent dont une petite fille de 22 jours. Elle se prénomme Mecqua (La Mecque), en signe d'espoir. Dans cette tente mesurant approximativement 20 mètres carrés, il y a 6 lits dont 2 superposés. Le parterre est en bois. Quatre enfants sont là qui mangent des croûtons de pain dur. Un peu plus tard, une petite fille arrivera devant sa mère en lui disant qu'elle a faim. Pour toute réponse, elle s'entendra dire qu'il n'y a rien à manger pour l'instant. Malgré ses pleurs, rien ne changera la situation.

Trois ONG travaillent à Spoutnik : l'Islamic Relief, pour les aides alimentaires,

1. C'est une ONG autrichienne.

2. L'organisme humanitaire de l'Union européenne.

3. C'est la principale ONG opérant en Tchéchénie et en Ingouchie.



à une infirmerie avec un docteur ingouche et une seule infirmière. La distribution des médicaments est très aléatoire. Il y a une épidémie d'hépatites et une autre de tuberculose. Pour séparer les tuberculeux des autres réfugiés, on les regroupe dans des tentes qui leur sont réservées. La gale se développe et des réfugiés souffrent d'anémie en raison du manque de vitamines.

L'approche d'un nouvel hiver sans chauffage suffisant et sans alimentation correcte risque d'être catastrophique. « Des personnes vont bientôt mourir sans avoir reçu de soins » nous dit Ruslan.

Une aide internationale dérisoire

L'aide internationale apportée aux réfugiés tchéchènes est tragiquement faible. Les comparaisons avec l'aide (fort justement) apportée au Kosovo montrent le cynisme occidental. ÉCHO avait débloqué entre le 1 juillet 1999 et le 30 juin 2000, 196 millions d'euros pour le Kosovo. Elle a mobilisé 61 millions d'euros pour la même période des années 2000-2001, toujours pour le Kosovo. Pour la Tchétchénie, elle n'a trouvé en 2000-2001 que 7,4 millions d'euros dont apparemment seuls 5,6 ont été effectivement mobilisés.

À Prishtina en novembre 1999 326 organisations internationales opéraient. Il y en a en tout et pour tout 13 à Grozny en novembre 2000.

Le système de l'ONU (4) a sollicité, en 2000, ses donateurs pour le Caucase-nord à hauteur de 52,3 millions d'US \$. Sur cette somme, il n'avait reçu fin novembre que 40 millions soit 78 % des besoins estimés par lui. Pour l'année 2001, l'ONU ne demande plus à ses donateurs que 44,8 millions d'US \$, soit une diminution de 14 %. Et l'ONU va même plus loin, puisqu'elle affirme dans son rapport pour 2001 que « les besoins primaires des populations déplacées en Ingouchie, en nourriture, en eau, en matière

d'accueil, de santé, comme en matière sanitaire, sont couverts. »

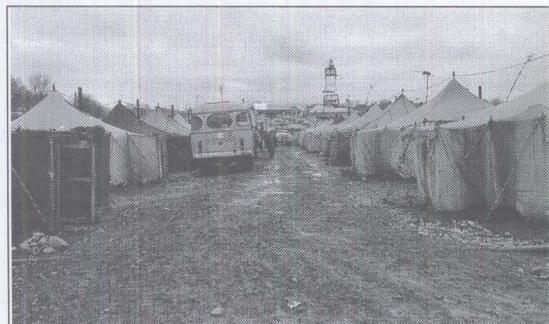
La situation des populations en Tchétchénie même est encore bien pire. Alors que l'ONU estime que 190 000 personnes sont « vulnérables » seules

130 000 reçoivent des aides alimentaires. Toutes les autres ne reçoivent rien. À Grozny, la situation est particulièrement délicate. La population n'a pas ou très peu de travail. Elle n'a pas la possibilité de vivre des productions du jardin. Et comme la ville est truffée de mines, la simple recherche de bois de chauffage (pourtant indispensable pour survivre dans l'hiver glacial du Caucase), est une activité à très haut risque. Un jeune garçon de 13 ans raconte : « On a creusé avec mon père, on a vu la mine, on a commencé à arracher les câbles et il y a un câble qui est resté. Il y avait des briques et mon père m'a dit de poser la mine sur les briques à côté. J'ai glissé sur la troisième brique, et c'est là que ma jambe a glissé, j'ai marché sur la mine et ça a explosé. J'ai cru que ma jambe n'avait pas explosé, j'ai cru que c'était la brique qui avait explosé. J'ai voulu courir et je suis tombé. Et c'est là que j'ai compris que j'avais explosé. J'ai commencé à ramper vers l'asphalte, je suis arrivé à l'asphalte, j'ai commencé à crier. Tout le monde s'est rassemblé autour de moi, ils ont trouvé une corde et ils m'ont fait un garrot autour de la cuisse. J'ai perdu une jambe. Ils vont m'en mettre une autre. J'aimerais avoir ma jambe. » (5)

Les organisations internationales mettent en avant les risques d'enlèvements et d'assassinats comme justification de leur si faible activité. Le 9 janvier, Kenneth Gluck, un des volontaires de Médecins Sans Frontières, avait été enlevé par des hommes armés. Il prenait part à un convoi humanitaire qui avait été attaqué, dans l'ouest de la Tchétchénie, par des hommes à bord de véhicules non identifiés. Immédiatement après, tous les représentants des organisations de l'ONU ont quitté Nazran pour se rendre à Vladicaucase, capitale de l'Ossétie du Nord, située à quelque trente kilomètres. La plupart des ONG ont annoncé la suspension de leur activité. Ce qui signifie concrètement que la distribution des aides

alimentaires a cessé et que l'approvisionnement en eau de Grozny a été momentanément interrompu.

Personne ne sait qui est responsable de cet enlèvement. Il n'a pas été revendiqué. Mais le commandant des troupes russes en Tchétchénie, V. Baranov, pose directement la question de la responsabilité des autorités russes lorsqu'il affirme « contrôler à 100 % le territoire tchéchène ». La situation reste ainsi confuse. Le journaliste russe Babitsky avait été libéré par les Russes de même que le journaliste français Brice Fleutiaux. Ainsi les connexions entre les « bandits » tchéchènes et les forces militaires russes sont étonnantes.

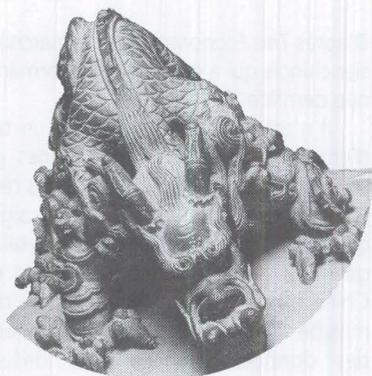


En tout état de cause, la décision de priver quelque 300 000 Tchétchènes réfugiés en Tchétchénie et en Ingouchie est criminelle. Il est inadmissible de punir les réfugiés pour un enlèvement aux origines, pour le moins, confuses. Cette célérité dans la fuite, en particulier des représentants des organismes de l'ONU (qui disposent du maximum de moyens pour assurer leur sécurité), est une nouvelle illustration de la soumission de l'aide humanitaire aux desiderata des autorités russes. En suspendant les distributions, ces organisations prennent le risque de participer à la stratégie russe faisant de tout Tchétchène un « bandit » en puissance. Elles punissent, elles aussi, le peuple tchéchène. Elles le rendent collectivement et, en quelque sorte, « génétiquement » responsable du développement de la corruption, d'activités mafieuses ou criminelles, dont les sources sont pourtant la privatisation, la mise en coupe réglée de toutes les richesses par les intérêts privés et la guerre. ■



4. HCR, UNICEF, PAM, OMS, FAO, UNDP, UNFPA, OCHOA.

5. Témoignage recueilli par Médecins du Monde.



Odysée 2001

Par
Livio Maitan*

Dans les bilans qui ont marqué le début de la nouvelle année, la République populaire de Chine a occupé une place de choix. A Washington, des représentants de l'establishment lui-même semblent absolument convaincus que la compétition majeure à l'échelle internationale dans les prochaines décennies se déroulera entre les Etats-Unis et la Chine. Plus généralement, on s'interroge sur l'évolution socio-économique du pays le plus peuplé du monde et plus particulièrement sur les conséquences possibles de l'entrée de Pékin dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sans revenir sur toute la problématique que notre revue a abordée au cours des dernières années (1), nous essayerons de faire le point sur les développements de la dernière année et de saisir les tendances qui émergent à la suite des transformations économiques qui se poursuivent et les effets qui se précipitent dans le tissu social.

A la veille de l'entrée dans l'OMC

Rappelons tout d'abord que, comme il fallait s'y attendre, les taux de croissance sont désormais à un seul chiffre : 7 % en 1999 et autour de 8 % dans l'année qui vient de se terminer. L'année 2001 marque le début du dixième plan quinquennal : comme l'a rappelé Li Peng, on y projette une croissance autour de 7 % en moyenne. Pour contrecarrer le danger d'un ralentissement au cours de cette année, le gouvernement envisagerait d'avoir recours encore une fois à des stimulants du type "keynésien" (qui, selon le *Financial Times*, pourraient atteindre 18 milliards de dollars).

Dès maintenant un effort majeur est projeté pour assurer le développement des provinces occidentales retardataires. A plus long terme on projette un redoublement du produit national brut (PNB) à l'échéance de 2010. Même en faisant abstraction des réserves de certains spécialistes selon lesquels les données officielles seraient norma-

lement surévaluées de 2 à 3 %, on peut s'interroger sur le bien-fondé de ces prévisions dans la mesure où l'économie chinoise est et sera encore plus conditionnée par les vicissitudes de l'économie capitaliste mondiale, laquelle, cela va de soi, n'est pas tenue à respecter les paramètres de ce qui subsiste de la planification fixée à Pékin.

Il suffit de rappeler à ce sujet que les Etats-Unis sont devenus les premiers importateurs de produits chinois. La question se pose donc de savoir dans quelle mesure le ralentissement de l'économie nord-américaine — à plus forte raison une éventuelle récession — pourrait affecter l'économie chinoise et notamment sa balance des paie-



Le président chinois Jiang Zemin en colère face aux journalistes de Hong Kong, trop curieux...

ments. Qui plus est, si la Chine est admise dans l'OMC, elle devra, justement dans les cinq prochaines années, réduire sensiblement les différentes mesures de protection (tarifaires et/ou fiscales) qui existent à l'heure actuelle (2). Quelles en seront les retom-

bées dans des secteurs économiques nationaux aujourd'hui plus ou moins équilibrés et quelles seront les conséquences des restructurations qui s'avèreront nécessaires ?

Pour prendre quelques exemples, selon des experts en la matière, parmi les 126 entreprises du secteur de l'automobile — dont la production reste, par ailleurs, très modeste — seules 40 seraient en condition de survivre. En ce qui concerne le secteur alimentaire, selon l'un des responsables à Pékin, Li Shijing, ne pourraient se maintenir que la moitié des 10 000 entreprises existantes. Les difficultés risquent de s'avérer encore plus graves pour l'agriculture, qui, rappelons-le, occupe encore une nette majorité de la population active. Si l'on a à l'esprit que chaque personne active dans ce secteur dispose en Chine de 0,1 ha, alors qu'elle dispose de 0,5 ha en Europe et de 1,4 aux Etats-Unis, et qu'en fait une grande partie de l'agriculture reste gérée sous forme d'économie familiale, on comprend l'affirmation du chercheur chinois Hawn Xu : « *La Chine ne pourra pas rivaliser avec les entreprises des Etats-Unis, du Canada et d'Australie : le déclin du secteur agricole n'est qu'une question de temps* ». La baisse de la productivité agricole est, d'ailleurs, à l'origine du phénomène apparemment paradoxal de l'abandon de terres alors qu'il existe une pénurie de surfaces cultivables (3). Il est donc probable que des transformations particulièrement douloureuses se produisent dans ces campagnes où, par ailleurs, il existe depuis assez longtemps le phénomène d'une vaste population "excédentaire", en partie flottante, ou d'une population active sous-employée. Finalement, il est difficile de prévoir dès maintenant quel sera l'apport au PNB des sociétés étrangères et dans quelle

* Livio Maitan est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. Cf. les articles de Roland Lew (*Imprecor* n° 413 de mars 1997), de Lau Yu Fan et de Zhang Kai (*Imprecor* n° 443/444 de janvier-février 2000) et de Livio Maitan (*Imprecor* n° 419 de décembre 1997, n° 423 d'avril 1998 et n° 436 de juin 1999).

2. Selon les accords, les droits de douane pour les produits industriels devront passer de

50 % à 24,6 % et pour les produits agricoles de 31,8 % à 14,5 %. Plus particulièrement, les réductions les plus importantes concerneront les vins — de 65 % à 12 % — et l'automobile — de 80 % à 25 % (les tarifs sur certaines voitures passeront en l'espace de cinq ans de 63,5 % à 25 %). Par ailleurs, les compagnies étrangères ne devront plus utiliser en partie des matériaux ou des composants locaux pour leur produc-

tion manufacturière en Chine ; des sociétés 100 % étrangères ne seront plus obligées d'exporter au moins la moitié de leur production ; des compagnies étrangères pourront acheter jusqu'à 25 % des réseaux de téléphones portables dès l'entrée de la Chine dans l'OMC et jusqu'à 49 % trois ans plus tard.

3. L'abandon de terres et l'exode rural sont stimulés aussi par des impôts locaux excessifs, parfois tout à fait arbitraires.

Chine

mesure celles-ci pèseront sur les choix du gouvernement lui-même.

Pénétration croissante du capital étranger

Cette question est d'autant plus pertinente que la présence du capital étranger dans le pays ne cesse de s'étendre sous des formes multiples. L'année 2000 avait déjà marqué une relance par rapport à un certain ralentissement de la période précédente. Il y a eu, entre autres, un déplacement de capitaux de certains pays du Sud-est asiatique vers la Chine qui recevrait désormais plus de 60 % des investissements destinés aux pays sous-développés de la région.

L'année dernière, des puissantes compagnies pétrolières comme Exxon Mobil, BP Amoco et Royal Dutch Shell, qui auraient acheté des actions de China Petrochemical Corporation (Sinopec) pour un montant de 1,8 milliard de dollars, ont montré de plus en plus leur intérêt à l'égard de la Chine. D'autre part, Sinopec aurait émis des actions sur les marchés internationaux pour un total de 3,8 % milliards de dollars (3,4 selon d'autres sources). Des actions ont été émises sur les marchés internationaux par la société des télécommunications China Unicom, alors que pour sa part China Mobile, le plus important opérateur de portables, qui avait projeté une émission d'actions pour 6 milliards de dollars, chiffre record pour une société du secteur d'Etat, aurait finalement obtenu des résultats trois fois plus importants (50 % en provenance des USA, 30 % de l'Asie, 20 % de l'Europe). Globalement, 9 milliards de dollars d'actions auraient été émis sur les marchés internationaux pendant les six premiers mois de l'année 2000. Ajoutons, par ailleurs, que désormais on mise à impliquer le capital étranger dans les opérations ardues de restructuration des entreprises étatiques déficitaires. Le problème de ces entreprises subsiste, même si, selon les sources officielles, des progrès ont été réalisés (4).

Comme l'on sait, de nombreuses banques étrangères opèrent dans le pays depuis longtemps, bien qu'avec toute une série de limitations. Cette présence est maintenant assez significative dans la métropole de Shanghai, où ces banques sont autorisées à concéder des prêts, à recevoir des dépôts, à participer au marché des échanges au nom de joint ventures de sociétés étrangères et de sociétés du secteur d'Etat. Elles assu-

raient 50 % du financement du secteur commercial. Un autre secteur important a été ouvert à des sociétés étrangères, celui des assurances. Par exemple, fin octobre, après une visite du commissaire européen Pascal Lamy, Ma Yongwei, président de la Commission pour la réglementation des assurances, a déclaré que, même avant son entrée dans l'OMC, la Chine était disposée à admettre sur ce marché sept compagnies de l'Union européenne. Des groupes étrangers pourraient être impliqués même dans la mise en œuvre de fonds de pensions : pas besoin de souligner la valeur presque symbolique d'une telle démarche. Zhu Li, président de Galaxi Securities, société d'avant-garde du secteur, a souhaité une participation étrangère allant jusqu'à 33 %.

Il faut ajouter que commencent à opérer aussi des banques privées chinoises. La première de ces banques, Musheng, a attiré l'attention des investisseurs au point qu'elle a pu ramasser 495,4 millions de dollars, plus de cent fois son offre initiale et que ses actions ont accru leur valeur de 57 %. Autre exemple de l'impulsion au secteur privé, sur un autre terrain : le ministère de la Construction a projeté pour la ville de Pékin des mesures visant à « encourager les entreprises non publiques à entrer dans le secteur du transport public urbain » (5).

Des nouveautés ont été annoncées également en ce qui concerne les Bourses. Les deux Bourses existantes, celle de Shanghai et celle de Shenzhen, ont eu jusqu'ici les mêmes compétences bien qu'avec des opérations d'une ampleur très différente. On prévoit désormais d'éliminer la distinction entre actions A, destinées aux investisseurs chinois, et actions B, destinées aux étrangers. La Bourse de Shanghai devrait accomplir toutes les opérations alors que celle de Shenzhen devrait s'occuper des actions du type de celles du Nasdaq à Wall Street. Selon Craigh Smith du *New York Times*, seraient intéressés au marché des actions 50 millions de Chinois, donc plus que dans n'importe quel autre pays à l'exclusion des Etats-Unis. Si on tient compte en même temps que les dépôts bancaires personnels atteindraient 800 millions de dollars, on pourrait en conclure, selon Craigh Smith, que « les marchés chinois ont le potentiel pour financer un boom du secteur privé ».

D'après *The Economist* c'est le marché boursier chinois qui a été le plus performant l'année dernière (6).

Il n'est pas facile de dresser un tableau d'ensemble du poids respectif des grands secteurs économique. Des données récentes comme celles que nous avons signalées confirment que la présence du capital étranger n'est pas du tout marginale et que la Chine est de plus en plus intégrée dans le marché mondial capitaliste. Si l'on en croit des données avancées par différentes



sources — dont un rapport de la International Finance Corporation — en 1998 le secteur privé aurait représenté 33 % du PNB et le secteur d'Etat 37 %. Quant au secteur collectif non étatique, il est loin d'être homogène, en incluant en fait un pourcentage non négligeable d'entreprises privées. Il est tout à fait vraisemblable que l'évolution depuis 1998 ait renforcé davantage le rôle du secteur privé. Quoiqu'il en soit, ce secteur est le plus dynamique, avec un taux de croissance autour de 25 % par an, ce qui lui permet d'absorber une partie

4. Cf., par exemple, *Beijing Information* n° 44, 2000.

5. Cf. *Beijing Information* n° 49, 2000, p.16.

6. *The Economist* du 23 décembre 2000. Sur les vicissitudes boursières en Chine cf., entre autres, *International Herald Tribune* des 22

et 29 décembre 2000 et du 2 janvier 2001. Depuis l'automne 2000 a été envisagée plus concrètement la mise en place « d'un deuxième marché des valeurs, indépendant des marchés principaux de Shenzhen et de Shanghai » (*Beijing Information* n° 42, 2000).

7. Selon le *Financial Times* (28 décembre) la valeur boursière de China Mobile à elle seule aurait dépassé à un moment donné la valeur des marchés de Malaisie, Thaïlande et Philippines dans leur ensemble. Quant aux déceptions, *Le Monde* (29 décembre) mentionne,

entre autres, le cas de quatre sociétés Internet chinoises cotées à New York, qui ont chuté de plus de 80 % en l'espace de six mois.

8. Lors du colloque international organisé par Espace Marx, Attac et d'autres instituts et organisations (Paris, 30 novembre - 3 décembre

de la main-d'œuvre licenciée du secteur public.

Comme nous l'avons souligné dans d'autres articles, la portée des changements intervenus est confirmée par le fait que l'économie chinoise est désormais marquée par des phénomènes appartenant davantage à une économie capitaliste qu'à celle d'une société de transition bureaucratisée (surproduction, bien entendu par rapport à la demande solvable, évolution des prix à la hausse et à la baisse, crises de l'immobilier, etc.). Dans la période récente on a assisté également à une déroutante euphorie boursière rappelant, toute proportion gardée, des phénomènes qui se sont produits dans d'autres Bourses de la planète, avec les déceptions amères qui en ont découlé (7).

L'un des dirigeants de la Banque de Chine exagère sans doute lorsqu'il explique : « *La transformation en cours est l'une des plus complexes jamais tentées dans l'histoire humaine* ». Mais on ne saurait contester qu'effectivement la transformation qui s'opère est très profonde, quel que soit le jugement qu'on puisse en porter d'un point de vue révolutionnaire (8).

Déchirements et recompositions dans la société

Les changements qui se sont produits depuis le tournant de la fin des années 1970 en s'accroissant dans la dernière décennie, ne pouvaient pas ne pas avoir des rechutes d'une grande portée au niveau social.

Nous ne revenons pas sur ce qui s'est passé et est en train de se passer dans les campagnes dont le niveau de vie continue d'être sensiblement inférieur à celui des villes (fin 1998, le revenu annuel par tête était de 2 162 yuans dans les campagnes et de 5 425 dans les villes) (9). Néanmoins, jusqu'ici les restructurations opérées sur une vaste échelle ont frappé le plus directement des couches urbaines. C'est justement le chômage urbain qui a acquis des dimensions sans précédent : de 15 à 20 % (10). Pour donner quelques exemples, selon Zhang Yubin, appartenant à l'Institut économique de la ville, à Harbin, métropole de 2,4 millions d'habitants, les chômeurs seraient 350 000 (la moitié selon des estimations officielles). A Shanghai le nombre des travailleuses du textile serait passé de 500 000 au début des années 1980 à 160 000 maintenant. Les prévisions sont loin d'être opti-

mistes : selon Hu Angang, économiste chinois très connu, dans les cinq prochaines années les entreprises d'Etat licencieraient environ 20 % de leur force de travail.

Quant aux mesures prises ou envisagées pour contrecarrer ces tendances, voilà ce qu'a écrit récemment *Beijing Information* : « *Dans l'ensemble de la Chine quelques 12 millions d'ouvriers et d'employés licenciés ont bénéficié ces trois dernières années d'une formation professionnelle permettant à 7,8 millions d'entre eux de retrouver un emploi (...) 10 millions d'autres chômeurs devraient suivre une formation dans le cadre du deuxième programme de trois ans, de 2001 à 2003* ». (11)

Les sources officielles ont expliqué à plusieurs reprises que la pauvreté aurait sensiblement diminué. Dans le dernier numéro de l'année 2000 *Beijing Information* estime que « *le nombre de ceux qui n'ont pu satisfaire des besoins primaires est passé de 250 millions en 1970 à 34 millions à la fin de 1999* ». La notion de "besoins primaires" laisse évidemment des marges d'interprétation. En fait, des sources non officielles évaluent les pauvres autour de 90 millions (12). Qui plus est, l'évolution favorable ne semble pas être nécessairement assurée pour l'avenir si un texte du gouvernement fixe l'objectif non seulement de « *diminuer le nombre de la population pauvre dans les régions rurales* » mais aussi de « *prévenir l'appauvrissement de la population urbaine* » (13).

Mais le changement le plus spectaculaire continue à se produire à un autre niveau de l'échelle sociale à la suite de la montée de couches riches, voire la formation d'une véritable couche bourgeoise. L'analyse des dépôts bancaires semble à elle seule confirmer une telle évolution : 80 % des dépôts appartiennent à 20 % des déposants. Plus précisément, c'est la presse chinoise elle-même — non seulement la presse internationale — qui fait référence à des capitalistes qui opèrent dans différents secteurs économiques. Au mois de novembre dernier, la revue *Forbes* a même publié une liste des personnes les plus riches : la première place appartient au "capitaliste rouge" Ron Yiren, une vieille connaissance, dont la fortune atteindrait 1,9 milliard de dollars, suivi par le plus jeune Liu Yongxing avec un milliard. La même revue a mentionné également le cas de Ren Zhengfei, ancien officier de l'armée, devenu entrepreneur dans le secteur des télécommunications et de l'ancien éleveur de poulets, Liu Yonghao, devenu à son tour

capitaliste. Pour sa part, un ancien paysan, Wang Shuzian, est devenu entrepreneur dans le textile s'engageant en même temps sur le marché boursier.

Des données empiriques de cette nature permettent, par ailleurs, de saisir plus concrètement comment le processus de formation d'une couche bourgeoise se développe à un triple niveau : réapparaissent des anciens capitalistes ou leurs "héritiers" ; se lancent dans l'aventure des gens qui ont pu accumuler des fortunes, au début modestes, par leur activité précédente ; se transforment en capitalistes des notables de la couche dominante bureaucratique. On ne dispose évidemment pas d'évaluations statistiques sur le poids respectif de ces trois composantes. Mais il est évident que les anciens bureaucrates sont favorisés, du moins dans une première phase, puisqu'ils disposent de revenus plus élevés et peuvent exploiter leurs positions de contrôle dans les structures d'Etat aux différents niveaux.

Mais il y a un autre aspect qu'on ne saurait oublier et qui préoccupe à juste titre les partisans du nouveau cours prétendant garder leurs mains propres : la criminalité, plus ou moins organisée, est bien présente dans l'accumulation capitaliste en cours. La presse internationale a décrit récemment le cas de Chang An-lo qui mène une vie de Crésus à Shenzhen, tout en ayant passé six ans de prison aux Etats-Unis à la suite d'une condamnation pour trafic d'héroïne et en étant recherché par la police de Taïwan en tant que chef d'une bande criminelle de 15 000 membres. Ce personnage aurait eu parmi ses hôtes à un festin pantagruélique un idéologue connu du parti et un ancien doyen de l'Ecole du parti (14). Les anciennes organisations criminelles, les triades de triste mémoire, ont fait elles aussi leur réapparition. C'est à cause de liens présumés avec des triades que vers la fin de l'année dernière le maire de la grande ville de Shenyang, Mu Suixin, a été obligé de démissionner. Plus généralement, le déferlement de pratiques de corruption à tous les niveaux ne cesse d'être dénoncé, d'une façon plus ou moins routinière, dans des textes et discours officiels. Pour se limiter à des épisodes récents, la presse officielle a annoncé la démission du maire-adjoint de Hangzhou et la condamnation à 15 ans de prison du général Ji Shengdé. Dans la même période quatorze notables de la province du Fujian ont été condamnés à mort sous l'inculpation de corruption et de contrebande.

2000) l'auteur de cet article a participé à un débat avec un représentant chinois en se référant à une série de données et d'éléments d'analyse ici repris. Comme il fallait s'y attendre, notre interlocuteur n'a pas partagé nos appréciations sur la dynamique de la situation et nos jugements,

mais il a explicitement admis que les données analytiques étaient absolument incontestables.

9. Selon la Banque mondiale « *L'augmentation des revenus des familles rurales a subi un ralentissement dramatique et l'augmentation des dépenses de consommation a été*

presque nulle au cours de trois années ».

10. *Le Monde*, 19 septembre 2000.

11. *Beijing Information*, n° 50, 2000

12. Justement 90 millions de Chinois disposeraient de moins d'un dollar par jour (*Financial Times*, 3 janvier 2001). Selon *The Economist* (23

décembre), les pauvres seraient 80 millions.

13. Cf. *Beijing Information* n° 52, 2000.

14. Cf. *International Herald Tribune*, 2 janvier 2001.

Finalement, la croissance de l'économie et plus particulièrement de secteurs modernes dans la sphère privée a déterminé l'émergence de ce qu'on appelle « une classe moyenne urbaine », phénomène qui a attiré à juste titre l'attention des sociologues. Li Qiang, doyen de la faculté de sociologie de l'Université Qinghua, après avoir rappelé les transformations des classes moyennes à l'échelle mondiale, a souligné justement qu'en Chine aussi « *la classe moyenne traditionnelle est sur le déclin, tandis qu'une nouvelle génération est en train d'apparaître* ». La nouvelle classe moyenne « *regroupe des personnes qui ont un niveau d'éducation plus élevé, sont employées dans des entreprises à capitaux étrangers ou des domaines commerciaux nouveaux et font preuve d'une véritable boulimie de consommation* ». Deux catégories d'employés se sont dessinées : « *Les premiers travaillent dans des entreprises d'Etat ou de propriété collective et forment la majorité des employés urbains. Les autres sont ceux qui se sont écartés des structures existantes de l'économie planifiée et se sont engagés dans la compétition du marché, comme les professions libérales, les différentes sortes d'entrepreneurs, les chefs de petites et moyennes entreprises, les cadres et les employés des entreprises récemment fondées et les employés des entreprises à capitaux étrangers* ». Ceux-ci jouissent de revenus « *significativement plus élevés* » (15). Ce sont surtout les employés des entreprises à capitaux étrangers et des jeunes entreprises qui constituent désormais « *le gros des troupes des nouvelles classes moyennes urbaines* ». Une enquête du Bureau national des Statistiques va fondamentalement dans le même sens. Pour sa part, Zhu Ling, de l'Institut économique de l'Académie des

sciences, pense que ce phénomène n'est pas encore stabilisé alors que le journaliste Xie Liangjun estime que de toute façon l'émergence de telles couches est un facteur de stabilité sociale. Disons qu'elle implique des différenciations qui pourraient, sous certaines conditions, acquérir une dynamique allant dans le sens contraire d'une stabilisation.

Pour revenir à Zhu Lin, elle n'hésite pas à tirer une conclusion qu'il est un peu surprenant de voir reprise par une publication officielle bien connue : « *En Chine, la majorité de la population ne reçoit pas la plus grande partie des revenus. Au contraire, seule une poignée de personnes peuvent se partager la part du lion des richesses de la société* » (16). Voilà donc les merveilles d'une "société socialiste de marché" !

Quel projet et quelle dynamique ?

Dans son rapport au Comité central d'octobre de l'année dernière le premier ministre, Zhu Rongji, a rappelé les problèmes à résoudre au cours du Xème Plan quinquennal : « *la structure irrationnelle des industries, le développement déséquilibré de l'économie entre les différentes régions, le retard des sciences et des techniques, la pression accrue sur l'emploi et la détérioration des conditions écologiques dans certaines régions, l'élargissement de l'écart des*

revenus, la corruption et le gaspillage » (17). Fondamentalement, ce sont des objectifs formulés à plusieurs occasions depuis des années. Leur rappel est, en fait, une admission implicite que, malgré une croissance persistante, les problèmes majeurs restent sur le tapis (18). Comme nous l'avons mentionné, du moins sous certains aspects, ils riment de s'aggraver si le poids spécifique du capital étranger et du secteur privé s'accroît et dans la mesure où sera parachevée l'intégration du pays dans l'OMC.

Les dirigeants chinois n'ignorent pas que la dynamique qu'ils propulsent, provoquera davantage de tensions, de conflits, voire d'explosions au niveau social. Des incidents qui se sont produits au cours de la dernière année ont sans doute confirmé leurs craintes. En février, à Yangizhang, dans le Liaoning, 20 000 mineurs licenciés sont descendus dans les rues pendant plusieurs jours en se battant contre la police. Dans des régions rurales ce sont des travailleurs licenciés sans indemnités qui ont été les protagonistes de conflits assez durs. Au mois de novembre un millier d'ouvriers d'une entreprise textile du département de Funing, dans le Jiangsu, ont organisé une campagne contre la corruption des dirigeants et la passivité des syndicats. Plus généralement, d'après des statistiques du ministère du Travail, de 1992 à 1999 les conflits du travail auraient augmenté quatorze fois en atteignant le chiffre de 120 000.



15. La concurrence du privé affecte de plus en plus le secteur de la presse, comme l'indique *Beijing Infomation* lui-même (n° 51, 2000) : « *Beaucoup de journalistes et chefs de rubrique [de China Daily] ont opté pour des compagnies étrangères ou les salaires alléchants du privé* ». *Le Monde* (28 novembre 2000) cite l'exemple d'un rédacteur en chef du *Chengdu Commercial*, qui, en acceptant les offres de la concurrence privée, a vu augmenter de six mois son revenu.

16. Cf. *Beijing Information* n° 51, 2000. Le numéro précédent de la même revue a publié un long article sur le système médical d'où il ressort que les malades qui ont besoin de soins dans certains hôpitaux doivent payer des sommes hors de portée du commun des citoyens.

17. Cf. *Beijing Information* n° 44, 2000.

18. Par exemple, à propos des déséquilibres régionaux une donnée éloquente : le revenu dans des régions

occidentales avec 300 millions d'habitants serait dix fois inférieur à celui de Shanghai.

19. Des informations à ce sujet ont été publiées à la mi-décembre par le *New York Times* et le *Washington Post*.

20. Dans son rapport d'octobre Zhu Rongji a parlé de la nécessité de promouvoir une réforme du système politique, par l'introduction d'une démocratie à la base permettant « *que la population exerce directement ses droits démocratiques, dans le respect de la loi* ». En d'autres termes, il s'agirait d'avancer sur le terrain des rectifications déjà introduites dans la dernière décennie ne comportant aucun changement qualitatif du régime autoritaire de la société de transition bureaucratifiée. Des problèmes se posent aux dirigeants à la suite de la diffusion d'Internet et des mesures restrictives ont été déjà adoptées. Les préoccupations s'expliquent s'il est vrai, comme l'écrit *Le Monde* (29

décembre), que circulent des messages comme celui qui suit : « *La contradiction principale se situe dans la Chine d'aujourd'hui entre le peuple et le gouvernement (...). Il faut que le peuple ait à nouveau le pouvoir entre les mains (...). Renversons la classe bourgeoise et le pouvoir féodal, qu'ils soient à l'extérieur ou à l'intérieur du parti* ».

21. La diffusion à une échelle assez large de la secte Falun Gong, qui a bravé à plusieurs reprises la répression sans être détruite, est sans doute l'une des manifestations de cette crise des valeurs. Une telle crise ne saura être contrecarrée par l'application de préceptes stéréotypés tels que les indique le texte gouvernemental du mois de décembre déjà cité, qui recommande, entre autres, de « *faire valoir les vertus sociales et familiales caractérisées par le respect des lois et de la discipline, l'entente conjugale, le fait d'aimer les personnes âgées* » et préconise également « *l'enrichissement rapide* ».

22. Alors que nous écrivons, *Foreign Affairs* publie le compte-rendu de conversations entre des dirigeants chinois lors de la crise de Tiananmen, qui à notre avis ne révèle rien de fondamentalement nouveau (voir *Le Monde* du 10 janvier 2001). Selon certains commentateurs, cette fuite serait le reflet des divergences qui existent à l'heure actuelle.

23. Une telle hypothèse correspond aux vœux aussi bien des secteurs de la bureaucratie les plus intégrés dans la croissance du capital privé et les plus liés au capital étranger, que de secteurs économiques importants des pays capitalistes et de leurs groupes dirigeants politiques. Le grand manager italien Cesare Romiti, ancien patron de Fiat, est rentré de Chine enthousiaste en déclarant : « *La Chine est en train de devenir l'Amérique du futur* ».

Qui plus est, se dessinent à nouveau des tentatives de constituer des syndicats autonomes par rapport aux syndicats officiels. Le cas le plus significatif, dont on a eu récemment connaissance, est justement celui de l'entreprise textile du Funing mentionnée, où une initiative aurait été prise par l'électricien Cao Maobin, travaillant dans la boîte depuis dix-sept ans. Cao aurait déclaré, entre autres, que la chose la plus importante est que les syndicalistes soient élus par les travailleurs eux-mêmes. Selon lui, par ailleurs, c'est son mouvement qui aurait poussé les employés d'une autre entreprise de la région à lutter pour obtenir des subsides qui leur appartenaient (ces employés auraient, à un moment donné, encerclé le siège du gouvernement local) (19).

Dans un tel contexte quel est le projet, pour ainsi dire, stratégique du groupe dirigeant actuel de la Chine ? A en juger sur la base de ce qu'ils expliquent depuis longtemps, la précondition essentielle du développement et de la modernisation du pays est une réforme économique de plus en plus radicale allant de pair avec une intégration croissante dans le marché capitaliste mondial. Dans ce sens, ils se placent, quelles que soient les différences, sur le même terrain que les réformistes gorbatchéviens en poussant les changements beaucoup plus loin. Mais la différence fondamentale réside, selon eux, dans le fait que, alors qu'en Union Soviétique on s'achemina vers un effritement progressif du cadre politico-institutionnel existant, la Chine a maintenu et veut maintenir ce cadre, pour l'essentiel, en sauvegardant absolument l'hégémonie du parti et en ne remettant pas en question l'identification parti-Etat.

En dernière analyse, si, d'un côté, on saisit la logique sous-jacente de certaines formulations et si, de l'autre, on prend note des échéances lointaines esquissées pour le dépassement des conditions d'arriération du pays, il n'est pas arbitraire de tirer la conclusion que le groupe dirigeant actuel est convaincu que pendant toute une période un développement du type capitaliste sera nécessaire avant d'entamer la construction du socialisme. Il s'agit d'une approche idéologique au sens strict, c'est-à-dire, au mieux, d'une mystification qui est en même temps une auto-mystification. On pourrait même ajouter, un peu paradoxalement, que les Chinois proposent, un siècle plus tard, une réédition sui generis d'une théorie des menchéviks russes contre laquelle s'étaient battus à l'époque aussi bien Trotsky que Lénine.

La question se pose de savoir si un tel projet, quels qu'en soient les caractérisations et les jugements de valeur, pourrait effectivement être réalisé.

Nous avons déjà évoqué une difficulté majeure sous l'angle économique : l'intégration de plus en plus organique de la Chine dans l'économie mondiale, à plus forte rai-

son après l'entrée formelle dans l'OMC, comportera un conditionnement croissant sur le développement au niveau national, en relativisant les choix faits dans le cadre du Plan et la portée des décisions du gouvernement lui-même et en accentuant, entre autres, les vicissitudes cycliques. L'émergence d'une couche bourgeoise plus consistante et plus articulée, susceptible de nouer ses propres liens internationaux, ne sera pas sans effets non plus.

Deuxièmement, l'idée qu'un contrepoids efficace serait représenté par le cadre politico-institutionnel qui subsiste, fût-il retouché en fonction de pressions et de besoins nouveaux (20), risque de s'avérer tout à fait illusoire. En effet, déjà aujourd'hui les gens qui composent l'appareil d'Etat, du parti et de l'armée ont très peu en commun non seulement avec les protagonistes du processus révolutionnaire des années 1930 et 1940, mais aussi avec les dirigeants, les cadres et les militants des années 1950 et 1960. Qui plus est, eux-mêmes et leurs successeurs ne pourront pas ne pas être conditionnés et remodelés par une évolution de la société dans son ensemble qui ira s'accroissant dans les prochaines années, pour ne pas parler des prochaines décennies. Le nouveau contexte, par ailleurs, est et sera encore plus marqué par une crise culturelle, une véritable crise des valeurs, dont il existe déjà des

manifestations tangibles (21). Il est probable que, comme certains commentateurs le prétendent, le noyau dirigeant restreint lui-même connaissance à l'heure actuelle des différenciations face à des problèmes comme l'entrée dans l'OMC, les méthodes pour aborder la vague de malaise social, l'assouplissement éventuel du régime autoritaire (22). A plus forte raison on peut supposer que les clivages sociaux qui se précisent ou s'esquissent auront un impact croissant aux différents niveaux sur des structures politiques léguées par le passé et les gens qui y sont intégrés.

Il est difficile de donner des réponses exhaustives à de telles interrogations. Néanmoins, si le projet "néo-menchévique" nous semble, répétons-le, parfaitement illusoire, l'hypothèse qu'une restauration capitaliste se réalise dans un cadre qui, malgré tout, maintient les traits d'une société de transition post-capitaliste bureaucratifiée, est également peu plausible (23). En d'autres termes, il y a des incompatibilités socio-économiques et politico-culturelles qui finalement provoqueront des déchirements et des explosions. La Chine, de même que d'autres pays du monde, ne connaîtra pas une évolution un tant soit peu paisible dans les premières décennies du millénaire qui vient de s'ouvrir. ■

Violations des droits des travailleurs et résistance ouvrière

Par
Zhang Kai*

Dans une Chine qui s'est lancée dans l'économie de marché, des entreprises de toute sorte, notamment celles du secteur privé, cherchent sans vergogne à réaliser des profits en saignant les travailleurs par tous les moyens. Les violations des droits du travail sont de plus en plus répandues et des journaux comme *Workers Daily* ou *South Workers Newspaper* ont donné à plusieurs reprises des informations sur des pétitions adressées aux autorités et même sur des actions des ouvriers. C'est de ces informations que nous tirons ce qui suit.

Violations des droits des travailleurs

Les violations des droits des travailleurs se manifestent le plus souvent sous les formes suivantes.

● **Irrégularités dans l'embauche.** Les lois

du travail stipulent que les contrats de travail doivent être rédigés entre l'employeur et les employés en incluant des clauses claires concernant le cadre de l'emploi, la nature du travail, les sauvegardes et les conditions garantissant les travailleurs, les rétributions et les conditions de la fin de l'emploi. Néanmoins, à l'heure actuelle, de nombreuses entreprises licencient un grand nombre d'ouvriers en embauchant en même temps des travailleurs qui proviennent des campagnes ou des travailleurs précaires. Rarement, elles formulent des contrats avec ces travailleurs et, si des désaccords se produisent, les ouvriers n'ont aucun moyen de faire valoir leurs droits légitimes. Même dans le cas où des contrats existent, des entreprises refusent d'en respecter les clauses.

● **Suppression du droit à l'emploi** pour un grand nombre de travailleurs. Sous la

* Zhang Kai est rédacteur d'*October Review* paraissant à Hong Kong. Nous avons repris cet article du n° 5/6, vol. 27 d'*October Review*.

Chine

réforme, la "boule de fer" d'antan est devenue une "boule d'argile". Au nom d'une efficacité croissante, les directeurs ont le pouvoir d'imposer aux travailleurs de démissionner ou de partir à la retraite. Les entreprises du secteur d'État ne font pas exception. Par exemple, l'Institut des explorations géophysiques, subsidiaire du Bureau géologique de la province de Heilongjiang, a ordonné une "démission collective" de 260 employés. Chacun a reçu une compensation de 20 000 yuans (environ 2 500 dollars), en vertu de laquelle la direction se considère dégagée de toute responsabilité. En fait, l'Institut avait obtenu des profits de centaines de milliers de yuans, voire d'un million, entre 1995 et 1998. Après les licenciements, d'autres employés ont été embauchés.

● **Aucune garantie en matière de salaires.** Le *Workers Daily* du 1er novembre 1999 écrivait : « C'est désormais une nouvelle lorsqu'on apprend que des ouvriers reçoivent régulièrement leur salaire tous les mois. Qu'il s'agisse d'entreprises d'État ou d'entreprises privées, le phénomène prévalent est que les salaires sont payés en retard. Le nombre d'entreprises concernées est ahurissant ». Des enquêtes menées par le même journal démontrent que les entreprises retardent le paiement des salaires et utilisent des fonds à d'autres fins, même si elles ne sont pas déficitaires. Certaines entreprises paient des salaires en nature, quels que soient les stocks dans leurs magasins, de sorte que les ouvriers sont payés en vêtements ou en charbon. Certains ouvriers reçoivent une simple pièce de papier avec des promesses de compensation. Des entreprises, sous prétexte de soumettre les ouvriers à l'essai, embauchent des ouvriers bon marché pendant un certain temps et les renvoient après la fin de la période probatoire.

● **Prolongement arbitraire des heures de travail sans compensation.** De nombreuses entreprises forcent les ouvriers à faire des heures supplémentaires au delà de la limite fixée par la loi du travail. Par exemple, dans une grande usine de chaussures de Zhongshan, dans le Guangdong, qui est une joint venture à capital chinois et étranger, pendant six mois les ouvriers ont été obligés de faire des heures supplémentaires jusqu'à minuit, sans même pouvoir fêter le 1^{er} mai. Toujours dans la même province, à Panyu, une autre joint venture, Xingtai Shoe Factory, a obligé des ouvriers à un minimum de quatre heures supplémentaires par jour, tout au long de six mois. Des entreprises paient leurs ouvriers non à l'heure mais aux pièces, et les standards fixés sont tels qu'ils sont obligés de faire des heures

supplémentaires.

● **Dépôts, actions ou emprunts obligatoires.** Beaucoup d'entreprises obligent les ouvriers à payer des milliers de yuans à titre de dépôts ou pour des actions ; s'ils ne paient pas, ils ne sont pas embauchés ou ils ne sont pas rétribués. Dans la seule année 1999, dans la province de Jilin, le Département du Travail, par ses inspections et interventions, a pu récupérer 200 000 dépôts illégaux imposés aux ouvriers pour un montant de 55 millions de yuans. Selon des informations fournies par la presse, un tel phénomène était fréquent et généralisé. En réalité, les entreprises utilisaient de tels moyens pour accumuler du capital et les travailleurs acceptaient de peur de perdre leur travail.

● **Risques au travail et absence de mesures de sécurité.** Les accidents du travail sont très nombreux puisque les directeurs négligent les mesures de sécurité et les ouvriers sont plus facilement victimes d'accidents après de longues heures de travail à des cadences infernales. Tout en y étant obligées par la loi, la plupart des entreprises rechignent à payer des assurances pour les travailleurs. A la fin de 1999, seulement 37,5 % des travailleurs étaient assurés.

● **Violation de la sécurité personnelle** des travailleurs. Il y a des rapports ponctuels qui prouvent que des travailleurs subissent des fouilles illégales et des violences. A Guangzhou, une entreprise a gardé prisonnier un ouvrier blessé pour éviter qu'il ne porte plainte à cause d'un accident du travail.

Résistances ouvrières

Pourquoi de tels phénomènes sont-ils si répandus ? Voici les raisons qu'on peut indiquer synthétiquement :

● Les directions des entreprises ont un pouvoir absolu sur l'embauche et le licenciement des travailleurs et l'existence d'une large "armée de réserve" amène les travailleurs à accepter de dures conditions de travail et de rémunération.

● Les lois d'État sont inadéquates et protègent plus les directeurs que les travailleurs.

● Beaucoup de fonctionnaires veulent surtout développer leurs économies locales et se méfient des investisseurs.

● Beaucoup de syndicats d'entreprise s'adaptent à la situation et les travailleurs ne peuvent pas compter sur leur soutien.

Toutefois, poussés par des conditions qui se détériorent, les ouvriers n'ont d'autre choix que de riposter par des grèves et des protestations ou en portant plainte devant les tribunaux. Par exemple, à Pékin, en 1999,

il y a eu 5 234 plaintes avec une augmentation de 64,2 % par rapport à 1998. On a dénombré 242 conflits collectifs (+78,5 % par rapport à l'année précédente). Dans une zone suburbaine du district de Pékin les conflits légaux ont augmenté de 5,7 fois entre 1995 et 1999. Le Bureau des statistiques du travail de Shanghai a relevé des tendances similaires : les plaintes augmentaient d'environ 30 % par an. A Pékin aussi il y a eu un signal d'alarme : au cours des premiers six mois de l'année 2000 les plaintes concernant des retards dans le paiement des salaires ont augmenté de 120,37 % et le nombre d'ouvriers plaignants s'est accru de 118,1 % par rapport à la même période de 1999.

A cause de la censure, la presse ne donne que des informations limitées sur les grèves et les actions de protestation. Selon le *Bulletin chinois du Travail*, depuis 1999 les grèves et les sit-in sont devenus plus nombreux. En juillet 2000, à Chengdu, il y a eu une grève avec sit-in de 1000 ouvriers de l'usine Arsenal 3508 qui demandaient des conditions de licenciement acceptables après la clôture de l'entreprise. Les 5 et 6 août, plus de 1000 ouvriers d'une mine de charbon d'État et leurs familles ont bloqué le trafic en demandant des subsides suffisants pour vivre. Le 25 septembre, dans la province de Yunnan, 500 ouvriers d'une usine sidérurgique d'État ont bloqué le trafic ferroviaire entre Chengdu et Kunming pour protester contre des rumeurs de licenciement. Ces vagues de protestation sont déterminées par des conditions qui se détériorent et ne peuvent pas être contrecarrées simplement par des mesures autoritaires. ■

25 novembre 2000

correspondance de presse internationale
inprecor
Prix : 100 FRF / 30 CHF / 700 REP

Brésil
souche radicale
des commandes
des ligues de Sué

Europe
Le retour des
parties socialistes

Collection 1999
numéros 432 à 442

Les collections reliées d'Inprecor des années 1998 et 1999 sont encore disponibles au prix de 100,00 francs chacune. Commandez-les à la PECCI !

Retour de Viêt-nam 2000

Entretien avec Tuan*

Inprecor : Tu as circulé dans les 3 provinces du Viêt-nam et tu as remarqué un certain nombre de changements notables par rapport à tes précédents voyages...

Tuan : Dans les années 1997-1998 le Viêt-nam se convertissait en société de consommation. Les jeunes diplômés cherchaient donc avant tout à partir à l'étranger pour y "gagner des sous". Maintenant les entreprises étrangères installées sur place recherchent des cadres du pays et les payent bien : en 1997-1998 on leur offrait un salaire mensuel de 200 dollars américains ; en 2000 on leur propose 800 dollars (je rappelle que le salaire moyen est de 100 dollars). S'y ajoute la possibilité de se rendre gratuitement en Thaïlande ou à Singapour en vue de "formation".

Cette jeunesse veut maintenant rester au Viêt-nam. Auparavant le rêve était de partir pour la France ou le Japon. Il y avait aussi les États-Unis comme modèle pour les classes moyennes et beaucoup de couches populaires. Mais même si on sait que pas mal de familles établies là-bas disposent de plusieurs voitures et de superbes maisons on sait également que ce n'est pas le paradis tant espéré : il est difficile d'y trouver du travail avec un diplôme vietnamien non reconnu, on s'y heurte à du racisme même au milieu des Noirs et des Portoricains.

Bref même si persiste le culte du billet vert on cherche actuellement davantage à s'en procurer sur place qu'en partant à l'étranger.

Inprecor : As-tu l'impression que le passage à l'économie de marché s'accompagne d'une prise de conscience qu'il ne résoudra pas tous les problèmes ?

Tuan : Depuis l'ouverture de 1986-1987 le Viêt-nam veut entrer dans la communauté internationale. Il voulait faire partie de l'ASEAN (créée pour endiguer la révolution vietnamienne) et il en assure actuellement la

présidence... Il veut entrer à l'OMC. Beaucoup de responsables sont envoyés à l'étranger et la couche dirigeante a subi une mutation : les ministres actuels ont entre 50 et 55 ans, leurs conseillers, leurs chefs de service et de département se rendent partout et commencent à réfléchir sur les effets de l'économie de marché et de la mondialisation. On peut distinguer schématiquement deux courants : le courant conservateur (les "vieux") qui s'oppose à la mondialisation "stade suprême du capitalisme" et le courant des plus jeunes qui ne refuse pas la mondialisation mais pas n'importe laquelle. Des livres sur les manifestations de Seattle ont été traduits et ATTAC n'est pas ignoré.

Sur le plan économique le Viêt-nam a été moins touché que les "dragons" par la crise asiatique de 1997 (il n'a pas de Bourse des valeurs), cependant les investissements étrangers ont baissé. La priorité est maintenant donnée à l'agriculture (exportation du riz) à côté du pétrole. Le secteur profitant des délocalisations régionales (par exemple à partir de Taiwan) est à l'arrêt. Près du Petit Lac à Hanoi, devait s'édifier un centre commercial, le chantier est en somnolence...

La volonté actuelle des gouvernants est de faire les yeux doux aux Américains. Le voyage de Clinton a été envisagé dans cette optique : n'étant plus président pour longtemps il a été en fait le commis voyageur des multinationales. Il y a quelques mois a été signée avec les Américains une convention commerciale qui avait été refusée il y a moins de 2 ans. Certaines pancartes de bienvenue pour Clinton ont été offertes par la General Electric.

Inprecor : Que deviennent les langues étrangères dans ce contexte ?

Tuan : Ne parlons pas du russe jadis obligatoire... L'anglais se répand de plus en plus et j'ai vu à Hanoi des magasins avec leur devanture en anglais. Le français se redresse un peu, après le Sommet de la francophonie. Depuis 2 ou 3 ans il y a des classes bilingues, après le brevet, où le bac sera passé dans les deux langues et son obten-

tion permettra de s'inscrire dans une faculté française.

Inprecor : Si on en vient à la politique, as-tu remarqué des changements notables ?

Tuan : Il y en a, indiscutablement. On lit beaucoup les Mémoires des anciens et beaucoup se posent la question de savoir ce qui est vrai. Surtout la génération des jeunes (jusqu'à 40 ans). Ils ne savent rien sur la première guerre d'Indochine. Ils en savent un peu plus sur la deuxième car on en parle encore (il y a des commémorations, etc.). Depuis trois ans les vieux reparlent du passé et soulèvent des questions jadis taboues. Par exemple on reparle du leader nationaliste Nguyen an Ninh à l'occasion du centenaire de sa naissance, le 29 septembre 2000. Ninh était bien plus connu que Nguyen ai Quoc (le futur Hô Chi Minh) dans les années 30 et il avait participé avec les communistes et avec les trotskistes à l'épisode du journal *La Lutte*. Il est mort d'épuisement au camp de Poulo Condor en 1943. Bien qu'il ait été plutôt "compagnon de route" des communistes on parla très peu de lui après l'Indépendance : il aurait pu faire de l'ombre au prestige de Hô. Par ailleurs il avait subi la répression colonialiste en même temps que Ta thu Thau, le populaire leader trotskiste assassiné par les staliniens en septembre 1945. Parler de lui aurait pu réveiller des souvenirs inutiles chez les anciens. Or pour le centenaire de sa naissance une grande réunion a été autorisée pour la première fois à Hô chi Minh-ville. Plus de 200 personnes y assistèrent, surtout des vieux et des membres du parti. On y réclama l'édification d'une statue, le nom d'un boulevard ainsi que la création d'un lieu du souvenir. Sa fille prit la parole et accusa les autorités de ne

* Notre camarade Tuan, établi en France depuis la fin des années 1950, retourne régulièrement au Viêt-nam depuis 1990. Il avait relaté chacun de ses voyages dans *Inprecor* en décembre 1995, décembre 1996 et novembre 1998. Nous l'avons rencontré pour lui demandé les changements intervenus depuis ses précédents voyages.

Viêt-nam

pas accepter d'octroyer un seul ha de terre pour ce lieu du souvenir alors qu'elles en avaient réquisitionné neuf à sa famille. Le vieux communiste Tran van Giau prit la parole à la tribune et abonda dans ce sens. Les larmes aux yeux, il s'exclama : "C'est Ninh qui m'a appris à lutter pour la révolution de manière consciente" !

Depuis deux ans beaucoup de livres parlent de lui. Son fils a publié un grand livre où il présente les trotskistes comme des révolutionnaires voyant les choses autrement que le PC...



A Hô chi Minh-ville, depuis un an, 200 personnes occupent un trottoir au centre ville, de nuit comme de jour. Elles ont confectionné une forêt de pancartes et de banderoles où est en général écrit « Vive le président Ho chi Minh ! » et « Vive le Parti communiste vietnamien ! » (photo du haut). Mais aussi leurs revendications : « Pourquoi les autorités locales nous ont expropriés et occupé les terrains en dehors de tout programme ? », « Le collectif du Grand Marché d'An Lac injustement exproprié » (en bas).



Inprecor : On a beaucoup parlé, il y a trois ans, de la révolte des paysans de Thai Binh contre les bureaucrates corrompus. Ce mouvement a-t-il laissé des traces ?

Tuan : Et comment ! Je vais te donner un exemple. A Hô chi Minh-ville, 7 rue Le Duan, se tient le bureau de l'Assemblée nationale. Depuis un an le trottoir en face est occupé par 200 personnes qui sont là en permanence, de nuit comme de jour, en se succédant. Elles ont confectionné une forêt de pan-

cartes et de banderoles où est en général écrit "Vive le président Ho chi Minh !" et "Vive le Parti communiste vietnamien !" Ensuite ce sont des plaintes contre le comportement des bureaucrates de tel ou tel village en réclamant justice. La presse n'a pas le droit de les rencontrer ni d'en parler, il y a des tas de flics en civil tout autour, on n'a pas le droit de s'approcher pour prendre des photos. J'ai quand même réussi à m'en procurer... Cependant le gouvernement est désarmé car ce sont des familles de héros de la lutte pour l'Indépendance et l'utilisation de méthodes brutales serait très mal vue dans la population. Si la presse vietnamienne est muette sur ce sujet, celle d'Asie en parle régulièrement.

Quant à la corruption elle ne fait que croître et tout le monde est au courant. Des enveloppes circulent avant tout contrat avec l'étranger : le marché revient à celui qui arrose le plus. On ne sait pas trop en ce qui concerne directement les ministres, mais sur leur entourage... J'ai vu de mes yeux (commenté par le chauffeur du taxi dans lequel je me trouvais) la superbe demeure princière que s'est fait construire le fils du premier ministre, au cap St Jacques, à flanc de montagne. Elle est plus somptueuse que celle de l'ancien président Thieu.

Inprecor : Il y a donc un certain degré de relâchement du contrôle de la population ?

Tuan : C'est indiscutable, les gens ont moins peur. On peut parler, aller les uns chez les autres. Les flics font moins de zèle et deviennent plus "professionnels". Les intellectuels sont surveillés "discrètement". Il y a toujours deux flics devant le logement des contestataires connus, mais seulement pour que leur vue dissuade les visiteurs. Contrairement à la Russie, il n'y a pas de presse d'opposition. Pas non plus de syndicats non officiels (il

aurait pourtant une sacrée place pour eux...). Ainsi, les journaux ne peuvent se prononcer directement sur la grogne actuelle des fonctionnaires mais "Le travailleur d'Hô chi Minh-ville" publie sans commentaires des "lettres de lecteurs" significatives.

Les nouvelles technologies favorisent également l'ouverture sur l'extérieur sans qu'un contrôle soit possible. Les ordinateurs ont tous un E-mail gratuit. On peut même avoir accès à Rouge... Il y a une foison de cyber-cafés à Hanoi et à Hô chi Minh-ville, il faut souvent y faire la queue. Les tarifs sont modiques : 400 dongs/minute (soit 25 centimes, 1 dollar vaut 14 000 dongs). Récemment les autorités ont saisi un livre qui relatait des événements qui leur déplaisaient (les "Cent fleurs" de 1956-7), des protestations ont aussitôt traversé les E-mail.

Inprecor : Crois-tu qu'il y a une perspective pour la renaissance d'un véritable idéal socialiste au Viêt-nam malgré la caricature qu'en a fait le régime actuel ?

Tuan : Il y a indiscutablement un mouvement souterrain, certes très minoritaire, surtout parmi les intellectuels de 35-40 ans, parmi les écrivains, les artistes, les cinéastes, ayant des contacts avec l'étranger. Depuis 1997 on sent le changement : il y a une soif de comprendre et pour certains le marxisme non frelaté peut y aider. Nos traductions de Trotski ("La révolution trahie", "Littérature et révolution", "Ma vie") ont été fort bien reçues quand on les a fait pénétrer au pays et on continue à traduire. Je vous avais déjà raconté il y a 2 ans quelle avait été ma surprise à Hanoi de tomber en librairie sur "Marx l'intempestif" de notre camarade Daniel Bensaïd, traduit en vietnamien. Sa lecture n'est pas des plus aisées... Eh bien la première édition de 800 exemplaires a été épuisée en un an, la deuxième de 1000-1200 est également épuisée, on en est à la troisième... A quand une conférence de Bensaïd au Viêt-nam ? Je vous assure qu'il y aurait du monde !

On assiste à un paradoxe : l'économie de marché a besoin d'un certain degré de démocratie pour pouvoir fonctionner et cela permet dans une certaine mesure aux vrais opposants à cette économie de s'exprimer. Cela était impensable il y a 7 ou 8 ans, personne ne pouvait avoir de fax, d'accès à Internet ou simplement le droit de faire des photocopies... Or pour installer des entreprises étrangères ces outils sont indispensables : toutes les entreprises ont besoin d'un E-mail. Je ne dis pas que grâce au marché le Viêt-nam connaîtra un véritable épanouissement démocratique mais il sera

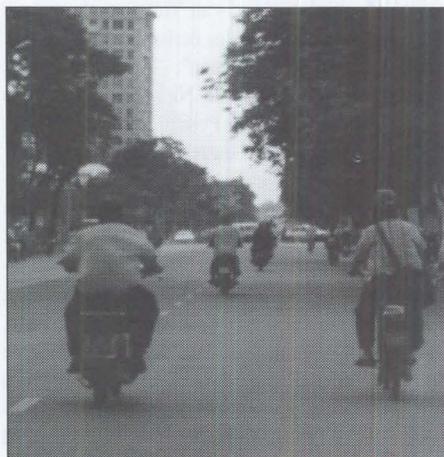
débarassé du véritable carcan politique antérieur. La colonisation elle-même n'a pas eu que des effets négatifs. Grâce à elle des hommes comme Nguyen an Ninh, Ta thu Thu ou Hô chi Minh ont pu venir en France, s'initier aux conquêtes de la Révolution française et lutter pour libérer leur pays.

Certes, il y a encore des "conservateurs", des hommes de 75-80 ans, mais ils dirigent de moins en moins. Les historiens, même les plus connus, veulent réécrire l'histoire du Viêt-nam. Par exemple, la revue "Hier et Aujourd'hui" a publié une étude sur la famille de Hô où son frère apparaît sous un éclairage entièrement nouveau. Jusque là il avait été représenté comme victime de la répression colonialiste pour activités anti-françaises, or, c'était un ivrogne qui s'était livré à de sombres magouilles. Impensable il y a peu...

La renaissance de l'idée socialiste vient de la base, elle est encore fragile et la question majeure est : que faire du dehors pour l'aider ? Les dirigeants, quant à eux, exaltent le "socialisme de marché chinois", avec dix ans de retard, après l'avoir sévèrement critiqué. Ils font traduire les écrits "théoriques" chinois sur "l'économie de marché à orientation socialiste" par les Instituts d'économie et de sociologie avec l'inscription : "circulation interne"...

Il est capital de faire connaître nos idées aux Vietnamiens qui revoient leur passé d'un oeil de plus en plus critique et ne considèrent pas le marché comme le dernier cri du développement de la société. Pourquoi ne pas ressortir de temps en temps "Chroniques vietnamiennes" en le mettant sur le site Internet de "Rouge" ? Pourquoi un étudiant n'irait-il pas faire un Mémoire universitaire sur Nguyen van Ninh ? (en attendant d'en faire sur Ta Thu Thu). Le changement est certes encore minime, mais c'est un changement qualitatif : rien ne sera plus comme avant. ■

Propos recueillis par
Jean-Michel Krivine



On reparle de Georges Boudarel...

Il est assez reconfortant de prendre connaissance d'un texte vietnamien actuel parlant de Georges Boudarel en termes élogieux.

C'est en février 1991 qu'il avait défrayé la chronique : alors qu'il s'apprêtait à prendre la parole lors d'un colloque sur "l'actualité vietnamienne" organisé au Sénat par une institution officielle, un individu entouré d'une vingtaine de comparses s'empare du micro. Il se présente : Jean-Jacques Beucler, ancien député, ancien sous-secrétaire d'Etat, ancien prisonnier du Viet Minh de 1950 à 1954. Il accuse Boudarel d'avoir dirigé un camp de prisonniers français et d'avoir du sang sur les mains.

L'"Affaire Boudarel" était lancée et devait durer plusieurs années. La plainte portée contre lui pour "crime contre l'humanité" sera finalement considérée comme "infondée" par la justice française. Le dernier épisode judiciaire date de juin 1998 et déboute ses accusateurs.

Cet ancien militant communiste qui avait refusé de faire son service militaire, alors qu'il était enseignant à Saïgon en 1950 et avait rejoint le Viet Minh, aurait dû bénéficier d'un soutien énergique de la part des autorités vietnamiennes et de ses anciens camarades. Or ce fut le silence. On ne devait pas prononcer le nom de Boudarel au Viet-Nam. Pourquoi ?

Rentré en France en 1967 après le vote de la loi d'amnistie, il revoyait d'un oeil de plus en plus critique nombre d'actes et de réalisations des communistes vietnamiens qu'il avait approuvés auparavant : le rapport Khrouchtchev de 1956 avait commencé à le faire réfléchir.

Devenu enseignant à la faculté de Jussieu, il écrit en 1983 des pages percutantes dans un ouvrage collectif intitulé "La bureaucratie au Vietnam" (1) et en 1991 il fait paraître son "Autobiographie" (2) ainsi qu'un ouvrage sur le "mouvement des cent fleurs" au Vietnam dans les années 1954-1956 (3) où il critique de façon acerbe (et très documentée) les méthodes de la bureaucratie vietnamienne pour museler les intellectuels. Cela ne pouvait lui être pardonné par les autorités vietnamiennes et le nom de Boudarel devait tomber dans l'oubli.

Certes, ce début de "réhabilitation" appelle également des commentaires et si Boudarel est totalement innocent des accusations de sévices physiques octroyés à des prisonniers, il a bien accepté, en raison de ses conceptions de l'époque, de participer à la "rééducation" des prisonniers selon la technique "maoïste" qu'il devait

critiquer par la suite mais que Huu Ngoc semble toujours approuver (l'approuve-t-il en son for intérieur ?).

Georges Boudarel a été victime d'un accident vasculaire cérébral en 1998 et se trouve actuellement en maison de repos. Même s'il ne peut répondre dans l'immédiat à l'invitation qui lui est faite de retourner à Hanoï, il aura eu au moins le réconfort de voir que ses amis vietnamiens ne l'ont pas oublié.

Jean-Michel Krivine

Document

Boudarel, un remarquable érudit sur le Viêt-Nam

par Huu Ngoc*

Cela s'est passé pendant la première guerre d'Indochine au coeur de la zone militaire du Viet Bac où se trouvait le quartier général du Département de Travail Politique parmi les Troupes Ennemies. En 1951-1952, alors que je circulais parmi les cabanes cachées sous des gigantesques bosquets de bambous dans la jungle, je tombais sur un jeune Français âgé de 24-25 ans. Il était grand, dégingandé, portait un short et un chapeau scout au-dessus d'un visage émacié avec des yeux rêveurs. Il était très loquace et voulait tout savoir et tout apprendre sur la résistance vietnamienne. Il venait juste d'accomplir une marche de six mois sur 2000 kilomètres le long de la future piste Ho Chi Minh. C'était Georges Boudarel, professeur de philosophie, qui venait d'abandonner un lycée français situé en zone occupée et avait rejoint le camp vietnamien. Après notre première entrevue je le rencontrais souvent en tant que cadre du Bureau chargé de la rééducation des prisonniers de guerre européens et africains. Plus d'un an après, Boudarel était devenu un des responsables à la tête du camp de prisonniers n° 113. Après Dien Bien Phu il se rendit à Hanoï où il épousa une Vietnamienne et il travailla comme secrétaire de rédaction du bulletin français de la radio Voix du Viêt-nam et également à la Maison des Éditions en langues étrangères.

1. "La bureaucratie au Vietnam", Vietnam-Asie-Débat-1, L'Harmattan (1983)

2. Georges Boudarel, Autobiographie, Jacques Bertoin éd. (1991)

3. Georges Boudarel, Cent fleurs écloses dans la nuit du Viêt-Nam. Communisme et dissidence 1954-1956, Jacques Bertoin éd. (1991)

* Huu Ngoc a remplacé Nguyen Khac Vien aux Éditions en langues étrangères de Hanoï. Cet article a été extrait du site de Viet-Nam Agency en septembre 2000 et traduit de l'anglais par J-M. Krivine.

Viêt-nam

Au début des années soixante, le cœur lourd, il retourna en France où sa sentence de peine de mort pour haute trahison avait été abolie. Pendant des décennies il enseigna l'histoire du Viêt-nam à l'Université Paris VII jusqu'au début des années 90 quand sa vie tranquille fut brisée par un coup de tonnerre. J-J. Beucler, ancien prisonnier de guerre au Viêt-nam et ancien ministre français des anciens combattants, se livra à une dénonciation publique de Boudarel sans l'en avoir avertir et l'accusant de crimes contre l'humanité. Beucler traitait le professeur de "boucher" et l'accusait d'être responsable de la mort d'un grand nombre de prisonniers dans le camp Viet Minh 113.

Le procès dura de nombreuses années et fut considéré comme une mini-Affaire Dreyfus. Il offrait aux politiciens de droite, encore nostalgiques du colonialisme, et au "parti orthodoxe" une belle occasion d'exalter un patriotisme chauvin. En dépit d'une contre-offensive lancée par le Comité de défense de Boudarel créé par ses collègues, ses amis et des intellectuels bien informés, l'accusé fut soumis à une campagne de dénigrement féroce et concerté.

Sa vie privée fut violée, on le menaça de mort et mille et un procédés furent employés pour le diffamer. On alla jusqu'à "oublier" de lui payer son salaire.

Cependant la justice l'emporta. Il quitta le tribunal totalement disculpé des accusations forgées contre lui mais écroulé physiquement et brisé moralement.

Non, il n'avait pas trahi son pays en protestant contre une guerre de conquête coloniale, il n'avait commis aucun crime contre l'humanité en cherchant à éclairer les prisonniers sur la nature de la guerre au Viêt-nam. Bien au contraire, il avait fait honneur à la tradition démocratique française : il n'avait pas voulu que son pays répète au Viêt-nam les crimes commis par les nazis sur le sol français.

Le colonel Pierre Thomas, qui rejoignit la défense de Boudarel seulement après une laborieuse enquête, devait donner une explication judiciaire de la grande mortalité dans les camps de PG au Viêt-nam : le climat tropical meurtrier, le manque de médicaments, le manque de nourriture (provoqué par l'encerclement français) ainsi que le moral à zéro des internés. Ni coups, ni torture, ni maltraitement d'aucune sorte. Il n'y eut non plus ni torture morale ni lavage de cerveau. Néanmoins un ouvrage aussi sérieux que le Dictionnaire de Philosophie (Larousse 1975) fait écho à ces affirmations dans un passage où il affirme que « des méthodes de conditionnement psychologique furent utilisées par les armées du Viet Minh pendant la guerre d'Indochine ». Le travail

politique et psychologique mené dans les camps de PG essayait de faire comprendre aux détenus le caractère injuste de la guerre d'Indochine et la légitimité de notre résistance. On leur demandait simplement de réclamer la paix et leur rapatriement et non pas de tourner leurs armes contre les troupes françaises. Il n'y avait aucune contrainte physique ou morale. Selon le témoignage du lieutenant Xavier de Villeneuve, répondant à une interview parue dans *Le Monde* du 14 juillet 1952, « J'ai signé moi-même beaucoup de déclarations (réclamant la fin de la guerre au Viêt-nam) en même temps que mes camarades. Nous n'avons subi aucune pression ».

Cependant abandonnons maintenant le Boudarel, apprenti politicien, trop naïf pour réussir et parlons du Boudarel, spécialiste du Viêt-nam, non moins honnête et infatigable. Son amour pour le Viêt-nam lui a fait choisir ce pays avec son peuple comme objet de ses recherches et du travail de toute sa vie. « Ce pays a tenu et tient encore, pour nous tous, une grande place dans notre vie. Pour plusieurs d'entre nous, c'est le pays natal dont la nostalgie ne s'effacera jamais. Pour les autres, c'est un pays qui est en même temps très loin et très près. Nous espérons qu'il redeviendra l'espoir de demain ». Cette profession de foi collective d'une génération qui fut captivée par le Viêt-nam contient l'empreinte du cœur et de la plume de Boudarel. Cartésien jusqu'à la racine de ses cheveux, Georges Boudarel ne se satisfait pas d'un amour aveugle. Il n'a pas hésité à émettre quelques opinions critiques qui ont été mal interprétées. Il s'était consciencieusement préparé avant d'entreprendre ses études sur le Viêt-nam : pendant son séjour il y avait vécu la vie de son peuple, appris la langue, traduit des romans contemporains et suivi des cours de littérature et d'histoire à l'Université de Hanoi. Il s'est constitué une riche bibliothèque dans son appartement de Romainville, comportant une collection unique de cartes postales sur l'Indochine.

Aux côtés de Chesnaux, Brocheux, Hémerly, Fourniau, Devillers et Feray, Boudarel appartient à la génération des chercheurs français sur le Viêt-nam marqués par la guerre de 1945 à 1954. Ses principaux travaux sont : "Propriété privée et propriété collective dans le Viêt-nam ancien" (traduction et commentaires par Nguyen Kim Chung et Nguyen Duc Nghinh en collaboration); "Mémoires de Phan Bội Châu : Phan Bội Châu et la société vietnamienne de son époque"; "Giap, Ho Chi Minh"; "Introduction du pouvoir central dans les cultes villageois au Viêt-nam : esquisses de la question à partir des écrits de Ngô Tat To"; "La diaspora vietnamienne"; "Autobiographie"; traduction des romans de Ngô Tat To, Nguyen Công Hoan et Vu Trong Phung.

Nous avons encore entre les mains le dernier manuscrit de Georges sur "Les tabous culturels au Viêt-nam" et son lexique vietnamien-français inachevé. Nous espérons qu'il viendra à Hanoi dès qu'il le pourra de sorte que ses amis vietnamiens puissent lui offrir quelque réconfort : il en a bien besoin car il est actuellement très malade, ayant été hospitalisé pendant deux ans à la suite d'une infection, mais également à la suite des attaques injustes et injustifiées dont il a été victime. ■

Documentaire

Le Budget participatif à Porto Alegre

« Depuis 12 ans une expérience singulière se déroule dans cette ville, gouvernée par une coalition d'extrême gauche : le Frente popular. Sa principale composante, le Parti des travailleurs (PT), prône la rupture avec le système capitaliste.

Il se bat pour une société socialiste et démocratique débarrassée de toutes les discriminations.

« Plutôt que d'attendre le Grand soir, le PT a instauré une forme originale de démocratie directe au travers de l'orçamento participativo, le budget participatif, la ville est divisée en secteurs, aux habitants de définir eux-mêmes les priorités en matière d'infrastructure scolaire, sanitaire, etc.

« Ce documentaire donne la parole aux habitants de Porto Alegre, souvent des habitants-tes, car la participation des femmes est majoritaire, qui nous expliquent comment ils sont parvenus à faire construire et à gérer : une école, un centre de santé, un centre pour femmes battues, etc. »

Ainsi commencent les 35 minutes du documentaire que Daniel Künzi a consacré à l'auto-organisation citoyenne de la capitale du Rio Grande do Sul. Après "Ignace Reiss, vie et mort d'un révolutionnaire", "Yvonne Bovard, déportée en Sibérie" ou "Un Suisse à part, Georges-Henri Pointet", Daniel quitte l'Histoire pour une histoire en train de se faire. A voir et à faire voir, en particulier en cette période d'élections municipales en France, où fourmillent les promesses d'octrois (qui ne seront pas tenues). Alors qu'une ville d'un million et demi d'habitants témoigne de ce qu'il est possible de faire. Ensemble.

* On peut se procurer une cassette auprès de Daniel Künzi, Société de Production Maison, Baud-Bovy 10, 1205 Genève, Suisse, Tél-fax : 022 239 15 10, E-mail : dkunzi@worldcom.ch

Ensemble, le rêve devient réalité Porto Alegre

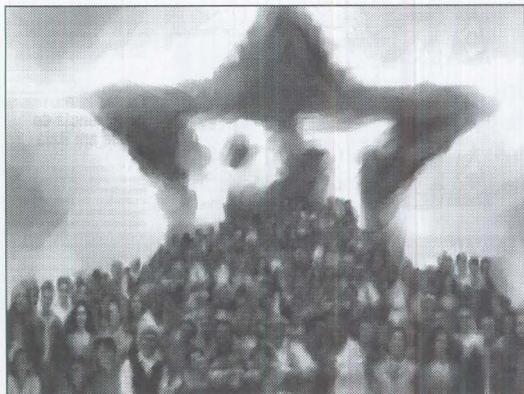


Documentaire de Daniel KÜNZI

Avec la participation de Jean Batou et Juan Tortosa

Digital vidéo, 35 minutes

Société Productions Maison



Victoire du PT rouge aux municipales

Par
Heloisa Helena et Beto Bastos*

La vague rouge s'est confirmée. Le résultat électoral du Parti des travailleurs (PT) a été favorable du nord au sud du pays. La force du PT en tant que parti national d'opposition au président Fernando Henrique Cardoso (FHC) a surpris la droite et construit un nouvel environnement pour les élections présidentielles de 2002.

Victoire dans six capitales, réélection à Porto Alegre et Belem, reconquête des mairies de São Paulo et Goiânia, élection dans deux capitales du Nordeste, Recife et Aracaju, cette dernière acquise dès le premier tour.

Victoire dans des villes importantes comme Pelotas (Rio Grande do Sul), Vitória da Conquista (Bahia), Imperatriz (Maranhão), Governador Valadares (Minas Gerais), Criciúma (Santa Catarina).

Réélection à Caxias do Sul (Rio Grande do Sul) et Santo Andre (Sao Paulo).

Nous passons de 105 municipalités conquises en 1996 à 187 en 2000. Une progression de 78 %. Parmi les quelque 5500 municipalités existantes au Brésil, le PT en administre 3 %. Cependant les mairies gagnées représentent presque 25 millions d'habitants, ce qui signifie que nous allons gouverner 15 % de la population brésilienne. Parmi les 62 plus grandes villes du Brésil, le PT en a conquis 27 %. En 1996 il avait obtenu la mairie dans seulement 5 de ces villes, ce qui signifie une progression de 240 %. Ces 62 municipalités qui incluent les 26 capitales du Brésil, représentent approximativement 40 % de l'électorat brésilien. Dans ces villes le vote PT a progressé depuis 1996 de 3 593 540 voix à 7 838 465 voix, une croissance de 118 %.

Dans ces villes le PSDB a eu 4 469 463 voix, le PFL 3 846 226, le PMDB 2 492 293 (1).

En nombre de mairies conquises par le PT, on distingue l'État de São Paulo avec 38, le Rio Grande do Sul avec 35 et celui de Minas Gerais avec 34. On relèvera aussi la victoire dans celui de Santa Catarina, où le PT a gagné les élections dans 13 villes, dont

5 villes importantes de l'intérieur, Concordia, Criciúma, Rio do Sul et a été réélu à Chapeco et Blumenau. Dans l'État du Mato Grosso do Sul, où nous sommes au gouvernement de l'État, le PT est passé d'une seule municipalité à 11, son plus grand accroissement en pourcentage. Avec les 7 municipalités conquises dans l'État d'Acre, où nous sommes aussi au gouvernement de l'État, le PT arrive à diriger 32 % des municipalités.

L'explosion électorale du PT s'est aussi exprimée dans des villes où nous n'avons pas gagné. Nous arrivons en seconde position avec un nombre significatif de votes à Salvador (Bahia), Teresina (Piaui), Natal (Rio Grande do Norte) et Osasco (São Paulo). Malgré la division du PT et la candidature controversée de Benedita da Silva, nous n'avons manqué le second tour à Rio de Janeiro que de 15 000 voix.

Sur les seize villes où le PT a atteint le second tour en tête, nous en avons gagné treize, nous n'avons perdu qu'à Curitiba (Paraná), Santos (São Paulo) et Canoas (Rio Grande do Sul). Avec le PCdoB (2) nous avons conquis Olinda (Pernambuco) et nous avons perdu Fortaleza (Ceará), néanmoins dans cette ville nous avons empêché la candidate de Ciro Gomes d'atteindre le second tour. Nous avons élu le maire-adjoint à Belo Horizonte en alliance avec le PSB (3), en battant le PSDB dans la seule capitale où le parti de FHC disputait le second tour. De même

nous avons conquis avec le PDT (4) la municipalité de Niteroi (Rio de Janeiro), en battant le candidat du gouverneur Garotinho.

Nous avons donc augmenté de 38 % le nombre de nos conseillers municipaux au Brésil, en passant d'environ 1 800 élus en 1996 à 2 485 lors de ces élections.

Problèmes du PT

Le PT n'a eu aucun maire élu dans les États d'Amapa, Alagoas, Amazonas, Roraima et Espírito Santo.

Il faut souligner aussi un aspect négatif, la défaite du PT dans 49 villes que nous dirigeons, en grande partie des petites municipalités (moins de 50 000 électeurs). On peut l'expliquer par la faible efficacité de la communication sur le travail de ces municipalités et surtout par l'unité de la droite locale contre nos candidats. Cependant il s'agit d'une préoccupation sérieuse pour le PT. Dans le Rio Grande do Sul la polarisation politique se maintient, le PT est le parti qui a eu le plus de voix, et nous progressons en conquérant des villes importantes comme Bege, Santa Maria et Pelotas, mais nous perdons 15 villes que nous dirigeons.

Dans l'État de Minas nous perdons aussi 15 villes que nous dirigeons et la division partisane a sûrement compté dans ce résultat, ajoutée aux zigzags vis-à-vis du gouvernement d'Itamar (5). A Rio de Janeiro la divi-

* Heloisa Helena est sénateur de l'État d'Alagoas et membre de la Commission Exécutive Nationale du Parti des travailleurs (PT) ; Beto Bastos est assesseur du Secrétariat national de formation politique du PT. Nous reproduisons cet article du bimestriel *Em Tempo* (n°318/319 de novembre-décembre 2000), publié par la tendance Démocratie socialiste au sein du Parti des travailleurs, qui regroupe les militants qui, au Brésil, se reconnaissent dans le projet politique de la IV^e Internationale.

1. Le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne), social-

libéral à l'origine, est le parti du président actuel Fernando Henrique Cardoso (appelé "FHC"). Le PFL (Parti du Front libéral), issu de l'ancien parti de la dictature militaire, est le principal soutien de FHC au côtés du PSDB. Le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien) a ses origines dans l'opposition légale durant la dictature militaire. Il soutient FHC et fait partie de son gouvernement.

2. PC do B (Parti communiste du Brésil), gauche ex-maoïste, ex-pro albanais, remet peu à peu en cause son attachement au stalinisme. Il a soutenu la candidature de "Lula", dirigeant

du PT, aux présidentielles de 1989, 1994 et 1998.

3. PSB (Parti socialiste brésilien), petit parti au profil social-démocrate de gauche, a soutenu la candidature de "Lula" aux présidentielles de 1989, 1994 et 1998.

4. PDT (Parti démocratique travailliste), centre gauche populiste dirigé par Leonel Brizola, affilié à l'Internationale socialiste.

5. Itamar Franco, vice-président élu avec Fernando Collor de Mello en 1990, puis président par intérim (1992-1995) après la destitution de son mentor. Élu gouverneur de l'État de Minas Gerais en 1998.

Brésil

sion du parti et les va-et-vient en direction du PDT et du gouvernement Garotinho ont valu une cuisante défaite. Nous perdons Angra do Reis et Barra Mansa. La subordination du PT à des projets peu définis ou ambigus a probablement rendu moins brillante son étoile.

Raisons de la victoire pétiste

Les analystes de droite ont affirmé sur tous les moyens de communication que ces élections seraient marquées par le débat municipal, que le choix de l'électeur s'orienterait exclusivement pour le candidat qui présenterait les meilleures propositions pour diriger la ville. C'était l'idée du syndic. Cette analyse simpliste masquait la peur du caractère national de la campagne, la peur de l'identification des candidatures à ceux qui soutiennent le gouvernement fédéral avec le président Fernando Henrique Cardoso, le président de la récession, du chômage, du désespoir.

Ce type d'analyse a été en de nombreux cas adopté par des dirigeants pétistes. En se fondant sur des sondages qualitatifs, qui auraient dû être mieux analysés et critiqués, il suffisait d'affirmer dans les groupes réunis que la critique du gouvernement fédéral aurait peu d'influence sur ces élections, pour que l'on conclue précipitamment que le thème des élections serait étroitement municipal.

La conséquence immédiate de ce type d'analyse était « l'oubli » du drapeau rouge, de l'étoile du PT, le vide du discours, de la critique et de l'affrontement. Un style de campagne sans combinaison avec le militantisme pétiste. Ce n'était pas ce qu'attendait la majorité du peuple brésilien.

En réalité, la vague pétiste a résulté d'un mélange de facteurs. Les propositions pétistes de budget participatif, de bourse scolaire, de premier emploi, de banque du peuple, ont rencontré un écho. C'était un ensemble de mesures concrètes déjà testées avec succès dans d'autres endroits. Le PT se présentait comme capable de gouverner et expérimenté, ce qui a affaibli la critique de nos adversaires à l'encontre de ceux de nos candidats qui n'avaient jamais dirigé une municipalité.

La question de l'éthique et de la corruption a été un autre facteur fondamental. Parmi les qualités du futur maire, être honnête était une exigence fondamentale. La compréhension de ce que la corruption signifie moins de ressources pour l'investissement dans les domaines sociaux a été reçue par la population à une échelle inédite. Il n'y avait plus de place pour le « *vole mais agís* ». Les nombreux scandales impli-

quant des maires et des conseillers municipaux, avec une mention spéciale à l'administration Pitta à São Paulo, ont donné une dimension nationale à ce type de problème.

A ces facteurs, outre les conjonctures locales plus ou moins favorables, s'est ajouté un élément subjectif de révolte contre le gouvernement fédéral et c'est cet élément qui peut expliquer la victoire pétiste. Sans cela il serait impossible de comprendre le résultat national, sauf à analyser au cas par cas, ville par ville, sous l'angle local, ce qui serait une erreur.

La victoire du PT a été une victoire nationale. Le vote pour le PT a été un vote pour la capacité de gouverner du PT, pour l'honnêteté, mais aussi un vote pour l'opposition, un vote conscient pour le changement.

En règle générale, là où le PT s'est présenté entièrement, fier de ses drapeaux rouges et de son étoile, il a gagné. Là où il s'est camouflé, a choisi un discours plus pâle, il a perdu.

Vacillations au second tour

Pendant l'affrontement pour le second tour les mêmes analystes de droite en ont encore trouvé une bien bonne. Au premier tour aurait été victorieux le PT rose, le PT qui ne s'était pas « abaissé » au niveau de ses adversaires. Et revoilà l'insistance sur le ton municipaliste des élections. Ils avaient oublié que la campagne victorieuse du premier tour à Acaraju avait été une campagne en chemise rouge avec les militants dans les rues. Néanmoins certains pétistes ont cru à cette analyse. A la réunion de l'Exécutif National avec les candidats du PT qui allaient disputer le second tour, notre candidat de Curitiba en est arrivé à dire que la victoire du premier tour n'avait pas été une victoire du PT, mais « *de quelque chose de plus vaste* ». Ce type de comportement a provoqué une critique frappante du sénateur Roberto Requiao (PMDB), selon qui c'était lui qui dans l'élection de Curitiba représentait l'opposition à FHC alors que le candidat pétiste s'en tenait à un discours modéré.

Les résultats des sondages électoraux au début du second tour plaçaient des candidats du PT à plus de 20 % d'avance sur leurs adversaires. En beaucoup d'endroits la ligne était de gérer le résultat. Certaines candidatures pétistes affirmaient un profil de propositions, sans assumer l'affrontement nécessaire. Du pôle opposé de la lutte de classes, sous la direction de Bornhausen du PFL et de Paulo Maluf, est arrivé le ton de la polémique. Le PT va fermer les églises évangéliques, le Mouvement sans terre (MST) va envahir les villes, le PT c'est tout le temps la grève, c'est le parti de la pagaïe.

Cette lutte idéologique s'est affirmée partout et là où le PT n'a pas répondu ou a tardé à se réveiller dans cet affrontement, il a perdu ou a failli perdre. C'est ce qui est arrivé à Curitiba.

Ce fut différent à Recife, où l'action militante a pris la rue, n'a pas hésité dans le soutien à la grève de la PM, et s'est démultipliée dans la dernière ligne droite. A Campinas, le mot d'ordre le plus chanté dans les meetings était « *Dehors Covas, FHC et le FMI !* » L'accord entre ce militantisme et le projet national du PT peut se vérifier dans le stade de l'UNICAMP, où près de dix mille personnes ont crié spontanément... « *Brésil, c'est urgent, Lula Président !* »

Bilan sommaire de la politique d'alliances

On peut affirmer que le résultat de la victoire pétiste a été le fruit de la compétence et de l'opposition construite par le PT ces dernières années. Il y avait besoin d'un changement radical, et c'était le PT, celui de l'étoile rouge, qui symbolisait ce désir de la majorité de la population. D'une façon générale, là où nous avons gagné, cela a été en alliance avec des partis de gauche.

Les directions municipales du PT qui ont insisté pour faire des alliances subordonnées au PSDB et au PMDB (avec le PT comme adjoint, et en de nombreux cas en dehors des positions éligibles), n'apparaissent pas dans la vitrine de la victoire du PT.

A Governador Valadares (Minas Gerais), avec l'appui de la direction de l'État, on a insisté jusqu'au dernier moment pour une alliance avec le PFL. On affirmait que sans cette alliance le PT perdrait. La Commission Exécutive Nationale a opposé son veto à cette alliance, le PT a fait sa propre liste et a gagné. Malheureusement en d'autres endroits, des alliances de ce type se sont constituées sans que le PT national en soit informé.

Le PT, une alternative de gouvernement

Le PT est placé face à une grande tâche, celle d'organiser un bloc social et politique capable de gagner les prochaines élections présidentielles. La victoire nationale exige une préparation, des objectifs définis, un programme de gouvernement et une direction politique qui ait la volonté de vaincre.

Le peuple brésilien va avoir le privilège en un peu plus d'une décennie de faire l'expérience d'une nouvelle campagne présidentielle où pourra se condenser l'affrontement entre deux directions pour le pays. En place ceux qui prétendent poursuivre les recettes du FMI, de l'OMC et de la Banque

Mondiale, et dans l'opposition démocratique et populaire ceux et celles qui croient qu'un autre monde est possible. L'affrontement entre ces directions pour le pays est située par les alternatives politiques qui se présentent. La force sociale et politique que nous organisons consiste principalement dans les luttes et les mobilisations de notre peuple. Mais elle ne se constituera comme force hégémonique qu'à travers la confrontation politique et pour cette confrontation le PT est le principal et le plus valable des instruments.

La « démocratie » électorale

Lors des élections municipales, l'abus du pouvoir économique, l'usage des biens publics pour le profit particulier, le monopole des moyens de communication et les versions et manipulations de sondages ont créé une atmosphère de débat très défavorable au PT et aux autres partis du camp démocratique et populaire. Pour compléter ce tableau de démocratie imparfaite il s'ajoute la présence d'innombrables partis qui ne sont l'expression d'aucune plate-forme politique, rien d'autre que de minuscules intérêts privés. Par exemple la candidature de Fernando Collor de Mello à la mairie de São Paulo, qui a eu son moment de gloire quand lors d'un débat télévisé le candidat Romeu Tuma (PFL-PMDB) l'a appelé « *Monsieur le Président* ». Outre qu'il n'était que candidat à ce moment-là, son ancien collaborateur lui avait rendu pour 10 secondes le titre que les énormes mobilisations du début des années 90 lui avaient retiré.

C'est une tâche urgente pour le PT et les partis alliés de mettre en place le débat national avec des initiatives législatives pour une réforme politique qui mette fin à la réélection, crée le financement public des campagnes, institue la fidélité partidariaire. Il est nécessaire aussi de contrôler l'usage indu des sondages et des moyens de communication. Mais ces mesures et d'autres qui auraient pour but de perfectionner le processus électoral sont insuffisantes face à l'énorme tâche d'aider à consolider une conscience démocratique dans les vastes secteurs sociaux que le PT prétend représenter. C'est à travers la participation politique active que des millions peuvent conquérir la citoyenneté et rompre les amarres de l'exclusion et de la misère qui les lient aux systèmes pervers de domination. A travers les institutions municipales le PT a stimulé la participation populaire. Le budget participatif et autres initiatives sont des écoles de conscientisation politique et d'affirmation de la démocratie.

Les perspectives du Frente Social y Politico

Par
Fermín González*

La construction de nouveaux processus politiques de masse en Amérique Latine à la fin du XXème siècle est caractérisée par des différences d'origine, de structure et de fonctionnement. Il s'agit d'expériences qui entament une rupture avec les schémas classiques de construction de partis de la classe ouvrière, idéologiquement fermés et très souvent sectaires, qui oscillent entre avant-gardisme et adaptation. Des projets comme ceux du Frente Amplio (FA) en Uruguay, du Parti des Travailleurs (PT) au Brésil et du Frente Farabundo Martí de Liberación nacional (FMLN) au Salvador représentent, sur le terrain politique de masse, une initiative de résistance et d'insurrection des peuples face à l'épuisement du modèle keynésien et au passage forcé vers un capitalisme transnational néo-libéral.

Toutes ces expériences et ces projets ont comporté dès le début aussi bien des grandes possibilités que des risques élevés. Le Frente Social y Politico (FSP, Front social et politique), qui entame son processus de formation en Colombie, veut apparaître comme une alternative historique pour la construction d'un projet politique unitaire des exclus, mais il se trouve encerclé par ses ennemis et court de grands risques. Selon Orlando Fals Borda, il s'agit d'un nouvel effort pour accomplir "les tâches en suspens" de la lutte populaire et révolutionnaire, un effort pour relier toutes les expériences des tentatives précédentes, du Frente Unico de Camillo Torres à l'Union Patriótica, A Luchar, Frente Popular et Alliance Démocratique-M19, pour ne mentionner que les plus importantes.

Une difficulté réside dans le fait qu'il existe très peu de documents qui aident à connaître et à approfondir les expériences de construction qui ont été faites au niveau national de même que latino-américain. Le plus souvent il s'agit de débats internes difficilement accessibles, avec très peu de généralisations, et de discussions inachevées, même lorsqu'elles ont un contenu politique et idéologique significatif. Dans le but de stimuler la réflexion de tous les secteurs du FSP nous allons nous référer à certaines des expériences les plus importantes.

Le FA uruguayen s'est formé sur la base de l'unité entre les composantes d'une gauche "large", allant de positions radicales à des positions social-démocrates, le FMLN a surgi d'une guérilla démobilisée, en lien avec le mouvement syndical, et le PT d'une initiative politique du mouvement syndical. Il est aisé de comprendre que dans le FSP on peut trouver certains de ces ingrédients, mais pas dans la même mesure.

D'où vient le FSP

Il existe en son sein des partis de la gauche, mais pas seulement eux. Il est apparu dans un pays en guerre, mais avec une autonomie par rapport aux insurgés. La décision de le construire est venue du congrès de la CUT (Centrale unique des travailleurs). La CTC (Confédération des travailleurs de la terre) s'y est associée par la suite. Toutefois, cela n'implique pas qu'il y ait une hégémonie syndicale bien définie ni un projet exclusif des travailleurs.

La construction d'un FSP apparaissait comme une nécessité depuis le milieu des années 1980, dans une situation qui s'était aggravée à la suite de la crise du camp "socialiste". En Colombie, la difficulté a résidé dans le fait qu'au moment où le cadre socio-politique était favorable, il n'y avait pas d'équipes politiques jouissant de l'autorité suffisante pour propulser un processus de construction. En revanche, quand ces équipes existaient, le cadre d'ensemble national et international favorisait l'opportunisme, l'avant-gardisme et les tendances à l'adaptation.

Les antécédents les plus rapprochés ont été les dernières tentatives frustrées, comme celle du Frente Social Amplio de 1999, formé après l'assassinat de Eduardo Umaña Mendoza. Mais une relance ne s'est avérée possible qu'au fur et à mesure que les ouvriers, dans leur pluralisme classiste, retrouvaient la confiance nécessaire pour

* Fermín González, est membre de la direction nationale de Presentes Por el Socialismo (PPS) et du Comité national d'impulsion du Front social et politique (Frente Social y Político). Le PPS est une organisation marxiste colombienne, partie prenante du Forum de Sao Paulo, un rassemblement de la gauche latino-américaine et caribéenne.

Colombie

assumer la responsabilité d'une refondation. Ceux qui avaient enterré la classe ouvrière et son rôle historique à la suite des changements intervenus dans le monde du travail, devraient réfléchir sur cette expérience. Quelque chose doit quand même subsister de ce rôle historique, si des syndicats, qui connaissent beaucoup de difficultés et de dérives corporatistes, décident de s'engager dans la construction d'une organisation contre le néolibéralisme, une organisation de gauche au niveau des masses, au nom de tous les exploités, opprimés et marginalisés.

Certes, les origines de ce mouvement devraient être étudiées plus profondément. Toujours est-il que dès le début cette initiative provenant des travailleurs n'exclut pas des secteurs populaires, des couches moyennes et des secteurs de la bourgeoisie nationale liés à la production. Il n'y pas encore une clarté programmatique en la matière et cette clarté est la tâche la plus importante qui est devant nous. Mais existent déjà des éléments de consensus permettant d'esquisser une orientation pour le FSP. Il s'agit d'un projet contre le néolibéralisme, qui s'oppose au plan de guerre appelé abusivement "Plan Colombie", donc un projet anti-impérialiste, de défense de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples. Il s'oppose au système transnational financier et spéculatif du capital. C'est un projet national et populaire, au service des secteurs productifs, qui considère nécessaire l'intégration sub-régionale et latino-américaine sur la base de principes démocratiques, horizontaux, équitables et s'efforce de saisir l'importance d'intervenir sur les nouveaux terrains internationaux. Il prône une solution négociée du conflit armé dans un cadre de transformations sociales et de dignité ; dénonce avec force le cadre de dégradation créé par la guerre, la violation des droits humains et les crimes contre l'humanité ; exige le respect de l'autonomie des organisations sociales et affirme sans ambiguïté son indépendance programmatique face à l'État et au système capitaliste de même que son autonomie organique face au bipartisme et aux forces insurrectionnelles.

Expériences et projets électoraux

Ce que nous pouvons constater en Amérique Latine aujourd'hui c'est une présence substantielle de mouvements sociaux qui, en même temps, luttent pour des revendications immédiates et fournissent un ciment, une continuité, à des projets politiques. Au-delà des vicissitudes politiques où ils ont pu être impliqués, leur identité consiste à représenter les secteurs populaires.

Tous ces mouvements ont connu une croissance importante en tant que forces politiques nationales. Toutefois, ils sont appréciés surtout grâce à leur gestion de

gouvernements locaux. Montevideo, Porto Alegre et San Salvador représentent à l'heure actuelle des exemples à l'échelle mondiale de participation citoyenne à l'élaboration du budget et à un développement plus humain en tant que villes. Cette enracinement local et régional a amené à un renforcement rapide de leur influence politique et à une croissance du nombre de leurs militants et adhérents, ce qui a facilité leur accession aux médias. Néanmoins, la coexistence forcée avec l'ennemi, le gouvernement central, et les pièges d'une législation d'un État national intégré dans les stratégies du FMI, ont provoqué une certaine usure et des faiblesses, qui, bien que limitées, peuvent éloigner les forces en question de leur projet initial de lutte radicale.

Des tendances allant dans le même sens se sont dessinées à la suite de la formation de groupes parlementaires, représentant dans les cas du Salvador et de l'Uruguay, des majorités relatives. La possibilité, nouvellement acquise, de débattre avec ceux qui les avaient auparavant exclus, à plus forte raison d'avoir un poids dans des votes importants, l'exigence d'aborder une politique d'alliances dans le cadre de campagnes présidentielles qui peuvent être gagnantes, comportent le danger de perdre de vue les besoins et la sensibilité des secteurs sociaux qu'on représente. C'est ce qui s'est passé, en dernière analyse, avec le groupe parlementaire de l'AD-M19 en Colombie au cours de la dernière décennie.

Cette croissance inhabituelle sur le terrain parlementaire se produit sans que les forces impliquées disposent de la préparation nécessaire, surtout du point de vue de leur fonctionnement et leurs rapports politiques d'en-bas, qui pourtant constituent l'antidote irremplaçable pour ne pas se faire séduire par les chants de sirènes du pouvoir d'État. Ainsi, les partis tendent à devenir exclusivement parlementaires, aussi bien dans leur vision politique que dans leur structure hiérarchique. Ce sont les groupes parlementaire qui jouent le rôle de direction dans les grandes questions politiques, avec la tendance récurrente à sous-estimer les structures des mouvements sociaux et des partis au niveau aussi bien national que régional. Ceux-ci sont donc amenés à ne s'occuper que de problèmes particuliers, de revendications immédiates ou de leur survie organisationnelle.

Dans le cas du FSP, l'épreuve de la participation aux gouvernements locaux est déjà en cours alors que se pose le problème de la formation éventuelle d'un groupe parlementaire à la suite des élections législatives de 2002. Aux élections locales d'octobre de l'année passée, le FSP avait appuyé cinq candidats gouverneurs et des candidats maires dans certaines villes. La surprise avait été que trois des candidats gouverneurs, dont deux très proches du projet du FSP, avaient été

élus.

Ce résultat n'est pas le fait du hasard. Les plans de réajustement imposés par le FMI en matière d'allocations budgétaires aux régions et aux communes, ont provoqué à l'avance une rébellion de la part de la majorité des maires et des gouverneurs élus, notamment de ceux de la région où on s'efforce d'appliquer les mesures du "Plan Colombie" visant à frapper les organisations insurrectionnelles au nom de la lutte contre le narcotrafic. Au bloc progressiste de trois gouverneurs élus en octobre se sont déjà ajoutés deux autres gouverneurs, ceux de Huila et Putumayo, terrains d'application du "Plan Colombie", et d'autres encore seraient en train de les rejoindre. En plus, tous ces gouverneurs ont fait une déclaration où ils s'engagent à construire une candidature présidentielle alternative. Le candidat commun en question serait le porte-parole public du FSP, Luis Eduardo ("Lucho") Garzon.

Le cas le plus important est celui du gouvernement de la région de Cauca, conquis par l'indigène Floro Tumubalà. L'élection de celui-ci est le résultat d'une large unité décollant d'importantes grèves générales d'indigènes, de paysans, d'ouvriers et de couches populaires, qui ont finalement gagné le soutien y compris des couches moyennes et bourgeoises de la capitale, Popayan. Ainsi, c'est un indigène qui gouvernera le département le plus traditionnel de l'oligarchie, zone d'application du "Plan Colombie". L'enjeu est donc d'une très grande importance : construire une alternative à ce plan de domination d'une portée régionale et continentale en partant d'un modèle de développement et de participation démocratique et plus concrètement d'une opposition à la stratégie de fumigation des cultures. Pour leur part, les indigènes ont pris la décision, qu'ils appliquent déjà, de procéder à une extirpation manuelle des plantations de coca. Le bloc social alternatif, dont le FSP, qui mène le combat sur le terrain politique, s'oppose à l'intervention nord-américaine, susceptible de provoquer une escalade du conflit armé.

Spécificités du FSP

Les partis et les fronts latino-américains du nouveau type se sont donnés les structures organisationnelles les plus diverses : comités de base, tendances, noyaux de travail. En ce qui concerne le FSP, tout reste à faire sur ce terrain : ici réside sa principale faiblesse. Il jouit d'une présence nationale, en particulier dans les médias, grâce à l'autorité qu'ont ga que des organisations sociales en tant que telles partagent avec des organisations politiques l'espace de direction. Jusqu'ici, cela se fait avec le but de faciliter la participation des différents secteurs sociaux par les lesquels s'expriment

aussi les différentes forces politiques.

Ces forces politiques ont dû faire face à la méfiance des organisations sociales et des intellectuels envers la conception de la "courroie de transmission", selon laquelle il appartenait aux partis d'élaborer la ligne politique et aux organisations sociales de l'appliquer. Il a été donc essentiel de réunir les membres du Comité national d'impulsion, en tant que dirigeants du mouvement ouvrier, de mouvements sociaux et de luttes politiques. Dans cet organisme ont droit à une représentation les forces politiques nationales (Parti communiste, Unidad democrática, Convergencia ciudadana et Presentes por el socialismo), les organisations sociales (écologistes, féministes, syndicats, dirigeants municipaux, retraités, transporteurs et intellectuels), des personnalités reconnues dans leurs milieux et même des militaires progressistes à la retraite.

Au mois de mars prochain le FSP devra approuver sa plateforme politique et les règles du jeu qui fixent les engagements des adhérents, la composition et le fonctionnement des organismes régionaux et nationaux et la sélection de ses candidats. Ce dernier point est particulièrement important puisqu'il existe des conceptions différentes : certains pensent à une simple coordination électorale, d'autres à un front dont chaque composante garde son autonomie, d'autres encore, comme nous, visent à construire une large autonomie organique collective, résultat de renoncements partiels aux autonomies originaires des participants. De la structure qu'on ira mettre en place, dépendront le futur du FSP, son projet tactique et/ou stratégique.

Il est clair que le regroupement a tendance à se développer sur le terrain territorial et sectoriel, même si les structures de base ne sont pas encore définies. Où devront entrer les centaines de milliers de citoyens qui veulent mener une lutte pour le changement, mais ne s'alignent sur aucune force politique et ne font pas partie des directions d'une organisation sociale ? Et où trouveront-ils un espace utile pour leur participation aux activités du FSP ? Il va de soi que c'est justement au niveau territorial ou sectoriel que ces gens peuvent s'intégrer. Il devront en même temps trouver des espaces démocratiques et de représentativité leur permettant de participer aux décisions régionales et nationales. Le trait nouveau du FSP, par rapport au PT brésilien, au FA uruguayen et au FMLN salvadorien réside dans le fait de reconnaître que les espaces sociaux sont fondamentaux pour l'élaboration politique et que les partis doivent apprendre à la lire et

à la systématiser, en partant de cette prémisse et en respectant l'autonomie des organisations sociales. Cela n'implique pas qu'ils renoncent au droit de les influencer, de l'intérieur et de l'extérieur, dans l'élaboration de leur programme indépendant et classiste, de même que s'efforcent de le faire les défenseurs du système. Quoiqu'il en soit, il ne faut pas céder à la tentation de passer d'un extrême à l'autre, comme il est parfois arrivé après le refus de la "courroie de transmission".

Tout le monde accepte désormais un fonctionnement avec des courants et tendances à l'intérieur. On ne saurait douter que la centrale syndicale (PIT-CNT), où confluent dans un esprit pluraliste des conceptions du monde différentes, est la colonne vertébrale qui soutient le FA uru-



guayen, composé de partis de gauche, de centre-gauche et du centre. Dans le cas du FLMN salvadorien, coexistent rénovateurs et orthodoxes, alors qu'il existe différentes tendances qui se veulent révolutionnaires dans le PT brésilien.

Cette situation ne va pas sans de sérieuses difficultés (qui sont plus importantes dans le cas du FSP où les regroupements internes sont encore en train de se développer). Néanmoins, les organisations susmentionnées ont réussi progressivement à s'acheminer vers des structures politiques centralisées où les majorités décident par l'application d'un centralisme démocratique nouvellement conçu. Elles visent à construire une force organique qui soit capable de mettre en question les gouvernements et de se poser, du moins théoriquement, le problème de la prise du pouvoir. Elles fonctionnent avec des directions collectives : dans le cas du PT et du FA elles combinent un tel fonctionnement avec le rôle personnel marqué de leurs candidats présidentiels, Lula et Tabaré Vasquez.

Les comités de direction du FSP fonctionnent jusqu'ici sur la base d'un consensus

majoritaire, formule qui n'est pas très claire mais s'avère suffisante à empêcher une paralysie à la suite de divergences ponctuelles. On vise à appliquer une règle du jeu empirique, selon laquelle on n'exclut aucune position politique, plus ou moins de gauche, plus ou moins électoraliste, et on garantit à tous la possibilité de s'expliquer suffisamment en participant aux débats. Une autre règle est celle qui exige une morale politique acceptée par tout le monde, qui implique une correspondance entre le discours et l'action et l'inexistence de pactes secrets derrière le dos de l'ensemble de l'organisation.

Le fonctionnement de la direction du FSP est spécifique dans la mesure où, dès le début, il se base sur son image extérieure et sur l'autorité et la crédibilité du président Lucho Garzon, qui est en même temps le président de la CUT et jusqu'ici le seul porte-parole du Comando nacional unitario (CNU). A l'intérieur on reconnaît également qu'aussi bien en tant que président de la centrale syndicale de gauche qu'à l'intérieur du CNU il a fait preuve de sa capacité d'équilibrer les différentes tendances qui existent. Il va de soi qu'un tel rôle personnel comporte un danger de caudilles, danger qui ne découle pas nécessairement de tendances personnelles de l'intéressé, mais plutôt de l'incapacité des autres à faire valoir un fonctionnement collectif.

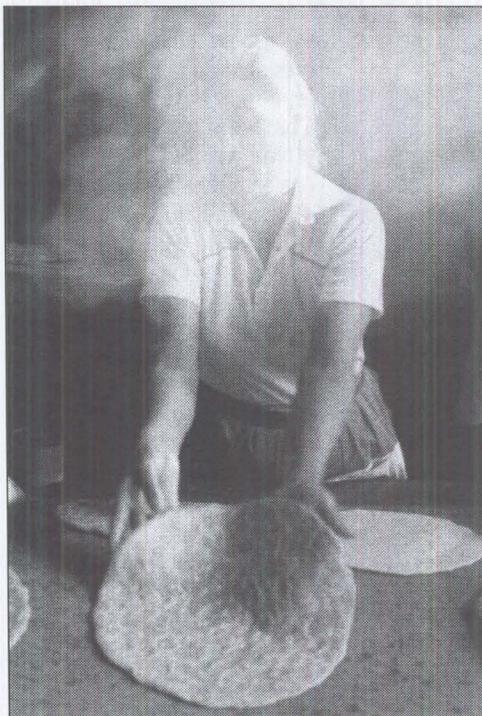
Dans le fonctionnement du FSP, les éléments de nouveauté constituent en même temps la plus grande complication. L'idée fondamentale est que les mouvements sociaux atteignent le terrain politique et se donnent leur propre expression politique. Mais cette idée n'est pas tout à fait claire et il n'est pas facile de l'appliquer. Pour des organisations politiques centralisées ne disposant pas d'un grand nombre de militants, il est relativement facile de prendre des décisions sur les problèmes conjoncturels et de perspective. Une telle approche est moins évidente en ce qui concerne des organisations syndicales et sociales de masse, qui doivent prendre leurs décisions dans des réunions nationales périodiques, où des problèmes sectoriels et de luttes concrètes rendent plus difficile pour les dirigeants d'analyser la conjoncture et de s'interroger sur les tâches politiques et sociales. Dans une telle logique, il y a le risque d'une double déformation de l'esprit initial du FSP :

- que les dirigeants sociaux soient obligés de s'exprimer sans consulter leurs adhérents ;
- qu'ils décident de se taire et de laisser l'élaboration politique aux "spécialistes" des partis.

Colombie

Nous devrions nous préoccuper dès maintenant de fixer des règles du jeu qui contrebalancent cette faiblesse intrinsèque des organisations sociales.

Mais un problème additionnel se pose déjà par rapport aux organisations syndicales. Beaucoup d'entre elles, dont la CUT en premier lieu, ont décidé à la majorité dans leurs congrès de promouvoir la fondation du FSP comme projet politique des travailleurs et du peuple. Toujours est-il qu'une chose est de contribuer à une telle fondation, une autre de transformer le syndicat en un courant politique qui, de surcroît, ne sera pas le seul au sein du syndicat lui-même. Une chose est la nécessité historique de la



classe travailleuse d'avoir sa propre expression politique, nécessité que personne n'a pu contester, tout en n'étant pas d'accord idéologiquement (telle est, jusqu'ici, l'attitude des syndicats de la CUT qui ne participent pas au front), autre chose est que cette représentation politique soit tenue à représenter tous les adhérents d'une organisation syndicale. En principe, la solution préférable serait qu'on construise une organisation unique des travailleurs et du peuple incluant et respectant les expressions et les tendances multiples qui existent. Mais la réalité dont nous avons héritée est plus complexe. Il faut chercher une solution qui, sur la base d'un projet politique d'unification, garantisse l'autonomie politique des organisations sociales et leurs traits distincts non programmatiques, structurels et fonctionnels.

A notre avis, une telle expression politique des mouvements sociaux populaires devra connaître deux moments :

- le moment unitaire, lutte de classes, de la démarche de fondation ;

- la participation à la construction et à la vie politique du FSP, dans le respect du pluralisme et surtout de l'autonomie lors des décisions.

Ainsi, si la majorité d'une organisation sympathise avec le FSP, ceux qui la composent agiront comme des militants politiques du FSP, tout en respectant les différences sur le terrain syndical ou social. Il sera possible d'adopter à la majorité des positions programmatiques et politiques et d'appuyer politiquement ou électoralement toute force politique luttant dans le même sens, mais il ne faudra pas intégrer tout le monde par décret au FSP ni exercer des pressions en matière de choix électoraux. Il faudra éviter à tout prix des dérives dans le sens du PRI mexicain. Dans les cas où des militants du FSP seraient minoritaires dans leur organisation de masses, ils devront avoir la possibilité de s'organiser à l'intérieur comme un courant socio-politique. Le débat sur de tels problèmes n'a eu lieu pour l'instant qu'au sommet des mouvements sociaux et les structures frontistes au sein de ces mouvements sont très peu nombreuses.

Un contexte de conflit armé et social

Dans un contexte de guerre tel qu'il existe en Colombie, la construction d'une force politique, qui exploite les espaces démocratiques restreints subsistant, se différencie de toutes les expériences antérieures en Amérique Latine. Au Brésil on sortait d'une dictature qui avait écrasé la contestation armée ; en Uruguay, il y avait un processus de consolidation des forces après le déclin de la guérilla urbaine et la survie clandestine tout au long de la dictature ; au Salvador, la nouvelle situation était le produit d'une négociation politique mettant fin au conflit armé. En Colombie, il y a une forte tradition de "combinaison de toutes les formes de lutte", qui a comporté, sur le terrain aussi bien politique que militaire, des constructions parallèles sur la base du même projet politique. Selon nous, une telle stratégie s'est épuisée, comme la pratique le démontre. A la suite des massacres qui ont mis fin au projet de la Union Patriótica, les forces de rébellion armées ne visent plus à construire des bras politiques légaux et les forces politiques de gauche ne considèrent pas valable une telle stratégie dans cette phase de la guerre, du fait de l'existence des forces paramilitaires accomplissant le sale boulot qui auparavant appartenait à l'État.

C'est pourquoi le FSP naît en affirmant son autonomie organique face aux projets de la rébellion armée, en avançant des critiques et en constatant qu'il existe des divergences programmatiques et méthodologiques mutuellement reconnues. Une telle approche n'est pas le produit d'une

manœuvre politique. Elle exprime une différenciation réelle entre la gauche qui mène la lutte armée et la gauche qui exploite les espaces sociaux et les conquêtes démocratiques très limitées qui subsistent. Aucune des deux parties n'exclut pour autant des convergences possibles dans le cadre qui se dessinera après la fin du conflit.

Le problème pour le FSP est comment se construire en tant que défenseur intransigeant de la démocratie politique, des transformations sociales et des droits de l'homme, au vif d'une guerre, alors que toute critique du système, de ses accords avec le FMI et du "Plan Colombie" est considérée comme subversive par les militaristes et la droite. Jusqu'à maintenant, son effort a visé à exploiter les espaces de légalité et l'accès aux médias. Il reste à voir dans quelle mesure le système acceptera que s'affirme cette option civique de gauche sans la considérer comme un objectif militaire. Il appartient, d'autre part, à la rébellion armée de respecter l'autonomie de la gauche représentée par le FSP et d'aborder les divergences dans un débat politique, tel qu'il pourra se développer dans la région sous le contrôle des FARC et en vue d'une convention nationale de l'ELN.

La question se pose de savoir si l'encaissement social que veut imposer le "Plan Colombie" amènera à supprimer les espaces politiques dans le cadre de la légalité néolibérale ; si la pression internationale et nationale obligera le gouvernement à briser les liens entre l'Armée et les forces paramilitaires et si cesseront les attentats contre des dirigeants politiques et syndicaux, comme celui qui a frappé récemment le camarade Wilson Borja, leader syndical des travailleurs de l'État ; si la criminalisation de la contestation sociale et politique s'arrêtera et si le gouvernement s'opposera radicalement à la sale guerre menée contre la gauche ; si on aboutira à un accord humanitaire sans impunité, à une reprise du dialogue avec les FARC et si la convention de l'ELN pourra avoir lieu dans une zone démilitarisée...

Il sera, toutefois, décisif que le FSP soit capable de définir d'une façon systématique des orientations qui répondent aux demandes et aux luttes partielles du peuple ; qu'il puisse élaborer un programme et une plate-forme de luttes qui contribue à la reconstruction des organisations sociales populaires et qu'il se prépare à agir comme direction politique au niveau des masses aussi bien au cours des négociations de paix que dans le cadre qui suivra le conflit. Les guerres se gagnent politiquement et on en tire profit socialement une fois qu'elles sont terminées. ■

La conquête du pouvoir, fin ou moyen pour le FSLN ?

Par
Valérie Techer*

Les élections municipales de novembre dernier ont été marquées par le retour des sandinistes à la gestion, dans la capitale Managua, après 10 ans de municipalité libérale, et dans 11 des 17 cabeceras départementales (équivalents de préfectures). Le FSLN a obtenu la majorité des voix dans 52 communes, le parti libéral (PLC) dans 94 et le parti conservateur (PC) dans 5.

Pourtant 50 000 voix manquent au Front par rapport aux dernières municipales de 1996. La campagne a versé dans la calomnie sans véritable projet politique pour les communes, sans débat sur le développement et a donné lieu à un scrutin très serré, entaché d'irrégularités. Le Conseil Suprême Electoral — l'un des objets du marchandage du pacte libéral-sandiniste (1) — sort de ces élections, définitivement désavoué, accusé d'avoir organisé la fraude.

Cependant, sa victoire dans les principales grandes villes du pays permet au FSLN de rompre avec le « syndrome de la déroute électorale », dû au choc de la perte du pouvoir en 1990. La perspective d'un retour au pouvoir se fait plus palpable, portant de nouvelles espérances. L'électorat sandiniste étant tenu pour relativement discipliné, ces élections ne permettent pourtant pas d'augurer du scrutin des présidentielles en novembre 2001. La direction du FSLN a choisi une stratégie à double front : regagner l'électorat sandiniste qui a déserté les urnes et capter l'électorat indécis en opérant un déplacement vers le centre. La victoire d'Herty Lewites à Managua devrait la conforter dans cette voie de « réalisme » politique inquiétant. On sait déjà que le FSLN devrait s'allier avec les sociaux-chrétiens menés par l'ex-contrôleur général de la République (2) Agustin Jarquin. Des pactes, il y en a eu d'autres. Pendant longtemps libéraux et conservateurs se sont ainsi partagés les charges du pouvoir. L'avenir du FSLN réside aujourd'hui dans la perception de l'ambiguïté des moyens de la reconquête du pouvoir, dont le pacte est emblématique,

son fonctionnement vertical et reste entière la question du programme qui sera soutenu et, en cas de victoire, appliqué.

Dans ce contexte, le Parti Conservateur (PC) sort gagnant de ces élections en se plaçant comme une possible troisième voie (avec 10 % des voix) et part sur le terrain de la dénonciation du pacte entre libéraux et sandinistes. Peu implanté au niveau local, il a grandement peiné à former des listes aux municipales mais pour les présidentielles, le secteur de l'oligarchie reste très dangereux et susceptible de s'allier avec les libéraux malgré les démentis du PC. Le total des scores des deux partis aux municipales est bien supérieur au score du FSLN. Une alliance anti-pacte autour du PC se profile et semble avoir les faveurs du puissant voisin américain, tant des démocrates que des républicains. Elle rallierait, entre autres, les libéraux démocrates et les ex-contras qui attendent toujours les terres, les financements et les postes promis par le PLC.

Dix ans de libéralisme

Les années de gouvernement sandiniste ont été porteuses de nombreux espoirs et d'avancées certaines, bien ancrés dans la mémoire collective. Les libéraux n'ont



« Le châtiement d'un corrompu » : le président Alemán (PLC) renversé par l'abstentionnisme, le vote FSLN et le vote conservateur.

d'ailleurs eu de cesse de reprendre à leur compte certains slogans de l'époque mais les réalités socio-économiques montrent qu'ils n'en sont restés qu'au stade des mots.

Depuis dix ans, le Nicaragua agonise du libéralisme. Cette situation est exacerbée par l'attitude revancharde et corrompue du gouvernement Alemán, et une gestion irresponsable et mafieuse du pays visant à revenir systématiquement et brutalement sur tous les acquis sociaux issus de la révolution.

La population souffre du chômage (on parle d'un taux supérieur à 65 %), de la pauvreté (et pour 17 % de sa population d'extrême pauvreté), de l'augmentation des tarifs des services publics et de l'essence, d'un manque d'attention patent à la fois sur ses conditions d'existence, les moyens d'en sortir et sur sa participation plus active aux choix politiques. Chaque nouvelle mesure

* Engagée dans le mouvement de solidarité France-Amérique latine (FAL), Valérie Techer est militante de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)

1. Le pacte portait officiellement sur la répartition des postes entre sandinistes et libéraux au Conseil Suprême Electoral (CSE), à la Cour Suprême de Justice et à la Contraloría General de la República (équivalent de la Cour des comptes). Il a été présenté sous l'angle de la recherche de la gouvernabilité aux militants sandinistes et comme une victoire pour le

FSLN. Il a pour effet de faire reculer la démocratie, de fragiliser la justice et d'entériner les pratiques de corruption et d'impunité. Il a aussi pour vocation d'instaurer un bipartisme. Les élections municipales au mois de novembre 2000 ont aussi tristement illustré le pacte officieux, puisqu'elles ont été l'occasion d'écarter du processus électoral des municipales et des présidentielles pas moins de 26 formations politiques pour différents motifs. Seulement 4 formations politiques ont pu déposer une liste alors qu'aux élections de 1996 on en avait comp-

té 27. Par ailleurs, le principe de supprimer la souscription populaire a pour effet de restreindre encore l'accès à l'exercice de la citoyenneté. Un pacte officieux s'est aussi dévoilé à l'occasion des faillites bancaires de ces derniers mois qui ont mis en péril le système financier national mettant en lumière le rôle du capital sandiniste dans la faillite de l'Interbank et plus généralement le détournement de dispositifs légaux de leur premier objet social.

2. Poste équivalent à celui du président de la Cour des comptes.

Nicaragua

libérale affaiblit le pouvoir d'achat et restreint le nombre et la qualité des services offerts à la population. La précarité entraîne son cortège de violences, de corruption, de désocialisation et de dépendances en tout genre (drogues, sectes, prédicateurs, alcool, etc.). La jeunesse est en danger, menacée par déscolarisation et la précarité. Les femmes aussi : une sur trois est victime de violences conjugales, nombre d'entre elles vivent seules avec leurs enfants. Les revenus des femmes qui travaillent atteignent à peine 40 % de ceux des hommes (3). La croisade d'Alemán dans la lutte anti-avortement, avec notamment l'instauration d'une journée de « l'enfant non né » et la chasse aux sorcières contre des ONG accusées de pratiquer l'avortement de manière illégale, sont particulièrement significatives du traitement qui leur est réservé.

Le milieu rural dont le Nicaragua tire 80 % de ses richesses agonise, surendetté, faute de soutien à la production comme de moyens financiers (accès au crédit, subventions) et d'appui technique. Ce ne sont pas les investisseurs étrangers tant convoités par les directions politiques et une industrie inexistante mais les petits producteurs qui produisent la richesse nationale. La dépendance alimentaire s'est considérablement aggravée ces dernières années. Les marches des paysans et les occupations de terres ont aussi marqué les régions du Nord où les petits producteurs vivent majoritairement. La concentration de la propriété de la terre est de retour, faisant parler de contre-réforme agraire. Acculés, les paysans vendent leur terre pour des bouchées de pain et le secteur agroalimentaire du capital sandiniste n'est pas le dernier à en profiter.

Les droits les plus élémentaires des communautés de la côte Atlantique sont bafoués tous les jours : santé, éducation, mobilité, citoyenneté. La région n'a jamais intéressé un gouvernement et est livrée à elle-même dans le plus grand dénuement.

3. PNUD, Rapport sur le développement humain au Nicaragua, rendu public le 17 août 2000

4. Il s'agit de primaires pour l'investiture des candidats pour les députés départementaux, les députés à l'Assemblée nationale, les représentants au parlement centro-américain (PARLACEN) et du candidat à l'élection présidentielle. En 1996, la consultation avait touché 400 000 personnes et le FSLN avait obtenu 600 000 voix aux élections nationales qui l'ont suivie.

5. Victor Hugo Tinoco, socio-

logue, a été Ambassadeur aux Nations Unies et vice-ministre des affaires étrangères dans les années 80. Il est aujourd'hui membre de la direction du FSLN et député. Il a représenté le gouvernement nicaraguayen dans la quasi totalité des négociations de paix avec la contra. Il est l'un de ceux qui incarnent la gauche de la direction nationale du FSLN et a combattu avec vigueur la corruption.

6. Alejandro Martinez Cuenca est un représentant du capital sandiniste, entrepreneur originaire de Grenade. Il est considéré comme très proche des

L'exclusion du processus électoral du mouvement Yatama a provoqué la révolte des Indiens et la désertion des urnes aux municipales (80 % d'abstention en Région autonome Atlantique Nord). Dans cette région, 48 % de la population âgée de plus de 6 ans est analphabète.

Les secteurs populaires n'ont pourtant pas baissé les bras, de nombreux mouvements sociaux très durs et désespérés ont agi ces dernières années, pour combattre la déréglementation, les privatisations et les licenciements chez les fonctionnaires dans les secteurs des transports publics, des télécommunications, de l'électricité, de l'éducation (mouvements étudiants et grèves des enseignants) et de la santé. Les augmentations de salaires chez les enseignants continuent de mobiliser (ils sont les moins payés d'Amérique centrale).

Déchirements du FSLN

Pendant de temps, le FSLN s'est entredéchiré et n'a pas réussi à mobiliser ses bases populaires avec lesquelles il n'a jamais véritablement travaillé. On peut même dire que sa direction, constamment empêtrée entre le souci de ne pas se couper de sa base et celui de se doter d'une image "responsable" en flirtant avec les responsables des organismes financiers supranationaux comme le FMI ou la Banque mondiale, s'est en fin de compte détournée de sa base en ne soutenant que timidement certains conflits sociaux.

L'avènement en 1999 du pacte promu par le noyau dur du Front, et ses conséquences sur la vie démocratique du pays, aura eu cependant pour effet singulier de remobiliser autour de l'unité des sandinistes et de la défense du projet révolutionnaire. Des rapprochements et rencontres se multiplient entre sandinistes des courants internes et externes. Les critiques contre le « danielisme » (du prénom d'Ortega, principal dirigeant du FSLN) sont très dures, mais

organismes financiers supranationaux. Cuenca apparaît comme le poulain du frère de Daniel Ortega, le général en retraite Humberto Ortega, qui vient de présenter dans les hautes sphères du FSLN une proposition de centre droit et qui demande à Daniel Ortega et à Victor Hugo Tinoco de retirer leur pré-candidature. La proposition consiste, entre autres, à accepter les règles du marché et de la globalisation, à se réconcilier avec l'Eglise catholique. Herty Lewites, nouveau maire de Managua, appartient à cette sphère politique centriste.

elles portent souvent plus sur la forme que sur l'analyse du fond.

Le 21 janvier 2001, le FSLN organise la « consulta popular » (4) qui a pour vocation de permettre aux militants sandinistes et sympathisants de choisir les candidats qui seront désignés pour les élections générales du 5 novembre 2001. Il s'agit de présenter les candidats qui ont le plus d'appui populaire. On peut gager que Daniel Ortega aura préparé avec soin sa route pour les présidentielles. Les responsables départementaux du Front lui font allégeance et dans ces conditions, il apparaît difficile que les autres candidats à l'investiture présidentielle, Víctor Hugo Tinoco (5) et Alejandro Martinez Cuenca (6), aient une quelconque possibilité de gagner cette élection. Peut-on pour autant parler d'appui populaire à Ortega ou s'agit-il d'un fonctionnement conforme à l'orthodoxie du FSLN ?

La gauche du FSLN s'est longtemps autocensurée par peur de porter la responsabilité d'une défaite. Est-elle aujourd'hui plus organisée et plus mûre pour proposer un projet politique aux Nicaraguayens ? Pour l'heure, c'est un nouveau pré-candidat pour contrer la quatrième candidature de Daniel Ortega qu'elle soutient. C'est ainsi que Víctor Hugo Tinoco a présenté un engagement que l'on peut qualifier de candidature du changement et de consensus.

L'électorat a changé, les jeunes qui vont voter n'ont pas pu apprécier le gouvernement sandiniste des années 80 et seront certainement plus sensibles au contenu de ses propositions et à sa manière de faire de la politique. Selon le recensement de 1995, environ un million de jeunes qui n'étaient pas en âge de voter en 1990 a aujourd'hui entre 16 et 25 ans.

Les vieilles peurs du service militaire et du retour de la guerre avec un retour des sandinistes au pouvoir sont désormais moins sensibles sauf dans certaines régions rurales où elles ont la peau dure.

Le FSLN reste le seul à faire des propositions sociales concrètes de nature à faire démarrer le développement. C'est le cas des mesures financières pour soutenir pour les petits producteurs, même si dans le même temps le FSLN ne parvient pas à reconquérir son électorat dans le milieu rural. Malgré toutes ces contradictions, le FSLN est aujourd'hui encore une option de progrès social, porteuse d'espoir par ses militants de base qui quotidiennement luttent pour survivre, tentent de s'organiser pour ne pas rester les « laissés-pour-compte » du libéralisme et de la globalisation dans laquelle le Nicaragua part d'avance perdant. ■

FSLN : la décomposition vient de loin

Par
Vilma Nuñez Escorcía*

La lutte que nous avons engagée au Nicaragua pour renverser la dictature de Somoza, la lutte que, depuis le Front sandiniste, nous menons pour la révolution fut aussi une lutte pour les droits de l'homme. Il a toujours été difficile pour moi d'établir une frontière : jusqu'où puis-je aller en tant que révolutionnaire et jusqu'où en tant que militante des droits de l'homme ? Car j'ai toujours pensé que la lutte pour les droits de l'homme est une révolution.

J'ai pris part aux luttes contre Somoza depuis que je suis étudiante ; je me suis engagée dans les rangs du FSLN bien avant la lutte insurrectionnelle, jusqu'à mon emprisonnement en 1979. Quand j'étais encore en prison et que le gouvernement révolutionnaire était encore au Costa-Rica, je fus nommée vice-présidente de la Cour Suprême de Justice. Le travail de réorganisation d'un pouvoir judiciaire qui servirait les intérêts du peuple du Nicaragua absorba tout mon temps pendant les années de la révolution.

On n'a pas construit de parti

Je suis une militante de la deuxième promotion du FSLN, mais pendant les années 1980, je ne fus qu'une militante de base. Je ne fus que la secrétaire politique de mon comité de base. Je ne participais d'aucune manière aux structures de direction du Front et je n'avais aucun lien avec elles. Ce fut ainsi jusqu'à l'échec électoral du FSLN en 1990. Ce ne fut qu'après la désertion, le désenchantement, le repli de beaucoup de militants — même parmi ceux qui occupaient des postes clés dans les structures du Front — que la direction se mit à remarquer quelques-uns d'entre nous, qu'elle n'avait jamais vus. C'est mon cas. C'est à partir de 1990 qu'on commença à venir me chercher pour m'assigner certaines tâches et pour diriger quelques activités officielles du Front.

Pendant qu'il était au pouvoir, le Front Sandiniste ne parvint pas à se développer en

tant que parti politique. Le mouvement politico-militaire, l'organisation "guerrillera", qui prend le pouvoir par les armes, devint un gouvernement qui administre un pays. Le temps manqua pour construire une organisation politique, pour développer un parti, pour consolider des instances démocratiques de direction et de participation. Le temps manqua, à cause de la nature des circonstances, ou parce qu'on ne se posa pas ce problème, car les grands chefs pensaient que ce n'était pas nécessaire ? En tout cas, ce fut une grave erreur commise par des directions trop verticales, pas assez démocratiques, jamais remises en question et qui ne se justifiaient pas autrement qu'en évoquant la guerre imposée par les USA.

L'échec électoral démontra que le FSLN n'était pas prêt à assumer le rôle d'un parti politique d'opposition. Avec l'échec arriva la "piñata" (1) : ce mot me semble inadéquat mais il explique une série de faits lamentables qui ont été des étapes fondamentales dans le chemin qui mène à la décomposition du FSLN.

Avec la confusion Etat-parti qui régnait pendant les années 1980, bien des donations que le FSLN recevait en tant que parti passaient automatiquement à l'Etat. A partir de l'échec électoral, on jugea que le patrimoine du Front était une base indispensable pour pouvoir garder le parti en vie.

Cette idée justifia la répartition de certains biens d'Etat/du parti entre des prétendons déterminés. Mais, très vite, ce qui devait être patrimoine du parti se retrouva concentré entre quelques mains. Les lois 1985 et 1986 — tardifs efforts pour pallier l'erreur de n'avoir pas impulsé, à temps et



L'image des sandinistes n'est plus ce qu'elle était...
Herty Lewites, nouveau maire (FSLN, favorable au pacte avec les libéraux) à Alemán :
«Merci de me donner le biberon, mon gros ! »

avec une base légale, la distribution des propriétés — furent aussi utilisées par certains pour s'approprier des biens. Les abus que de hauts dirigeants et des cadres intermédiaires commirent, protégés qu'ils étaient par ces lois, dénaturèrent la légitime redistribution de la propriété et en particulier de la propriété urbaine.

L'absence d'une organisation politique adaptée aux nouvelles circonstances, la corruption autour du partage des propriétés, l'insécurité et l'individualisme exacerbés par la déroute électoral sont les trois axes autour desquels s'articulent les faits qui expliquent la décomposition de la direction du Front sandiniste.

La débâcle morale

A partir de 1990 les dirigeants histo-

*Vilma Nuñez Escorcía, militante historique du FSLN, préside le Centre de défense des droits de l'homme du Nicaragua. Elle vient d'être élue en janvier 2001, vice-présidente de la FIDH.

Nous présentons ici le débat animé par Vilma Nuñez Escorcía sur la crise du FSLN, rapporté par la revue *Envío*, publiée par la Universidad Centroamericana de Managua, dans son numéro de janvier-février 2000. Traduit de l'espagnol par Olga Balaguer.

1. La "piñata" : le gros lot, la mainmise des dirigeants sur les richesses.

Nicaragua

riques de FSLN prennent des caractéristiques différentes et s'écartent de la base. Daniel Ortega seulement continua d'être sur le terrain. Bien que tenant, comme les autres, de l'autoritarisme et de l'absence de transparence, il avait l'air "d'accompagner" les secteurs populaires dans leurs luttes contre le nouveau modèle économique néolibéral. Nous comprenons aujourd'hui qu'il y avait dans son comportement un aspect "d'instrumentalisation" de ces luttes qui lui permettait de conserver son statut de dirigeant politique et de développer ses positions de chef.

Je suis parmi les dernières à avoir compris que la façon verticale et autocratique de diriger du FSLN, que l'on critique ouvertement aujourd'hui, était déjà en germe lors des années de la révolution et n'a fait que grandir. Cependant, à cause du domaine où j'ai travaillé pendant la révolution — le domaine juridique, légal, constitutionnel — je me suis rendu compte, dès le début, que le gouvernement qui se profilait ne croyait pas aux lois, qu'il estimait que les formalités juridiques n'avaient aucune valeur, entre autres raisons parce qu'on pensait que la révolution durerait toujours, qu'il y aurait toujours un gouvernement révolutionnaire au pouvoir.

A la Cour Suprême de Justice, le docteur Roberto Argüello et moi-même, avons dû faire face, sans aucun succès, à beaucoup de changements légaux erronés, que nous étions obligés de toujours accepter sous le prétexte de "défense de la révolution". De nombreuses institutions juridiques furent instaurées en marge de la légalité en vigueur, cette légalité que la révolution elle-même était en train de créer. Nous plaidions pour le respect des lois en adaptant leur application aux circonstances et de telles attitudes nous mettaient en porte-à-faux. Le soupçon et le rejet pesaient en permanence sur nous. On nous considérait avec méfiance. On nous taxait de légalistes et de réactionnaires, personne ne croyait en nos qualités révolutionnaires.

Les discussions étaient continues parce que nous n'avons cessé de faire en sorte que les choses soient conformes aux lois. L'échec électoral nous a donné raison. Si, par exemple, les terres et les maisons des pauvres leur avaient été attribuées, légalement et en temps voulu, ce qui est arrivé par la suite n'aurait pas eu lieu et il n'aurait pas été nécessaire d'avoir recours à des lois de dernière minute qui, d'une certaine manière, discréditèrent les efforts de justice sociale de la révolution et permirent à certains de profiter et de s'enrichir.

Après 1990, le FSLN a commencé de

s'organiser comme un parti politique et a convoqué son premier congrès pour 1991. En cette occasion, j'ai été invitée par la Direction nationale à intégrer la Commission électorale du FSLN. C'est ainsi que j'ai participé à l'élaboration des premiers statuts et de la première déclaration de principes, à l'élection des premiers cadres du parti issus d'un congrès. En cette occasion aussi, sans l'avoir prévu et sans désir aucun, j'ai été proposée et élue par le congrès comme coordinatrice de la première Commission d'éthique, créée justement pour faire face aux nombreuses questions adressées à certains dirigeants à cause de la "piñata"

Ni la décomposition de la direction du FSLN ni sa débâcle morale ne datent d'aujourd'hui. C'est un processus qui vient de très loin ; de nombreuses anecdotes peuvent illustrer cette douloureuse affirmation. J'ai eu l'occasion de voir de près certains signes de cette décomposition en participant à la Commission d'éthique. C'est là où j'ai commencé à me rendre compte de la gravité de la crise des hautes instances du FSLN. A cette époque, toutes les questions tournaient autour du problème du patrimoine du Front : de quoi s'agissait-il ? qui l'administrait ? comment était-on en train d'utiliser ces biens ? Si des justifications politiques avaient permis de transférer certains biens du patrimoine de l'Etat révolutionnaire au patrimoine du FSLN, rien ne pouvait justifier le fait que certains sandinistes s'enrichissent individuellement grâce à ce patrimoine collectif.

Afin qu'il occupe le poste de trésorier du FSLN — c'est-à-dire d'administrateur du patrimoine du parti — le congrès a désigné Henry Ruiz, qui a eu ce bon mot : « Je suis un trésorier sans trésors ». En réalité, il n'a été trésorier que de nom, jamais on ne l'a laissé diriger, jamais on ne l'a vraiment informé de la nature du patrimoine du parti.

Depuis la Commission d'éthique, nous avons entamé une bataille pour avoir des informations sur la réalité du patrimoine du FSLN en tâchant de sauvegarder la fonction et le pouvoir du trésorier. Mais nous n'avons rencontré qu'obstacles de tous les côtés. Nous avons peu à peu compris que la Direction nationale ne tenait pas à ce que nous nous informions au sujet des propriétés qui constituaient le patrimoine du parti.

Nous avons vu aussi que tous les dirigeants qui maniaient des richesses refusaient de fournir leur déclaration de probité à la Commission d'éthique, selon les règles que le congrès avait établies. De quelle autorité morale vont-ils se prévaloir aujourd'hui pour interpeller le Président Alemán quand il refuse de remettre sa déclaration de res-

sources au Centre de contrôle ?

Ils se méfiaient de nous. Peu à peu nous avons compris qu'ils n'avaient créé la Commission d'éthique que sous la pression de la solidarité internationale et de l'opinion publique nationale, dont les critiques redoublaient du fait de la "piñata".

En les pressant beaucoup, nous les avons obligés à nous livrer des informations sur les propriétés du Front. Ils nous ont bien fourni une liste mais dont les données ne permettaient pas d'apprendre quoi que ce soit sur lesdites propriétés. Le trésorier devait garder cette liste, avaient-ils dit, car "l'ennemi" ne devait pas avoir connaissance de ces données. Je dois avouer qu'au sein de la Commission, nous avons alors accepté cette justification, bien qu'avec un certain malaise. Aujourd'hui, les déclarations de Daniel Ortega me semblent grossières lorsqu'il dit que le FSLN ne possède pas d'entreprises et n'a aucun patrimoine car dans la liste minimum qu'ils nous ont donnée en 1992, il apparaissait que trente grandes entreprises étaient des propriétés du Front.

Dans la Commission, nous avons dû affronter des dénonciations gravissimes de corruption contre des camarades sandinistes de tous niveaux, qui étaient accusés de faire un mauvais usage des biens du Front. Lorsque, depuis la Commission, nous demandions des informations à la Direction nationale, on ne nous répondait pas ou on nous dissimulait ces informations. Et quand c'était à moi de présenter, lors des réunions de l'Assemblée sandiniste, les rapports du travail de la Commission, les camarades ne manquaient pas, qui me disaient que j'étais « en train de détruire l'image des leaders en posant au sein de l'Assemblée sandiniste ce genre de questions »... Dans la Commission d'éthique, non seulement nous n'avons jamais eu la possibilité d'obtenir des réponses satisfaisantes aux dénonciations qui nous parvenaient mais nous avons dû rendre publics certains cas. La direction nationale protesta et nous critiqua précisément parce que nous faisons notre devoir.

Dans un premier temps, j'ai considéré ma participation à la Commission d'éthique comme une forte stimulation. Dans la pratique, elle a été une des expériences les plus douloureuses de ma vie de militante : je ressentais l'impossibilité d'agir en accord avec les principes, les statuts du parti et les règles de la Commission.

Pour cette raison, lors du second congrès du FSLN de 1994, je n'ai plus voulu accepter quelque responsabilité que ce soit dans la Commission. J'ai déclaré publiquement : cela a constitué ma plus grande frustration au sein du parti. En cette occasion,

j'ai été élue membre de l'Assemblée sandiniste et, grâce aux votes que j'ai obtenus, j'ai pris la tête de la liste.

Lorsque j'ai commencé à participer à l'Assemblée sandiniste — théoriquement la plus haute instance du parti — j'ai progressivement constaté que cet organisme de direction ne fonctionnait pas. Nous ne recevions des informations qu'à propos de ce qui était déjà décidé. Nous ne décidions de rien, nous ne faisons qu'avaliser et soutenir ce que d'autres décidaient. En quelques occasions, ils nous écoutaient et nous pensions que notre opinion allait être prise en compte. Mais c'était une illusion. Cette situation se renforça de plus en plus et souvent Daniel Ortega informait de ses décisions lors d'une manifestation ou par le biais des médias et, ensuite, il réunissait l'Assemblée sandiniste pour lui dire ce qui faisait déjà partie du domaine public. Cette façon de diriger provoqua, parmi les membres de l'Assemblée qui aspirions à un système démocratique et de participation réelle aux structures du parti, une déception de plus en plus profonde.

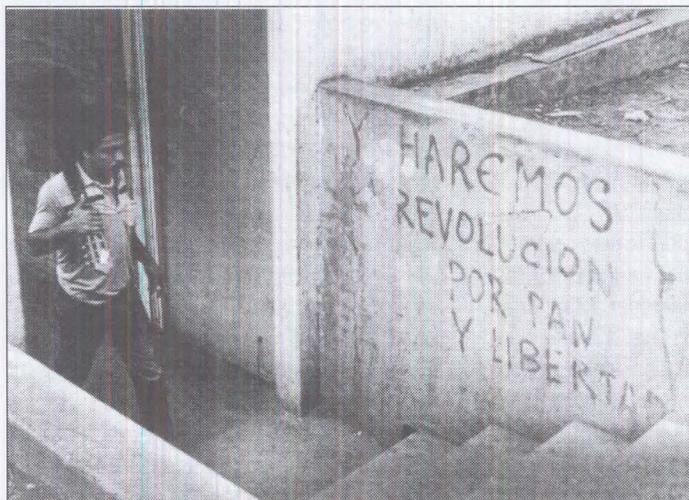
Le pacte avec la droite

Au moment des élections de 1996, j'étais convaincue que le FSLN ne l'emporterait pas avec Daniel Ortega comme candidat.

J'étais convaincue aussi que, malgré la crédibilité dont je jouissais dans et hors du parti, je n'avais aucune chance de gagner si j'avais contre moi le pouvoir du parti ; néanmoins, je décidai d'accepter la proposition de beaucoup de militants, d'hommes et de femmes, et je fis part de ma candidature lors de la consultation interne du FSLN, une expérience nouvelle qui aurait pu être un exercice de démocratie. Je pris cette décision aussi convaincue de mon insuccès que certaine de lancer là un défi qui prouverait si la démocratisation, dont parlait la direction du FSLN, était véritable. Je pariai sur la démocratisation et non sur la victoire, je pariai sur la revendication de la place et des droits des femmes. Daniel Ortega ne comprit jamais que ma candidature était un effort pour démocratiser le FSLN, il se persuada que ce n'était que la plus grande manifestation d'irrespect qu'on pouvait lui infliger en tant que dirigeant. Ce qui arriva lors de la consultation, me fit prendre conscience de la nécessité d'impulser de nouvelles luttes afin de démocratiser le FSLN.

Le deuxième échec électoral du FSLN, celui de 1996, nous prouva une nouvelle fois que le FSLN ne croyait pas vraiment aux institutions juridiques. Daniel Ortega dénonça la fraude avec ardeur, mais le FSLN n'utilisa

pas tous les recours que la loi électorale mettait à sa disposition pour contester les élections, au moins partiellement. Ils se contentèrent d'user et d'abuser du discours sur la fraude électorale. C'est le Centre des droits de l'homme qui dénonça les anomalies électorales auprès de la Commission inter-américaine des droits de l'homme de Washington qui, l'année suivante, s'occupa de notre dénonciation et ouvrit un dossier sous le numéro 11 878.



Les premières années de la révolution sandiniste :
« Nous faisons la révolution pour le pain et la liberté »

Lorsque, au cours de ces mois, nous cherchions, au sein des structures du FSLN, des informations et des éléments de preuve qui nous permettraient de démontrer devant la CIDH les anomalies électorales, nous ne les trouvions jamais, et non parce qu'ils refusaient de nous les donner mais parce qu'ils n'en avaient pas. Lors des élections de 1996, ils ont agi de façon désorganisée, soucieux seulement du tapage et des images de la campagne électorale. Je crois que cela explique une des raisons de leur échec électoral.

Cet échec — inattendu pour les structures du FSLN, bien qu'il en soit le responsable — et l'analyse menée par la direction à propos des avantages obtenus grâce au protocole de transition souscrit en 1990, en tant que gouvernement sortant, avec le nouveau gouvernement de doña Violeta, après une défaite électorale bien moins inattendue, conduisirent au pacte actuel. Les hautes instances estimèrent que la voie la plus facile pour conserver des places et des quote-parts de pouvoir avec le nouveau gouvernement de Arnoldo Alemán, d'une nature très différente de celui de doña Violeta, était le même : pactiser. Nous savons aujourd'hui que, dès le 12 janvier 1997, deux jours après l'arrivée au pouvoir de Alemán, alors qu'on entendait toujours les discours furibonds

dénonçant la fraude, la première réunion privée entre Daniel Ortega et Arnoldo Alemán eut lieu. D'autres suivirent. Ce jour-là naquit le pacte, qui est aujourd'hui consommé (2).

Le pacte des hautes instances sandinistes avec le gouvernement de Arnoldo Alemán est l'un des derniers actes qui cristallisent la décomposition politique et éthique de la direction du FSLN. Depuis des années, ils s'étaient éloignés de la cause du peuple, des bases du sandinisme ; ils ont renoncé à faire partie de l'opposition et se sont alliés à un gouvernement dont la pensée et les agissements sont semblables à ceux de Somoza afin de conserver leurs quote-parts de pouvoir et d'en acquérir d'autres.

Le pacte ne se résume pas seulement à des transformations légales et institutionnelles prises en accord entre la direction libérale et la direction sandiniste. Ce qui importe le plus, c'est le pacte souterrain, tous les arrangements destinés à garantir les quote-parts de pouvoir aux Ortega et à leurs vassaux. Il ne s'agit pas d'une spéculation. La véritable motivation de ce pacte c'est que la direction du FSLN veut se garantir, entre autres choses, des propriétés de valeur qui sont aujourd'hui entre les mains de coopératives ou font partie de l'Aire de propriété des travailleurs (Area de Propiedad de los Trabajadores, APT). Maintenant, le pacte met l'accent sur cet aspect, le projet de l'APT, mot d'ordre de certains idéologues sandinistes, tout comme le nouveau projet socialiste, est presque oublié et disqualifié par la direction du FSLN, qui non seulement estime qu'il a échoué mais s'appliqua à le faire échouer. Les propriétés « des travailleurs » ont été négociées par la direction du FSLN au sein du pacte. Le FSLN est aussi à la recherche d'un autre de ses objectifs : la possibilité de revenir au pouvoir grâce aux réformes constitutionnelles et électorales dérivées du pacte.

Le pacte porte atteinte à la démocratie et au pluralisme politique, qui sont les principes mêmes de la révolution, proclamés

2. Cf. note 1 de l'article de Valérie Techer, en page 25 de ce numéro d'*Inprecor*.

Nicaragua

dans le Statut fondamental, grâce auquel les "muchachos" arrivèrent au pouvoir, le fusil dans une main, tandis qu'ils brandissaient de l'autre le texte d'une loi qui allait instaurer la démocratie.

Le pacte porte atteinte aux institutions de la démocratie. Il tente d'organiser un Etat garantissant les intérêts troubles des deux groupes qui ont pactisé. Il va politiser le pouvoir judiciaire en l'ajustant à ces intérêts et en le poussant à échouer de différentes façons. Il va approfondir la politisation qui existait déjà dans le pouvoir électoral. Et, ce qui est encore plus grave, il met fin à l'organisme de contrôle général de la République (Controlaría General de la República), la seule institution gouvernementale qui avait acquis une certaine crédibilité grâce à son combat contre la corruption.

Il est difficile d'accepter toutes ces réalités, il est douloureux de les admettre, il est aussi dangereux de les évoquer. Mais, si au Nicaragua, chacun, chacune d'entre nous refuse d'assumer ses responsabilités, nous ne nous en sortirons jamais. Si nous nous laissons intimider par ceux qui ont pactisé, nous ne nous en sortirons jamais.

Le pacte a porté la crise au sein du FSLN jusqu'à un point qui jamais n'avait été atteint. Les hautes instances traversent une crise grave. Depuis 1998 cette crise présente un élément nouveau. En plus des questions

éthiques, provoquées par la "piñata", et qui se reflétaient déjà dans la distance qu'il y avait entre la direction et la base, dans l'instrumentalisation des luttes des secteurs populaires, dans l'immense méfiance à l'égard de la direction, un événement qu'on ne peut pas ne pas mentionner vint encore creuser la crise. Il s'agit de la plainte de Zoilamérica contre Daniel Ortega (3).

Cette plainte ne discrédita pas seulement la figure de Daniel Ortega en tant que dirigeant politique, elle a affecté tout le parti, ce dont Daniel Ortega porte la responsabilité. Il aurait dû assumer ce fait pour ce qu'il était : une dénonciation contre lui en tant qu'individu, il aurait dû agir de façon responsable afin de tirer au clair la vérité : les faits évoqués étaient-ils vrais ou faux ? Mais il a préféré se taire et a donné l'ordre au Front sandiniste, dans sa totalité, de se taire aussi. Les ordres étaient : ne pas parler de cela. Et tous d'obéir, de ne pas croire Zoilamérica, même si on la croyait et que les évidences étaient commentées par tous. Il semble incroyable que des femmes sandinistes, se réclamant de la lutte des femmes aient pu se taire par crainte ou aient pu se soumettre aux ordres et au discours officiel qui tenta de tout expliquer comme s'il s'agissait d'une conspiration politique !

Non seulement Daniel Ortega se cacha derrière son immunité, esquivant ses respon-

sabilités en tant que personne et en tant que dirigeant devant tout le pays, mais il manqua aussi de respect à l'égard de l'ensemble des militants. Au cours de ces deux années, il n'y a même pas eu une réunion pour expliquer, en privé, ce qui était vraiment arrivé. Au milieu de la débâcle morale des dirigeants du FSLN, un événement de cette taille ne peut pas être considéré comme étranger au pacte. Daniel Ortega craignait que les libéraux ne le dépouillent de son immunité de député : certains affirment que la précipitation à conclure ledit pacte n'est pas sans rapport avec cette crainte. Et en vérité — même s'il était en gestation bien avant l'affaire de Zoilamérica — on ne peut pas nier que l'absence de responsabilité de Daniel Ortega transforma cet événement en un nouvel épisode des manœuvres du pacte.

Parmi les militants du FSLN, un grand nombre refuse de se soumettre, se pose des questions et s'inquiète. Mais, après la douloureuse expérience du départ de nombreux militants et militantes de valeur qui quittèrent le FSLN pour former le MRS en 1994, tous les groupes qui, aujourd'hui, critiquent unanimement la direction actuelle du parti — Izquierda del FSLN, Iniciativa Sandinista, Sandinistas por la Dignidad, Foro Sandinista (4), et bien d'autres — sont convaincus que la lutte pour sauver le FSLN, pour le transformer et en faire, de nouveau, un instrument pour le combat populaire, doit être menée en son sein. Beaucoup d'obstacles doivent être surmontés.

Parmi les groupes et les courants critiques, qui sont nés ou se sont renforcés après le pacte, il continue d'y avoir des batailles pour l'hégémonie des uns ou des autres, des conceptions différentes de l'unité existent. Il est clair qu'il y a beaucoup à faire et que le chemin à parcourir est long. Je pense, qu'en ce moment, le principal c'est de ne pas avoir peur car l'un des facteurs qui œuvre contre la transformation du FSLN, c'est la peur qui domine les militants. La peur de briser des mythes. La peur d'être réduit au silence par les représailles. La peur aussi de perdre les moyens matériels que la révolution a donné à certains. Ce qui nous unit c'est la conviction que le FSLN n'appartient pas aux hautes instances de la direction, qui le gardent sous séquestre, mais qu'il appartient à l'ensemble des sandinistes. Et pas seulement aux sandinistes. Il appartient au peuple du Nicaragua, car il est né de lui. Pour toutes ces raisons, il est urgent que le sandinisme réagisse et élabore le projet adéquat pour ce moment de l'histoire du Nicaragua et du monde.

3. La belle-fille de Daniel Ortega Saavedra l'accusait d'inceste. Ortega manqua surtout de respect aux jeunes nicaraguayennes et à leur famille en prétendant qu'il s'agissait d'une affaire « qui pouvait arriver dans toutes les familles » (sic).

4. En s'intitulant la gauche du FSLN (Izquierda del FSLN), le mouvement a, dès sa création, tout pour agacer et inquiéter sérieusement le noyau dur du Front. Résolument anti-pacte, la critique portait sur le fonctionnement mais aussi sur les choix politiques et les dérives droitières. Mené notamment par Monica Baltodano, députée de Managua et très impliquée dans la lutte contre la corruption dans la gestion municipale d'Alemán à Managua, elle a cependant souvent porté la critique par des attaques personnelles qui ont plus fait penser à une lutte entre cadres. La sanction pour les attaques virulentes et répétées contre le clan Ortega, vient de tomber. Monica Baltodano a été récemment écartée de la possibilité de poser sa candidature (janvier 2001) pour la députation à

Managua lors de la prochaine consulta par un "procès" orchestré par le comité départemental du FSLN l'accusant de s'être auto proclamée leader de la gauche du FSLN. De nombreux cadres du FSLN se sont insurgés de la mesure qui revient aussi à offrir sur un plateau un siège de député à Alemán. Elle a choisi de rester dans le Front et de continuer son travail militant de base.

En 1994, au moment où l'ex-vice président du gouvernement sandiniste, Sergio Ramirez choisissait de fonder un mouvement externe, le MRS (Movimiento Renovador del Sandinismo), s'est créé le mouvement interne Iniciativa Sandinista. Irving Lario, Guillermo Rodriguez et Irving Davila, anciens dirigeants de mouvements étudiants (Frente Estudiantil Revolucionario) qui optent dès 1993 pour réunir des militants qui critiquent durement la direction sur les choix politiques, l'organisation et l'éthique. Ce ne sont pas des cadres du Front. En 1996, dans un manifeste intitulé « Jornada heroica de Pancasan », ils s'opposent radicalement à la

candidature d'Ortega à la présidentielle arguant que c'est le meilleur moyen pour perdre les élections. Ces militants de base soutiennent à cette occasion la candidature de Victor Hugo Tinoco, membre de la direction du FSLN, candidat au poste de secrétaire général du FSLN. Tinoco n'ira pas jusqu'au bout. C'est un courant clairement opposé au pacte et au clan Ortega qu'ils accusent de dévoyer la révolution. Aujourd'hui, ils sont toujours proches de Tinoco et semblent plaider pour un pacte social avec la société civile. Sandinistas por la Dignidad et Foro Sandinista sont aussi des courants internes anti-pacte.

Il n'y a pas de divergences politiques majeures entre ses courants internes mais c'est davantage leur réunion autour de la lutte anti-pacte qui les caractérise et la recherche de l'unité de tous les sandinistes y compris ceux qui ne sont plus dans le FSLN. Ils ont peu d'appuis populaires et se sont davantage fait connaître par voie de presse comme garants du projet révolutionnaire.

La réduction du temps de travail façon "gauche plurielle"

Par
Charles Paz*

Le gouvernement du PS, du PC et des Verts s'attache à mettre en avant la réduction du temps de travail à 35 heures comme la principale réussite sociale de son action.

Pour un observateur extérieur au secteur privé et concurrentiel dans lequel s'appliquent aujourd'hui les lois Aubry (du nom de la ministre du travail socialiste qui a porté ces textes), la proposition peut apparaître attractive, voire radicale. A l'étranger elle peut être présentée comme l'audacieuse voie à suivre par tous ceux qui soutiennent la politique social-démocrate du gouvernement Jospin, ou comme le mal absolu par les droites libérales. Y compris en France, les partis de droite et les organisations patronales ont dénoncé l'étatisme de la mesure, ses effets néfastes pour la compétitivité des entreprises françaises. Le MEDEF, la principale organisation patronale qui regroupe les représentants des secteurs dominants de l'économie, n'a pas ménagé les déclarations hostiles à la mesure.

La réalité dans les entreprises et les branches professionnelles est bien différente de ce débat par bien des aspects très politiques. Sur le terrain, la majorité des directions des entreprises a, tout en défendant officiellement les positions de l'organisation patronale, été en pratique à l'initiative de conclusions d'accords locaux "d'aménagement et de réduction du temps de travail", très souvent aidée par la politique de la CFDT qui s'est engouffrée dans ce processus. A l'inverse, les structures syndicales d'entreprise des différentes confédérations syndicales (notamment CGT et FO) subissaient la loi, et les travailleurs la regardaient avec scepticisme et parfois même de la crainte. Pourquoi cela ?

Une rupture dans l'histoire.

En France, l'imposante législation sociale est née par des textes sur le temps de travail. Après une loi de 1814 instituant les

dimanches et les jours des fêtes catholiques chômés, la durée du travail sur les 6 autres jours se situait entre 12 et 14 heures par jour. Elle est ramenée par une loi de 1900 à 10 heures par jour qui deviennent 8 heures en 1919, soit des semaines légales de 48 heures. En 50 ans la durée quotidienne de travail a ainsi été réduite de près de 30 %. Elle ne va plus beaucoup bouger depuis.

La réduction va passer par d'autres canaux. En 1936, par l'instauration des 40 heures (2 jours de repos par semaine) et de 2 semaines de congés payés. En réalité, dès 1938/1939 la durée hebdomadaire réelle se situe entre 44 et 45 heures (avec paiement des heures supplémentaires) jusqu'à la fin des années 60. Avec la crise et la montée du temps partiel, la durée hebdomadaire moyenne réelle va diminuer pour atteindre 40,5 heures en 1981, puis 39 en 1982. Entre temps la durée des congés est passée à 4 semaines, puis 5 en 1982.

A chaque fois le processus était le même : une mobilisation ouvrière à laquelle le gouvernement répondait par l'adoption de lois s'appliquant à tous les salariés. Cette fois-ci le schéma était tout autre...

Ce petit retour en arrière permet de voir que la diminution du temps de travail n'a jamais cessé, mais que sa forme a varié. Depuis 1982 la quantité globale de travail a continué à diminuer, essentiellement par le chômage. La question d'une nouvelle réduction formalisée du temps de travail a alors été mise en avant par le gouvernement en 1998.

Les objectifs des uns... et des autres

Pour les travailleurs, l'aspiration à la diminution du chômage et à l'amélioration des conditions de travail était et est toujours très forte, même si la revendication de la réduction du temps de travail sans perte de

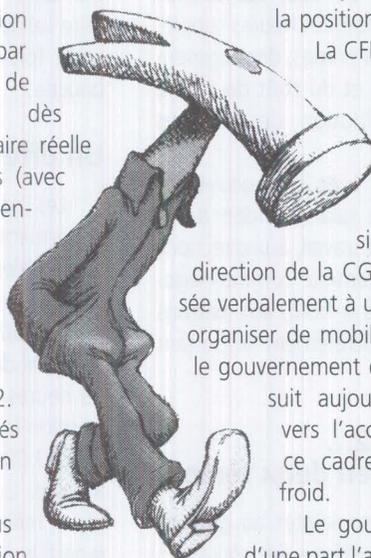
salaires n'était quasiment pas mise en avant dans les mobilisations.

Les directions syndicales se sont de plus en plus systématiquement disposées pour la négociation à froid, en dehors de toute mobilisation, pour aboutir à des accords de partenariat, appelés "gagnants-gagnants" avec les organisations patronales, comme s'il n'y avait pas conflits d'intérêts irréconciliables entre patrons et salariés. C'est la position traditionnelle de FO.

La CFDT depuis son "recentrage" a adopté une position plus droite encore en défendant la nécessité de concessions réciproques. La direction de la CGT, qui avait été opposée verbalement à une telle politique sans organiser de mobilisations réelles contre le gouvernement de la gauche plurielle, suit aujourd'hui une évolution vers l'acceptation officielle de ce cadre de négociations à froid.

Le gouvernement souhaitait d'une part l'adoption d'une mesure symbolique autour de la réduction du temps de travail, d'autre part l'instauration de ce qu'il appelle une "république sociale". Il s'agit pour lui d'éviter tous les motifs d'affrontement centraux, unificateurs pour le combat des travailleurs, au bénéfice de cadres de discussion où les directions syndicales négocient les régressions, les attaques contre les travailleurs par entreprise ou par branche professionnelle. Le gouvernement n'a plus qu'à entériner les reculs négociés entre les partenaires sociaux, les directions syndicales étant censées représenter démocratiquement les travailleurs.

Les patrons avaient eux aussi un objectif politique cohérent. C'est le refus de "l'étatisme" et le choix de la négociation à froid de toutes les lois sociales avec les directions



* Charles Paz est le pseudonyme d'un Inspecteur du Travail, militant de la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IV^e Internationale.

France

syndicales, dans un cadre où le rapport de forces en dehors des luttes est en leur faveur, surtout avec la division syndicale. Quand un syndicat ne veut pas signer, il suffit de donner une satisfaction partielle à un autre pour avoir un accord applicable, même signé globalement par des organisations minoritaires. Ce sont les syndicats les moins exigeants qui signent pour tous. Les patrons avaient enfin un objectif visant à augmenter la rentabilité de leurs entreprises par plusieurs moyens :

— L'augmentation de la durée d'utilisation des machines qui coûtent de plus en plus cher et doivent être remplacées de plus en plus souvent ;

— La diminution des stocks coûteux par l'instauration du juste à temps, des flux tendus qui imposent un travail irrégulier sur l'année, la semaine, en fonction des commandes ;

— La diminution du coût des salaires directs par la suppression des heures supplémentaires, des diverses primes, des augmentations automatiques, et du coût du salaire indirect par la diminution des charges sociales.

Par les lois Aubry 1 et 2, le gouvernement va donner aux salariés l'idée de la réduction du temps de travail, aux directions syndicales une place centrale comme négociateurs professionnels à froid, aux patrons tout ce qui était concrètement important pour eux.

Aubry 1, Aubry 2... une manœuvre en deux temps

Depuis 1982, les socialistes au gouvernement avaient l'objectif de lier réduction du temps de travail et flexibilisation du travail. Le texte de 1982 qui instaurait les 39 heures hebdomadaires à la place des 40 heures acquises en 1936 a ouvert toutes les brèches dans lesquelles les gouvernements de droite vont s'engouffrer, en 1987, puis en 1993. Il instituait l'annualisation du calcul du temps de travail en décomptant les heures supplémentaires sur l'année, prévoyait la possibilité de mettre en place la modulation des heures de travail sur l'année par accord d'entreprise, en proposant aux entreprises qui diminueraient le temps de travail une subvention, prévoyait la possibilité pour des accords d'entreprise d'être moins favorables aux travailleurs que ne le sont les lois ! Ces mesures amplifiées jusqu'en 1996 n'ont eu qu'un effet limité.

Par la première loi Aubry le gouvernement créait la contrainte formelle. Il fixait une date à partir de laquelle la durée légale serait fixée à 35 heures, en prévoyant que les

modalités de réduction et de calcul du temps de travail seraient négociées entreprise par entreprise. Mais la loi liait explicitement la flexibilité à la réduction du temps de travail, et prévoyait en outre des aides financières pour les patrons en cas d'embauche de 6 % de salariés pour une réduction de 10 % du temps de travail. L'objectif était d'obliger à des négociations éclatées, branche par branche, boîte par boîte, pour aboutir à toutes sortes de flexibilités adaptées aux "contraintes des entreprises", les seules limites légales étant les maxima de 10 heures quotidiennes et 46 heures hebdomadaires.

La loi Aubry 2 confirmait la date légale pour atteindre les 35 heures en entérinant les flexibilités négociées et en éliminant quelques dispositions extrêmes. Elle donnait en outre aux patrons des exonérations de charges considérables à condition de négocier avec les syndicats majoritaires ou de faire valider l'accord par référendum, le tout cette fois-ci sans aucune obligation d'embauche.

Un effet très faible sur l'emploi

Les services statistiques du Ministère s'évertuent à valoriser les réussites gouvernementales, avec beaucoup de difficultés. La Ministre annonçait en septembre 2000 que plus de 50 % des salariés du secteur privé, soit plus de 6 millions de salariés, étaient à 35 heures (la loi est d'application progressive selon la taille des entreprises), et que plus de 200 000 emplois avaient été créés par la mesure. Ces chiffres officiels sont significatifs : même en prenant les faits avec le regard le plus positif, on voit que moins d'un tiers des heures supprimées ont été compensées par l'embauche !

Mais le chiffre de 200 000 embauches doit être relativisé.

— Dans une phase de reprise économique, il y a naturellement embauche, y compris dans les entreprises qui n'ont pas réduit leur temps de travail. Comment peut-on différencier la part due aux 35 heures de celle de l'effet reprise ? En outre les entreprises qui ont engagé des négociations ont gelé toute embauche dès le début du processus... pour les réaliser dès la signature !

— Les chiffres annoncés mesurent la différence des effectifs déclarés par l'entreprise avant et après la signature de l'accord. Le suivi des embauches est à peu près fiable, mais il n'y a aucune garantie sur le chiffre de départ. Si l'employeur n'y a pas intégré les intérimaires et divers précaires, leur embauche bien réelle ne change rien à la réalité dans les ateliers et les bureaux. De la

même manière, il n'est pas obligé de prendre en compte les heures supplémentaires. S'il les supprime avec l'accord 35 heures, les embauchés peuvent simplement compenser ces heures supplémentaires.

— Le niveau moyen de qualification à l'embauche n'est pas pris en compte : pour le statisticien, une embauche est une embauche. Pour le travailleur à son poste, une embauche dans un autre service l'oblige à faire en 35 heures le travail de 39 heures. Le patron qui avait besoin de techniciens, de régisseurs, de cadres, de commerciaux répond à ses obligations en les comptabilisant. Les embauches sont rarement faites aux postes d'opérateurs peu qualifiés : 66 % des entreprises ont "développé" la polyvalence, ce qui se traduit souvent par une augmentation des qualifications requises à l'embauche.

— Enfin l'effet emploi le plus important lié à la réduction du temps de travail est maintenant passé. Les employeurs avant janvier 2000 avaient une petite obligation d'embauche. Ils n'en ont plus aucune pour tous ceux qui passeront aux 35 heures à partir de maintenant !

L'explication essentielle des limites de l'effet emploi tiennent à la conjonction flexibilité-annualisation-réduction du temps de travail.

Systématisation de la modulation du temps de travail

Les patrons essayaient depuis 15 à 20 ans d'installer l'annualisation, la modulation de la durée de travail sur l'année, la flexibilité. Mais c'était difficile, car même les directions syndicales les plus droitières hésitaient à signer des accords de régression sur ce terrain. La contre-partie formelle de la réduction du temps de travail a débloqué la situation. La quasi-totalité des accords (84 %) prévoit l'adaptation aux fluctuations de l'activité. 64 % d'entre eux mettent en place la modulation des horaires, l'annualisation soit par jours de repos, soit par semaines de durées différentes. Certains prévoient même la possibilité du travail du samedi en heures normales. Un quart des accords (25,8 %) augmente l'amplitude d'ouverture, 20 % augmentent la durée d'utilisation des équipements.

Les délais de prévenance de salariés en cas de changements d'horaires sont très brefs. Avant la loi on avait déjà 9 % des salariés qui ne connaissent leurs horaires que pour la semaine à venir, 8 % pour le lendemain, et 5 % que le jour même ! Ces chiffres ne pourront que s'aggraver. Les jours de repos sont seulement pour une part au choix

des salariés et les plages de récupération étroites. C'est-à-dire que le plus souvent le repos des travailleurs ne se fait pas en fonction de leurs besoins, mais pour ceux de la production. Le travail en équipes qui avait repris son essor depuis les années 1980 amplifie son emprise puisqu'il concerne 37 % des ouvriers d'industrie et 60 % des établissements industriels de plus de 500 salariés.

Par ailleurs la réduction comptable est souvent grignotée par le décompte de la durée du travail. Divers avantages existant dans les entreprises, les accords, les coutumes (jours de congés exceptionnels, pauses, départs anticipés, souplesses dans le décompte des horaires, etc.) sont regagnés par les patrons dans les accords dès lors qu'on décompte le temps de travail en heures effectives sur l'année. Une étude du Ministère de novembre 2000 dans les grandes entreprises qui ont négocié en refusant les aides met en évidence que la réduction effective du temps de travail y est en moyenne de 5,4 % et non de 10,3 % à cause de ces calculs !

En outre, l'individualisation des horaires qui place, en cas de tension ou de surcroît de travail, les salariés seuls face au patron, s'est développée : elle est prévue par 57 % des accords.

Au lieu d'avoir une amélioration nette des conditions de vie et de travail, tous ces paramètres additionnés arrivent dans bien des cas à annuler toute amélioration réelle, voire à aggraver les conditions de vie. L'exemple de Renault à Cléon où les travailleurs sont maintenant obligés de manger un casse-croûte dans les ateliers au lieu du repas en cantine qu'ils avaient auparavant est significatif.

Même s'ils travaillent moins en temps comptabilisé les salariés sont soumis aux obligations patronales au moins autant et parfois même plus qu'auparavant.

L'intensification du travail

Elle se fait de plusieurs manières.

Tout d'abord le patron cherche à maintenir son niveau de production malgré la diminution du nombre d'heures travaillées. La seule obligation de la loi Aubry 1 est l'embauche statistique de 6 %. On l'a vu, ces 6 % ne sont pas respectés en réalité dans les structures de production directe. Quand bien même ils le seraient, pour maintenir le niveau de production, il faut augmenter de 4 % la productivité des travailleurs. En réalité ce sera souvent plus.

Ensuite la flexibilité augmente la productivité. Plutôt que de travailler moins à cer-

taines périodes de l'année et plus à d'autres avec des heures supplémentaires, les salariés sont moins présents quand il y a peu de boulot et plus quand il y en a beaucoup : les périodes moins dures diminuent au profit des celles où on travaille un maximum.

Les nouveaux modes de travail, liés au juste-à-temps, à la polyvalence, à la responsabilisation des tâches, des contrôles... avec les changements des rythmes de travail, augmentent le stress au travail, les maladies professionnelles comme les troubles musculo-squelettiques, les troubles du sommeil. Combien de travailleurs craquent en face de la souffrance au travail ? Les contraintes dues au rythme de travail sont en extension permanente. Alors qu'à

peine 10 % des ouvriers déclaraient en 1984 travailler sous les contraintes de l'ordre de l'heure, ils sont 35 % aujourd'hui. Un tiers déclarent ne pas quitter leur travail des yeux, la proportion passant à 54 % chez les ouvriers industriels : il faut de plus en plus travailler dans l'urgence.

Toutes les mesures permises par les 35 heures Aubry et mises en place par le patronat visant à augmenter la rentabilité du travail ne font qu'accentuer ces processus.

On travaille moins de temps peut-être, mais on travaille davantage !

Baisse du coût du travail

Pour les salariés les 35 heures se traduisent par une période de stagnation des salaires.

La loi ne prévoit le maintien du salaire que pour les salariés payés au minimum légal, le SMIC. En réalité la plupart des accords signés (94 %) maintiennent au moment du passage aux 35 heures tous les salaires. Mais pour les 2 ou 3 années suivantes, 42,5 % des accords prévoient un blocage et 13 % une modération salariale... les autres ne disent rien, mais en fait dans la quasi-totalité des cas le patronat applique de fait cette modération.

Les salariés qui augmentaient leur revenu avec des heures supplémentaires voient souvent leur feuille de paie diminuer. Avec la modulation, le nombre de ces heures se réduit.

Pour les patrons les accords obligent

immédiatement à payer 35 heures travaillées 39 heures, mais les compensations sont très importantes : augmentation des aides et surtout diminution massive des charges sociales patronales. La diminution des charges sociales est l'enjeu d'une bataille acharnée des patrons. Le salaire indirect qui revient aux salariés par le biais des retraites, de la couverture maladie dans le cadre d'une gestion non privatisée leur est insupportable. Ils veulent le diminuer pour arriver au système en vigueur aux USA par exemple : une couverture très minimale pour tous et le reste par assurance privée pour offrir une réelle garantie maladie ou vieillesse.

La seconde loi Aubry satisfait une partie de cette demande patronale. Son objectif essentiel est l'augmentation pérenne de l'exonération des cotisations sociales patronales sans aucune autre condition (rien sur les embauches par exemple) que la signature de l'accord avec des représentants du personnel ou la validation de l'accord par référendum. Elle fusionne l'aide à la réduction du temps de travail (4 000 francs par salarié par an) avec les allègements de cotisations patronales pour les salaires allant jusqu'à 1,8 fois le SMIC, soit environ 12 250 francs bruts mensuels. Jusqu'à présent, avec les mesures d'allègement de charges issues du gouvernement de droite précédent, l'exonération allait jusqu'à 1,3 fois le SMIC (environ 8 850 francs brut mensuels : 5 millions de salariés étaient concernés) et se montait à environ 13 000 francs par an pour un smicard, puis était dégressive. Avec Aubry 2, elle passe à 21 500 francs par an pour un salarié payé au SMIC (auxquels il faut ajouter les 4 000 francs d'aide à la réduction du temps de travail, du simple fait d'appliquer la loi) et est dégressive jusqu'à 1,8 SMIC : le nombre de salariés concernés va considérablement augmenter.

C'est le coût global du travail qui est changé par cette loi.

Il va falloir payer ! Le montant global annuel des exonérations de charges est passé de 4,2 milliards de francs en 1993 à plus de 43 milliards en 1998. Le montant prévu pour l'année 2000, avec environ 4 millions de salariés concernés par la réduction du temps de travail passe à environ 64 milliards, mais lorsque tous les salariés du privé seront aux 35 heures, il dépassera les 100 milliards par an, chaque année, sans limite de durée. Le gouvernement ne sait pas



France

encore exactement comment payer (c'était un des points de débat entre lui et le MEDEF sur l'utilisation de gains des caisses de cotisation chômage, Aubry souhaitant sans succès financer une partie de cette somme avec ces recettes).

Les patrons rognent également sur les salaires. Avant la modulation, pour adapter la production il y avait plusieurs moyens : en période très basse, le chômage partiel, et en période haute, les heures supplémentaires et l'intérim. Tout cela a un coût qu'on peut réduire, voire supprimer avec l'annualisation : les heures effectuées au delà de 35 heures par semaine en période haute ne sont pas payées en heures supplémentaires dès que la moyenne de l'année se situe à 35 heures.

Intégration des syndicats

La victoire du gouvernement a été de gagner l'ensemble des directions des grandes confédérations syndicales à la flexibilité et l'annualisation. Il y a quelques années seule la CFDT les défendait. Aujourd'hui, sous la pression combinée du patronat et du gouvernement, toutes les confédérations ont signé des accords qu'elles dénonçaient il y a 5 ans...

Comment cela a-t-il été possible ? Le patronat et le gouvernement, chacun à sa manière et avec ses objectifs, aidés par les directions syndicales, CFDT en particulier mais aussi FO et CGT à leur manière, ont réussi à imposer le principe de négociation donnant-donnant, gagnant-gagnant, y compris intégrant des dérogations à la loi non favorables aux travailleurs.

C'est une rupture historique dont il faut prendre la mesure.

Jusqu'au recentrage de la CFDT, les directions syndicales réformistes refusaient l'affrontement central avec le patronat et le gouvernement tout en négociant sur le dos des travailleurs des petites avancées de loin inférieures à ce qui était possible, en évitant de remettre en cause les équilibres de la société. Les loi Aubry et le gouvernement de la gauche plurielle ont réussi dans le contexte politique actuel à intégrer toutes les confédérations dans une autre logique : pour que les patrons lâchent quelque chose, il faut que nous aussi soyons capables de lâcher quelque chose, il est indispensable d'agir ainsi pour être reconnus comme partenaires. Et cette pression s'est exercée partout, négociation décentralisée oblige. Dans toutes les branches et dans toutes les entreprises, les équipes syndicales, éclatées entre elles, ont été confrontées au problème, obligées de composer dans un univers difficile,

amenées à entériner ou laisser passer de mauvais accords, cherchant au mieux à ce qu'ils soient les moins mauvais possibles. On a du mal à rencontrer des équipes syndicales combattives satisfaites de l'accord signé chez elles !

En outre la loi a innové avec un système appelé le mandatement. Jusqu'à présent, seule une section syndicale constituée dans une entreprise pouvait signer un accord. Il fallait donc que se constitue une forme d'organisation collective, même limitée, contre le patron. Mais il y a beaucoup de petites et moyennes entreprises sans syndicat. Pour contourner le problème et permettre la signature d'accords partout, le gouvernement a changé les règles du jeu. Un salarié mandaté par un syndicat peut maintenant négocier un accord qui, pour ouvrir droit aux aides financières, doit être avalisé par un référendum des salariés. Pour une vraie section syndicale créée grâce au mandatement, combien de dizaines de salariés, sans véritable structuration collective dans l'entreprise, poussés par leur patron ont été mandatés pour conclure un accord, peu contrôlé par les confédérations qui n'ont ni le temps ni les moyens de le faire. On ne peut en effet comparer la dynamique d'une nouvelle section syndicale qui se crée pour combattre le patron, les travailleurs étant ulcérés par l'injustice et cherchant l'organisation collective face à lui, avec le salarié qui, plus ou moins poussé par le patron, fait ses premières armes syndicales comme négociateur perdu dans un imbroglio juridique... Or c'est la voie principale de la signature des accords Aubry : 50 % des accords ont été signés par des salariés mandatés, contre 24 % par des vraies sections syndicales (le reste est l'application directe d'accord de branche, sans négociation locale).

Quand on connaît la difficulté de négocier, puis de contrôler l'application de ces accords de RTT, avec une section syndicale réellement active, combattive... on comprend les dégâts partout ailleurs, dans 74 % des entreprises où l'application directe se fait par le patron, où les salariés mandatés ne deviennent pas délégués syndicaux et où les travailleurs n'ont pas de section syndicale pour agir collectivement ni les moyens de contester ce que le patron fait de l'accord. Les débats politiques publics entre le patronat et le gouvernement n'ont pas empêché les patrons sur le terrain d'être à l'offensive, car ils ont vite compris tout ce qu'ils pouvaient tirer de cette loi. On s'est retrouvés dans la situation d'une loi d'un gouvernement de gauche, décriée publiquement par le patronat, mais en pratique mise en place à son initiative sur le terrain, et pas par les

organisations syndicales qui se sont trouvées placées par le dispositif en situation défensive !

Les 35 heures sont, en outre, par ce biais un facteur d'intégration accentuée des organisations syndicales.

En guise de conclusion ...

Bien évidemment on peut trouver des entreprises où la réduction du temps de travail est à l'avantage des salariés. Elles sont très rares. Nous devons tirer le bilan global de ce qui se veut être une mesure emblématique du gouvernement de la gauche plurielle, de ce qui se passe dans la majorité des cas, et essayer de comprendre et d'expliquer les raisons de cette situation.

Pour le mouvement ouvrier l'idée d'une réduction massive du temps de travail, pour créer de l'emploi et améliorer les conditions de vie et de travail est une perspective positive, enthousiasmante. Pourquoi le processus engagé n'a-t-il pas dynamisé les équipes militantes, les syndicats combattifs, les travailleurs, pour les mobiliser contre le patronat en s'appuyant sur les lois Aubry ? C'est simplement parce que le gouvernement a saboté la notion positive de réduction du temps de travail en la couplant avec la flexibilité, puisqu'il a donné à partir de là tous les cadeaux aux patrons et que les directions syndicales réformistes se sont engouffrées dans le dispositif.

Pour les salariés ne reste qu'une diminution comptable de la durée annuelle du temps de travail qui dans le meilleur des cas améliore légèrement leurs conditions de vie, mais le plus souvent pas vraiment avec l'annualisation et l'augmentation de l'intensité du travail (d'où le souhait majoritaire de voir la réduction en jours de repos plutôt que la réduction quotidienne), et provoque le blocage des salaires.

Pour les directions syndicales, il y a l'insertion dans un rôle recentré dans la négociation gagnant-gagnant.

Pour le patronat, derrière la contrainte des 35 heures payées 39, il y a la flexibilité et la modulation qui favorisent l'intensification du travail, l'économie sur les coûts salariaux, la diminution massive des charges sociales jusqu'à 1,8 fois le SMIC, et une place plus ouverte à une négociation remettant en cause les acquis ouvriers des directions syndicales.

La loi Aubry 1 a été une loi-piège pour les travailleurs, qui de fait, sous le couvert verbal de la satisfaction d'une revendication ouvrière, a ouvert contre eux une offensive tous azimuts amplifiée par la seconde loi.

La vache folle "rouge et verte"

(suite de la dernière page)

part très importante responsable des hausses du coût de la santé du fait des prix prohibitifs qu'ils fixent pour les médicaments. Pourtant dès le 16 janvier, le SPD a déclaré qu'après la démission d'Andrea Fischer remplacée par la social-démocrate Ulla Schmidt, le projet de Fischer relatif à une nouvelle loi sur la technologie génétique ne sera pas poursuivi. Dans ce domaine donc, où il n'y a pas (encore) de gros scandale, on se permet même d'effacer le maquillage vert (qui était déjà assez peu visible avant).

La réaction des consommateurs, dans le cas de la crise récente de la vache folle en Allemagne, a été brutale. Les ventes et les prix des viandes bovines ont chuté. Mais les "consommateurs", en fait, ont très peu de pouvoir. Très vite, ils ont appris que dans des saucisses déclarées "de volaille" il y avait aussi de la vache, et pas de la meilleure (le steak, c'est en fait moins risqué que la cervelle, la chair qu'on gratte des os, etc.). Et quand "le consommateur" décide de s'en tenir au poisson, il lit dans les journaux qu'on alimente les truites et les carpes avec la même farine animale (tout le monde est d'accord qu'ils ne sont pas des ruminants !). Pour le reste, personne ne connaît les maladies de demain à cause des substances aromatisantes dans n'importe quel produit nutritif industriel, etc. De toute façon, "le consommateur" a dû lire également dans les journaux a) qu'une alimentation saine, bien entendu, coûtera très cher, et b) que deux millions de bovins, dont 400 000 en Allemagne, vont être tués, sans test ESB, simplement pour faire remonter les prix.

Les propositions les plus "radicales" provenant du nouveau ministère de Renate Künast et du gouvernement SPD-Bündnis 90/Die Grünen (dans ce gouvernement on ne discute même pas si le critère du profit dans la production alimentaire n'est pas en soi une irresponsabilité) auront pour effet, d'après les pronostics les plus optimistes, d'obtenir que jusqu'à l'an 2005 10 % de la production agricole se fera en respectant des critères "écologiques-biologiques" clairement définis. Et ces produits ne vont pas être consommés par les plus démunis — déjà aujourd'hui, même en Allemagne, d'après des sondages reconnus comme représentatifs, 50 % des consommateurs achètent uniquement d'après le critère du prix le plus

bas. Et la ligne générale de la politique économique et sociale du gouvernement, en continuité avec celle de Kohl, va agrandir ce pourcentage.

Instabilité structurelle

La crise de la vache folle, version allemande, n'a peut-être pas amené une vraie crise gouvernementale. Néanmoins, elle montre l'instabilité structurelle de la politique de gestion du capitalisme contemporain avec une ligne s'efforçant de combiner l'idéologie néo-libérale à l'intégration des syndicats, des mouvements et mécontentements populaires. Cette instabilité a déjà "consommé" sept ministres sous Schröder (et il en reste auxquels ça peut arriver également assez vite, l'un pour son passé de militant d'extrême gauche "musclée", l'autre pour utilisation des avions de la Bundeswehr pour des voyages plutôt privés, un autre encore pour la banalisation de l'uranium dans les bombes et grenades de l'OTAN aux Balkans...). Rappelons que c'est Oskar Lafontaine qui fut la première "victime", car il voulait réintroduire quelques éléments de régularisation dans la "globalisation" et la généralisation du capitalisme sauvage. Mais sans grands mouvements contestataires à la clé, sans luttes syndicales ou mouvements de grèves significatifs, ce n'était pas à l'ordre du jour. Pourtant, de part et d'autre, le mécontentement peut rejaillir, et personne ne sait, sur quels problèmes et pour quels objectifs précis.

Continuité et spécificité

Fin octobre 2000, à Berlin, des membres de syndicats, de mouvements sociaux, d'associations diverses (pour la paix, pour la protection de l'environnement, etc.) se rencontrèrent pour discuter du bilan "mi-temps" après deux années de gouvernement "rouge-vert". Dans tous les domaines, la continuité avec le gouvernement Kohl est très claire. Par exemple non seulement les Verts, mais aussi le SPD, avaient promis de mettre fin à l'exportation d'armes, ou au moins de respecter des critères stricts. Mais sous Schröder, l'Allemagne reste le troisième exportateur d'armements au niveau mondial, et ce rôle s'est plutôt renforcé. La "nouvelle morale" ne suffit même pas pour priver l'Etat turc d'armes, entre autres de chars Leopard II (« seulement pour les tester » — sur qui ?) *made in Germany*. Dans le domaine de la politique extérieure, comme Kohl, Schröder veut faire valoir l'Allemagne comme une puissance de premier plan, débarrassée à tout jamais de son passé.

Confronté aux attentats nazis de plus en plus nombreux, ce gouvernement prend l'initiative non seulement de manifestations, mais aussi d'une interdiction du NPD devant la Cour suprême (Verfassungsgericht), mais continue la politique ultra-dure contre les réfugiés — déclarant en même temps (la logique de la "green card") qu'il faut faire entrer en Allemagne les gens, dont on a économiquement besoin. Dans tous les domaines, c'est la même chose, mais les mouvements contestataires piétinent ou se décomposent, ne démarrent pas bien ou s'arrêtent trop vite. Et il n'y a pas de manifestations syndicales comparables à celles des 350 000 à Bonn en 1996, qui voulaient « chasser Kohl ».

Pour le moment, "l'intégration" à la sauce néo-libérale fonctionne. Du fait de l'effet démographique (cette fois-ci, c'est vrai) et de la bonne conjoncture économique, le chômage de masse a connu une certaine baisse. Mais en même temps, tant en ce qui concerne la conjoncture que le chômage, le fossé entre l'est et l'ouest de l'Allemagne se creuse de plus en plus. Les orgies de la privatisation continuent, mais tous les effets n'en sont pas encore ressentis par la masse des salariés.

La différence entre les gouvernements Schröder et Kohl, ce n'est pas seulement et pas en premier lieu la présence des Verts. Dans les questions sociales, ces derniers se positionnent assez souvent à la droite des sociaux-démocrates de souche. La spécificité de ce gouvernement est bien illustrée par le fait qu'il a, très vite et sans adopter une "ligne Lafontaine", installé « l'alliance pour le travail et la compétitivité » qui réunit les sommets du patronat, du mouvement syndical et des représentants du gouvernement. Voilà l'intégration sociale (en termes marxistes : la "collaboration de classes") : il y a quand même un but commun, c'est d'être plus forts que les autres dans la concurrence "mondialisée". Mais c'est pour faire passer quoi, en Allemagne ? L'objectif principal semble être celui d'entamer la privatisation des fonds de pension. Une gigantesque source de profits potentiels pour les compagnies d'assurances ! Et c'est un ministre du travail social-démocrate émanant de la direction de l'IG Metall, Walter Riester, qui s'occupe des détails ! Et ce sont les directions syndicales qui se sont chargées de limiter au minimum, et en fin de compte de décourager, le mouvement de contestation contre cette politique, qui pourtant avait bien démarré avec des collectes de signatures, des manifestations publiques et mêmes des grèves d'avertissement. ■

Le 7 janvier de l'an 2001, le SPD a pour la première fois admis, par la voix de son secrétaire général, Franz Münterfering, que le gouvernement de coalition des sociaux-démocrates et des Verts (SPD-Bündnis 90/Die Grünen) avait fait preuve de « *trop d'assurance* » en prétendant que l'Allemagne était une sorte d'île non atteinte par la crise de la vache folle. Pour les experts et pour tout esprit critique il était clair depuis le début des années 90 qu'il devait y avoir des bovins infectés par l'encé-

truche du gouvernement actuel n'est que la poursuite de cette même politique du gouvernement précédent conservateur-libéral de Helmut Kohl. Sous le gouvernement actuel comme sous le gouvernement précédent c'est le lobby de l'agrobusiness (comme celui du grand capital en général) qui a le plus de poids sur les décisions, y compris en matière d'information du public.

Objectivement l'exigence de la démission du ministre de l'agriculture Karl-Heinz Funke (SPD) était plus que justifiée. Ce dernier affirmait encore très fortement en novembre 2000 qu'il n'y avait aucune vache folle en Allemagne. Et la grande presse a

Funke lui-même, rejetant explicitement de tels critères — relevait de l'équilibrisme : « *Les positions des deux ministres sont bonnes et tendent à renforcer la position des consommateurs* », pouvait-on y lire !

Mais l'avalanche des indiscretions publiques sur la crise de la vache folle et sur les omissions gouvernementales rendit très vite nécessaire le changement du personnel, du ton, et même (au moins un peu) de politique. Au cours de la conférence de presse suivant les démissions de Funke et Fischer, le chancelier Schröder se présentait encore une fois comme le champion des intérêts des consommateurs en disant qu'il

Allemagne : La vache folle "rouge-verte"

phalopathie spongiforme bovine (ESB), ne serait-ce que du fait des importations de produits de fourrage faits de farines animales en provenance de pays atteints manifestement par la crise. Ces produits, on le sait évidemment en France depuis le scandale en question, contiennent des substances diverses, très souvent plus que douteuses, et c'est aussi le cas pour les farines animales produites en Allemagne. Ce n'est qu'en 1996 que l'utilisation de farines animales pour alimenter des ruminants y fut interdite. Donc, la folie bovine a bien eu le temps de s'y installer. D'ailleurs, l'interdiction n'a pas été respectée au moins dans les cas juridiquement notoires de trois firmes importantes productrices de produits de fourrage. Qui plus est, très souvent les produits servant à l'engraissement des veaux (qui ne se fait plus au lait de vache naturel dans les grandes entreprises agraires) contiennent des graisses tirées de charognes qui peuvent très bien, elles aussi, communiquer l'infection. Le secrétaire général social-démocrate a promis que l'on « *tirerait les leçons* » des fautes commises, tout en annonçant qu'il n'y aurait pas de « *conséquences personnelles* ». On a pu voir vite que cette affirmation, encore, était erronée.

Ministres démis

Bien entendu, les politiciens chrétiens-démocrates et libéraux (CDU/CSU et FDP) revendiquaient la démission des ministres (ir)responsables. Bien entendu leurs propres ministres au niveau des Länder, comme en Bavière, tout aussi (ir)responsables en la matière, ne voulaient pas entendre parler de démission dans leur propre cas. L'aspect intolérable dans cette démarche "oppositionnelle" des partis de la droite conservatrice et libérale, c'est que la politique de l'au-

dévoilé qu'à ce moment-là il avait déjà été informé (par des scientifiques de l'université de Kiel) de l'existence de cas de bovins infectés par l'ESB. Funke était connu comme partisan de l'agriculture « *traditionnelle* » (lire : de l'agriculture non incommodée par des critères écologiques). Il avait même fabriqué et fait circuler par Internet des vers "humoristiques" se moquant de la peur des consommateurs et des revendications relatives à l'étiquetage clair de la provenance du bétail, de la composition des aliments, etc.

La ministre de la santé, Andrea Fischer, du parti des Verts, n'avait pas transmis des informations importantes en provenance des institutions de l'Union européenne concernant la crise de la vache folle. Après que les fautes commises eussent clairement apparues, c'est elle qui démissionna la première, précipitant ainsi la démission de Funke.

Il est intéressant de noter que le chancelier Gerhard Schröder (SPD) attendit jusqu'au dernier moment avant de se prononcer de façon autoritaire. Quand le premier cas d'ESB fut connu publiquement en Allemagne, Schröder joua tout de suite de la trompette : « *Il faut en finir avec les usines agraires !* ». Mais c'était seulement de la propagande, en vue des prochaines élections régionales. Encore deux jours avant la démission des deux ministres (le 10 janvier), Schröder (d'après la loi, investi de la "compétence directrice" [*"Richtlinienkompetenz"*] dans le gouvernement) croyait apparemment qu'il pourrait gérer le problème sans grandes conséquences, ni personnelles, ni sur le fond. Le commentaire des deux projets de résolution contradictoires — émanant des ministères de l'environnement et de l'agriculture, le premier approuvé par le ministre de l'environnement, Jürgen Trittin, qui revendiquait au moins de lier les subventions agraires à des critères de production responsables aux points de vue écologique et de santé, l'autre, de la plume de

faut « *repenser la production d'aliments de ce point de vue* » et que le pouvoir des associations paysannes (lire : de l'agrobusiness) devait être diminué.

Schröder, roi du symbole

C'est Renate Künast, précédemment une des deux président(e)s/porte-paroles du parti des Verts, qui a pris en charge un ministère dont l'appellation a changé pour devenir maintenant le « *Ministère pour la protection des consommateurs, pour l'alimentation et pour l'agriculture* ». Ce changement du nom de l'institution caractérise bien le style politique de Schröder qui, confronté à un mécontentement populaire, agit tout de suite au niveau symbolique. Le reste, on verra après avec les gens « *compétents* » (le surnom de Schröder étant "*Genosse der Bosse*" — "Camarade des Patrons"). Par souci de la parité entre les deux partis de coalition, le ministère de la santé va à une politicienne social-démocrate, Ulla Schmidt.

On peut douter que le roque ministériel apportera des progrès du point de vue de la protection des "consommateurs". En tant que ministre de la santé, Andrea Fischer (qui, comme beaucoup de dirigeant(e)s des Verts, avait milité autrefois dans l'extrême gauche et était même personnellement proche de la IVe Internationale) n'avait aucunement articulé une vision ou des propositions un tant soit peu "alternatives". Elle était profondément enlisée dans la "gestion des affaires", c'est-à-dire dans l'application des mesures d'austérité. Parfois peut-être, au cours des négociations avec les associations de médecins ou avec les représentants des caisses maladie, était-elle un peu plus incommode que ne l'aurait été un(e) ministre social-démocrate. Mais elle n'attaquait pas publiquement les grandes entreprises pharmaceutiques dont la soif de profit est pour une

* Manuel Kellner est collaborateur du bimensuel SoZ-Sozialistische Zeitung.